

ΕΦΗΜΕΡΙΣ ΤΗΣ ΚΥΒΕΡΝΗΣΕΩΣ
ΤΗΣ ΕΛΛΗΝΙΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

ΕΝ ΑΘΗΝΑΙΣ ΤΗ 10 ΙΟΥΛΙΟΥ 1981 | ΤΕΥΧΟΣ ΠΡΩΤΟΝ | ΑΡΙΘΜΟΣ ΦΥΛΛΟΥ 179

ΝΟΜΟΣ ΥΠ' ΑΡΙΘ. 1177

Περὶ κυρώσεως τῆς συναφθείσης εἰς Γενεύην τὴν 30 Μαρτίου 1979 Διεθνοῦς Συμφωνίας τοῦ Ἐλαιολάδου τοῦ ἔτους 1979.

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ ΤΗΣ ΕΛΛΗΝΙΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

Ἄρθρον Πρῶτον

Κυροῦται καὶ ἔχει ἰσχὺν νόμου ἡ συναφθεῖσα εἰς Γενεύην τὴν 30 Μαρτίου 1979 Διεθνὴς Συμφωνία τοῦ Ἐλαιολάδου τοῦ ἔτους 1979 τῆς ὁποίας τὸ κείμενον, εἰς τὸ πρωτότυπον εἰς τὴν Γαλλικὴν καὶ εἰς μετάφρασιν εἰς τὴν Ἑλληνικὴν γλῶσσαν, ἔχει ὡς ἑξῆς:

ACCORD INTERNATIONAL DE 1979 SUR L' HUILE D' OLIVE.

Préambule

Rappelant que la culture de l'olivier :

— est une culture indispensable à l'entretien et à la conservation des sols, qui permet de valoriser des terrains ne supportant pas l'implantation d'autres cultures et qui, même dans des conditions extensives d'exploitation, lesquelles représentent l'essentiel de la production actuelle, réagit de façon favorable à toute amélioration culturale,

— est une culture fruitière pérenne qui permet de rentabiliser les investissements consentis pour ladite culture avec des techniques appropriées, dont les pays oléicoles et notamment les pays oléicoles en développement devraient pouvoir disposer,

Soulignant que de cette culture dépendent l'existence et le niveau de vie de millions de familles qui sont absolument tributaires des mesures prises pour maintenir et développer la consommation de ses produits, tant dans les pays producteurs eux-mêmes que dans les pays consommateurs non producteurs,

Rappelant que l'huile d'olive constitue un produit de base essentiel dans les régions où ladite culture est implantée,

Rappelant que la caractéristique essentielle du marché de l'huile d'olive réside dans l'irrégularité des récoltes et de l'approvisionnement du marché, qui se traduit par des fluctuations dans la valeur de la production, par l'instabilité des prix et des recettes d'exportation, ainsi que par des écarts considérables dans les revenus des producteurs,

Rappelant qu'il en résulte des difficultés spéciales qui peuvent causer des préjudices graves aux intérêts des producteurs et des consommateurs et compromettre les politiques générales d'expansion économique dans les pays des régions où la culture de l'olivier est implantée,

Soulignant, à cet égard, la très grande importance de cette production dans l'économie de nombreux pays et notamment des pays oléicoles en développement,

Rappelant que les mesures à prendre, compte tenu des données très particulières de la culture de l'olivier et du marché de l'huile d'olive, dépassent le cadre national et qu'une action internationale est indispensable,

Considérant l'Accord international de 1963 sur l'huile d'olive, tel que reconduit et amendé par les Protocoles successifs du 30 mars 1967, du 7 mars 1969, du 23 mars 1973 et du 7 avril 1978, y compris les amendements entrés en vigueur le 1er novembre 1971 en vertu des dispositions de son article 38 (l'ensemble de ces instruments étant ci-après dénommé l'"Accord international de 1963 sur l'huile d'olive"),

Considérant que cet Accord vient en principe à expiration le 31 décembre 1979,

Estimant qu'il est essentiel de poursuivre, en la développant, l'œuvre entreprise dans le cadre dudit Accord et qu'il est souhaitable de conclure un nouvel accord,

Les Parties au présent Accord sont convenues de ce qui suit :

Chapitre premier. – Objectifs généraux

Article premier

Les objectifs du présent Accord, qui tiennent compte des dispositions de la résolution 93 (IV) de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, sont les suivants :

a) Favoriser la coopération internationale en ce qui concerne les problèmes que pose généralement l'économie oléicole mondiale;

b) Favoriser la recherche-développement et encourager la mise au point de tous moyens qui permettraient d'appliquer des techniques répondant aux problèmes qui se posent pour l'huile d'olive et, plus généralement, dans le secteur oléicole sur le plan de la production et de la transformation, et favorisant la modernisation de la culture de l'olivier et de l'industrie oléicole à travers la programmation technique et scientifique, en vue de favoriser les transferts de technologie, d'améliorer la culture de l'olivier et la qualité des productions obtenues de cette culture, et afin de réduire le coût de revient des produits obtenus et d'améliorer ainsi la position de l'huile d'olive dans l'ensemble du marché des huiles végétales fluides alimentaires;

c) Faciliter l'étude de l'application de mesures tendant à l'expansion des échanges internationaux d'huile d'olive afin d'accroître les ressources que les pays producteurs et, plus particulièrement, les pays producteurs en développement retirent de leurs exportations, et de permettre l'accélération de leur croissance économique et leur développement social, tout en tenant compte des intérêts des consommateurs;

d) Faciliter l'étude et l'application de mesures tendant à la réalisation d'un équilibre entre la production et la consommation par l'adoption de dispositions opportunes, notamment de dispositions propres à développer la consommation;

e) Réduire les inconvénients qui tiennent aux fluctuations des disponibilités sur le marché, en vue notamment :

i) d'éviter les fluctuations excessives des prix, qui devront se situer à des niveaux rémunérateurs et justes pour les producteurs et équitables pour les consommateurs;

ii) d'assurer des conditions permettant un développement harmonieux de la production, de la consommation et des échanges internationaux, compte tenu de leurs interrelations;

f) Prévenir et, le cas échéant, combattre toute pratique de concurrence déloyale dans le commerce international de l'huile d'olive et assurer la livraison d'une marchandise conforme en tout aux termes des contrats passés;

g) Favoriser la coordination des politiques de production et de commercialisation de l'huile d'olive et l'organisation du marché de ce produit;

h) Améliorer l'accès aux marchés et la sécurité des approvisionnements, ainsi que les structures des marchés et les systèmes de commercialisation, de distribution et de transport;

i) Améliorer les procédures d'information et de consultation permettant, entre autres choses, la réalisation d'une meilleure transparence du marché de l'huile d'olive;

j) Etudier et faciliter l'application des mesures nécessaires en ce qui concerne les autres produits de l'olivier;

k) Etudier la situation de l'industrie oléicole dans ses rapports avec l'environnement et recommander, le cas échéant, les solutions appropriées, conformément aux recommandations de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement, 1972, afin de remédier aux nuisances éventuelles;

l) Poursuivre, en la développant, l'œuvre entreprise dans le cadre des Accords internationaux antérieurs sur l'huile d'olive.

Chapitre II. – Membres

Article 2

Chaque Partie contractante constitue un seul Membre du Conseil.

Chapitre III. – Définitions

Article 3

1. Aux fins du présent Accord :

a) Par "Conseil", on entend le Conseil oléicole international visé à l'article 27;

b) Par "campagne oléicole", on entend la période allant du 1er novembre de chaque année au 31 octobre de l'année suivante;

c) Par "Membre principalement producteur", on entend un Membre dont la production d'huile d'olive a été, durant les campagnes oléicoles 1972/73-1977/78 comprises, supérieure à ses importations durant les années civiles 1973 à 1978 comprises;

d) Par "Membre principalement importateur", on entend un Membre dont la production d'huile d'olive a été, durant les campagnes oléicoles 1972/73-1977/78 comprises, inférieure à ses importations durant les années civiles 1973 à 1978 comprises ou dont aucune production d'huile d'olive n'a été enregistrée durant ces mêmes campagnes oléicoles;

e) Par "Membre", on entend une Partie contractante au présent Accord.

2. Toute mention, dans le présent Accord, d'un "Gouvernement" ou des "Gouvernements" est réputée valoir aussi pour la Communauté économique européenne (ci-après dénommée la Communauté), ainsi que pour tout organisme intergouvernemental ayant des responsabilités en matière de négociation, de conclusion et d'application d'accords internationaux sur les produits de base. En conséquence, toute mention, dans le présent Accord, de la "signature" ou du "dépôt des instruments de ratification, d'acceptation ou d'approbation" ou d'un "instrument d'adhésion" ou d'une "notification d'application à titre provisoire" par un Gouvernement est, dans le cas de la Communauté, réputée valoir aussi pour la signature ou pour la notification d'application à titre provisoire, au nom de la Communauté, par son autorité compétente, ainsi que pour le dépôt de l'instrument requis par la procédure institutionnelle de la Communauté pour la conclusion d'un accord international. Elle est également réputée valoir, dans le cas d'un organisme intergouvernemental ayant des responsabilités en matière de négociation, de conclusion et d'application d'accords internationaux sur les produits de base, pour la signature ou pour la notification d'application à titre provisoire, au nom de l'organisme intergouvernemental intéressé, par son autorité compétente, ainsi que pour le dépôt de l'instrument requis par sa procédure institutionnelle pour la conclusion d'un accord international.

3. Nonobstant les dispositions des alinéas *c* et *d* du paragraphe 1 du présent article, la Communauté est considérée à la fois comme "Membre principalement producteur" et comme "Membre principalement importateur".

4. Si un organisme intergouvernemental, autre que la Communauté, ayant des responsabilités en matière de négociation, de conclusion et d'application d'accords internationaux sur les produits de base, envisageait de devenir Partie contractante, les modalités selon lesquelles sa participation au présent Accord devrait intervenir seront arrêtées d'un commun accord entre le Conseil et ledit organisme intergouvernemental préalablement à la procédure à engager par lui pour devenir Partie contractante.

Chapitre IV. – Obligations générales

Article 4

Les Membres s'engagent à ne prendre aucune mesure allant à l'encontre des obligations contractées aux termes du présent Accord et des objectifs généraux définis à l'article premier.

Article 5

Les Membres aussi bien producteurs que consommateurs s'engagent à prendre toutes les mesures appropriées ayant pour objet de faciliter les échanges, d'encourager la consommation d'huile d'olive et d'assurer le développement normal du commerce international de l'huile d'olive. Ils s'engagent à cet effet à se conformer aux principes, règles et lignes directrices qu'ils ont agréés dans les enceintes internationales compétentes. Ils s'engagent également à prendre des mesures tendant à favoriser l'écoulement de l'huile d'olive à des prix compétitifs au stade de la consommation, parmi lesquelles la fixation d'aides et le rapprochement des prix des huiles d'olive de ceux des autres huiles végétales comestibles, en vue d'encourager la consommation d'huile d'olive.

Article 6

Les Membres déclarent qu'en vue d'élever le niveau de vie des populations ils s'efforceront de maintenir des normes de travail équitables dans toutes les activités oléicoles ou dérivées de l'oléiculture.

Article 7

Les Membres s'engagent à rendre disponibles et à fournir au Conseil toutes les statistiques, les informations et la

documentation nécessaires pour lui permettre de remplir les fonctions qui lui sont dévolues, par le présent Accord et, notamment, toutes les indications dont il a besoin pour établir le bilan oléicole et connaître la politique nationale oléicole des Membres.

Chapitre V. – Mesures techniques

Article 8

1. En vue de la réalisation des objectifs généraux fixés à l'article premier et relatifs aux améliorations techniques oléicoles, le Conseil est chargé de favoriser et de promouvoir les actions et programmes s'y rapportant.

2. Il est notamment chargé :

a) de rassembler les informations techniques et de les diffuser à tous les Membres;

b) de promouvoir les actions de coordination des activités d'améliorations techniques entre les différents Membres, ainsi que celles qui entrent dans le cadre des programmations interrégionales ou régionales;

c) d'aider à la programmation nationale en matière d'améliorations techniques oléicoles, ainsi qu'en matière de recherche, d'application de la recherche, de vulgarisation des connaissances acquises, d'expérimentation ou de démonstration, plus particulièrement dans les pays oléicoles en développement;

d) d'effectuer les études indispensables sur la rentabilité économique qui peut être escomptée de l'application de la recherche;

e) de favoriser des actions appropriées tendant à la formation de cadres ou de personnel spécialisé;

f) d'organiser ou de favoriser les rencontres internationales;

g) de favoriser le transfert de technologie des pays les plus avancés dans les techniques oléicoles aux pays oléicoles en développement;

h) de susciter la collaboration bilatérale ou multilatérale qui puisse aider le Conseil à atteindre les objectifs du présent Accord.

Article 9

1. Le Conseil, à l'appui des mesures d'amélioration des techniques oléicoles, inclura dans son budget d'administration un chapitre spécial d'un montant annuel maximal de 100 000 dollars des Etats-Unis, étant entendu que les sommes non utilisées au titre de ce chapitre spécial au cours d'un exercice financier pourront être reportées sur les exercices financiers suivants et ne pourront, en aucun cas, donner lieu à un virement au profit d'autres chapitres du budget d'administration.

2. De même, le Conseil s'attachera, dans le cadre du développement de la coopération internationale, à s'assurer les concours financiers et/ou techniques indispensables susceptibles d'être obtenus des organismes internationaux, régionaux ou nationaux qualifiés, financiers ou autres.

3. Les dispositions du paragraphe 1 du présent article seront appliquées, le cas échéant, avec les concours financiers internationaux apportés aux actions ou aux projets d'amélioration des techniques oléicoles soumis au Conseil.

Chapitre VI. – Dénominations et définitions des huiles d'olive et des huiles de grignons d'olive. Indications de provenance et appellations d'origine

Article 10

1. La dénomination "huile d'olive" est réservée à l'huile provenant uniquement de l'olive, à l'exclusion des huiles obtenues par solvant ou par procédés de réestérification, et de tout mélange avec des huiles d'autre nature.

2. Les Membres s'engagent à supprimer, tant pour le commerce intérieur que pour le commerce international, dans le plus bref délai et au plus tard avant l'expiration du présent Accord, tout emploi de la dénomination "huile d'olive", seule ou combinée avec d'autres mots, qui ne soit pas en conformité du présent article.

3. La dénomination "huile d'olive" employée seule ne peut en aucun cas s'appliquer aux huiles de grignons d'olive.

Article 11

1. Les dénominations des huiles d'olive et des huiles de grignons d'olive des différentes qualités sont données ci-après, avec la définition correspondante pour chaque dénomination :

A. – *Huile d'olive vierge :* huile obtenue à partir du fruit de l'olivier uniquement par des procédés mécaniques ou d'autres procédés physiques dans des conditions, thermiques notamment, qui n'entraînent pas d'altération de l'huile, et n'ayant subi aucun traitement autre que le lavage, la décantation, la centrifugation et la filtration, à l'exclusion des huiles obtenues par solvant ou par procédés de réestérification, et de tout mélange avec des huiles d'autre nature. Elle fait l'objet du classement et des dénominations ci-après :

a) *Huile d'olive vierge*[1] propre à la consommation en l'état :

i) *Huile d'olive vierge extra :* huile d'olive de goût parfaitement irréprochable, dont l'acidité exprimée en acide oléique est au maximum de 1 gramme pour 100 grammes;

ii) *Huile d'olive vierge fine :* huile d'olive vierge remplissant les conditions de l'huile d'olive vierge extra, sauf en ce qui concerne l'acidité exprimée en acide oléique, qui doit être au maximum de 1,5 gramme pour 100 grammes;

iii) *Huile d'olive vierge semi-fine* (ou encore *Huile d'olive vierge courante*) : huile d'olive vierge de bon goût, dont l'acidité exprimée en acide oléique doit être au maximum de 3 grammes pour 100 grammes, avec une marge de tolérance de 10 p. 100 de l'acidité exprimée.

b) *Huile d'olive vierge* non propre à la consommation en l'état :

Huile d'olive vierge lampante : huile d'olive de goût défectueux ou dont l'acidité exprimée en acide oléique est supérieure à 3,3 grammes pour 100 grammes.

---

[1] Il est loisible d'utiliser le qualificatif "naturelle" pour toutes les huiles d'olive vierges propres à la consommation en l'état.

B. – *Huile d'olive raffinée :* huile d'olive obtenue par le raffinage d'huiles d'olive vierges.

C. – *Huile d'olive* ou encore *Huile d'olive pure :* huile constituée par un coupage d'huile d'olive vierge et d'huile d'olive raffinée.

D. – *Huile de grignons d'olive :* huile brute obtenue par traitement au solvant des grignons d'olive et destinée au raffinage ultérieur pour la consommation humaine ou à des usages techniques. Elle fait l'objet du classement et des dénominations ci-après :

a) *Huile de grignons d'olive raffinée :* huile destinée à des usages alimentaires, obtenue par le raffinage d'huile brute de grignons d'olive. (*Note :* le mélange d'huile de grignons d'olive raffinée et d'huile d'olive vierge – d'habitude destiné à la consommation intérieure de certains pays producteurs – est dénommé "huile de grignons raffinée et d'olive". Ce mélange ne pourra, en aucun cas, être dénommé simplement "huile d'olive" et les emballages devront porter obligatoirement la mention "huile de grignons raffinée et d'olive".)

b) *Huile de grignons d'olive à usages techniques :* toutes autres huiles brutes de grignons d'olive.

Le Conseil est chargé de mener et de présenter, avant la fin de la deuxième année suivant l'entrée en vigueur du présent Accord, une étude approfondie du marché des huiles de grignons d'olive, notamment en ce qui concerne les répercussions de la commercialisation de ces produits sur l'ensemble de l'économie oléicole.

2. Chacune des dénominations précitées des huiles d'olive et des huiles de grignons d'olive des différentes qualités doivent répondre aux critères de qualité fixés conformément aux recommandations intervenant en vertu du paragraphe 2 de l'article 28 en matière de normes relatives aux caractéristiques physiques et chimiques de l'huile d'olive et de l'huile de grignons d'olive.

3. Les dénominations fixées au paragraphe 1 du présent article sont obligatoires dans le commerce international et doivent être employées pour chaque qualité d'huile d'olive et d'huile de grignons d'olive et figurer en caractères très lisibles sur tous les emballages.

4. Le Conseil déterminera en matière de critères de qualité, ainsi qu'il est indiqué au paragraphe 2 de l'article 28, des normes unifiées applicables aux échanges dans le commerce international. Jusqu'à ce que cette détermination intervienne, il est fait référence aux normes habituellement utilisées dans lesdits échanges, notamment les normes recommandées par le Conseil dans le cadre de ses activités.

Article 12

1. Les Membres s'engagent à prendre, dans le plus bref délai et, au plus tard, avant l'expiration du présent Accord, toutes les mesures qui, dans la forme requise par leur législation respective, assurent l'application des principes et dispositions énoncés aux articles 11 et 13 et s'efforceront de les étendre à leur commerce intérieur.

2. Ils s'engagent notamment à prohiber et à réprimer l'emploi sur leur territoire, pour le commerce international, d'indications de provenance, d'appellations d'origine et de dénominations des huiles d'olive et des huiles de grignons d'olive contraires à ces principes. Cet engagement vise toutes mentions apposées sur les emballages, les factures, les lettres de voiture et les papiers de commerce, ou employées dans la publicité, les marques de fabrique, les noms enregistrés et les illustrations se rapportant à la commercialisation internationale des huiles d'olive et des huiles de grignons d'olive, pour autant que ces mentions pourraient constituer de fausses indications ou prêter à confusion sur l'origine, la provenance ou la qualité des huiles d'olive et des huiles de grignons d'olive.

Article 13

1. Les indications de provenance, lorsqu'elles sont données, ne peuvent s'appliquer qu'à des huiles d'olive vierges produites et originaires exclusivement du pays, de la région ou de la localité mentionnés. Les appellations d'origine, lorsqu'elles sont données, ne peuvent s'appliquer qu'aux seules huiles d'olive vierges extra produites et originaires exclusivement du pays, de la région ou de la localité mentionnés. Les indications de provenance et les appellations d'origine ne peuvent, en outre, être utilisées que conformément aux conditions prévues par le droit du pays d'origine.

2. Les coupages d'huile d'olive vierge et d'huile d'olive raffinée peuvent constituer des types dont les caractéristiques peuvent être déterminées de gré à gré entre les acheteurs et les vendeurs. Quelle que soit leur origine, ils ne peuvent porter que l'indication de provenance du pays exportateur. Cependant, lorsque les huiles ont été conditionnées et exportées du pays qui fournit les huiles d'olive vierges extra entrant dans le coupage, elles peuvent être identifiées par l'appellation d'origine de l'huile d'olive vierge entrant dans la composition dudit coupage. Lorsqu'il est fait état de la dénomination générique "Riviera", notoirement connue dans le commerce international de l'huile d'olive pour des coupages d'huile d'olive vierge extra et d'huile d'olive raffinée, cette dénomination doit obligatoirement être précédée du mot "type". Le mot "type" doit figurer sur tous les emballages en caractères typographiques de même dimension et de même présentation que le mot "Riviera".

Article 14

1. Les contestations au sujet des indications de provenance et des appellations d'origine suscitées par l'interprétation des clauses du présent chapitre ou par les difficultés d'application qui n'auraient pas été résolues par voie de négociations directes sont examinées par le Conseil.

2. Le Conseil procède à un essai de conciliation, après avis de la commission consultative prévue au paragraphe 1 de l'article 40 et après consultation de l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle, de la Fédération internationale d'oléiculture, d'une organisation professionnelle qualifiée d'un Membre principalement importateur et, si besoin est, de la Chambre de commerce internationale et des institutions internationales spécialisées en matière de chimie analytique; en cas d'insuccès, et après que tous les moyens ont été mis en œuvre pour arriver à un accord, les Membres intéressés ont le droit de recourir, en dernière instance, à la Cour internationale de Justice.

Chapitre VII. — Propagande mondiale en faveur de la consommation d'huile d'olive

PROGRAMMES DE PROPAGANDE

Article 15

1. Les Membres contribuant au Fonds de propagande visé au paragraphe 3 du présent article s'engagent à entreprendre en commun une action générale de propagande en faveur de l'huile d'olive, en vue de maintenir et d'augmenter la consommation de cette denrée dans le monde, en se fondant sur l'utilisation de la dénomination "huile d'olive" telle qu'elle est définie à l'article 10.

2. Ladite action est entreprise sous une forme éducative et publicitaire et porte sur les caractéristiques organoleptiques et chimiques et, au besoin, sur les propriétés nutritives, thérapeutiques et autres de l'huile d'olive, à l'exclusion de toute indication de qualité, d'origine et de provenance.

3. Les ressources du Fonds de propagande sont utilisées compte tenu des critères suivants :

a) importance de la consommation en vue du maintien et, si possible, du développement des débouchés actuellement existants;

b) création de nouveaux débouchés pour l'huile d'olive;

c) rentabilité des investissements publicitaires.

Article 16

Les programmes généraux et partiels de propagande à entreprendre en vertu de l'article 15 sont arrêtés par le Conseil en fonction des ressources qui sont mises à sa disposition à cet effet et des considérations et avis suivants :

a) une orientation prioritaire est donnée aux actions dans les pays principalement consommateurs et dans les pays où la consommation d'huile d'olive est susceptible d'augmenter;

b) consultation des organismes et institutions appropriés.

Article 17

Le Conseil est chargé d'administrer les ressources affectées à la propagande commune. Il établit chaque année, en annexe à son propre budget, un état prévisionnel des recettes et des dépenses destinées à cette propagande.

FONDS DE PROPAGANDE

Article 18

1. Les Membres principalement producteurs s'engagent à mettre à la disposition du Conseil, pour chaque année civile, en vue de la propagande commune, une somme équivalant à 300 000 dollars des Etats-Unis et payable en cette monnaie. Toutefois, le Conseil peut décider dans quelle proportion chaque Membre est admis à verser sa contribution dans d'autres monnaies librement convertibles. Le montant de 300 000 dollars précité peut être augmenté par le Conseil, sans toutefois dépasser 500 000 dollars, à condition, d'une part, que la contribution d'aucun Membre n'augmente sans son consentement et, d'autre part, que toute modification des coefficients dont il est question au paragraphe 3 du présent article pouvant intervenir à cette occasion exige une décision unanime des Membres principalement producteurs. Le montant de 300 000 dollars précité peut être réduit si la production totale des Membres représente moins de 80 p. 100 de la production mondiale de l'huile d'olive au cours de la période de référence visée aux alinéas *c* et *d* du paragraphe 1 de l'article 3. Dans ce cas, le montant de 300 000 dollars est ramené à un montant proportionnel à la fraction que la somme des productions des Membres principalement producteurs représente dans la production mondiale.

2. Par entente spéciale avec le Conseil, les Membres principalement importateurs peuvent verser des contributions au Fonds de propagande. Ces contributions s'ajoutent au montant du Fonds de propagande tel qu'il est déterminé en application du paragraphe 1 du présent article.

3. Sous réserve des dispositions du paragraphe 4 du présent article, les Membres principalement producteurs contribuent au Fonds de propagande proportionnellement à leur importance dans l'économie oléicole mondiale selon un coefficient déterminé pour chacun d'eux en fonction de la production moyenne et des exportations ou importations nettes moyennes d'huile d'olive de chacun des Membres durant les campagnes oléicoles et les années civiles visées aux alinéas *c* et *d* du paragraphe 1 de l'article 3 dans la proportion de 20 p. 100 pour la production et de 80 p. 100 pour les exportations ou importations nettes.

4. Pour la Communauté, les exportations ou importations nettes d'huile d'olive durant les années civiles visées aux alinéas *c* et *d* du paragraphe 1 de l'article 3 sont déterminées déduction faite des échanges intracommunautaires.

5. Les contributions au Fonds de propagande sont dues pour l'année civile entière. La contribution annuelle de chaque Membre principalement producteur est exigible, la première fois, dès qu'il devient Membre à titre provisoire ou définitif et, ensuite, le premier janvier de chaque année.

6. Pour le recouvrement des contributions au Fonds de propagande et en cas de retard dans le versement de ces contributions, les dispositions du paragraphe 5 de l'article 38 sont applicables.

7. A l'expiration du présent Accord, et sauf prorogation, reconduction ou renouvellement de celui-ci, les fonds éventuellement inutilisés pour la propagande seront reversés aux Membres au prorata du total de leurs contributions à la propagande pendant la durée de l'Accord international de 1956 sur l'huile d'olive, de l'Accord international de 1963 sur l'huile d'olive, et du présent Accord.

8. *a*) Pour toutes les décisions relatives à la propagande, chaque Membre principalement producteur dispose d'un nombre de voix proportionnel à sa contribution au Fonds de propagande au titre du présent article. Chaque fraction de voix résultant de l'application du coefficient déterminé conformément aux dispositions du paragraphe 3 du présent article est comptée pour une voix.

b) Lorsqu'un Membre passe, en application du paragraphe 2 du présent article, une entente spéciale avec le Conseil pour le versement d'une contri-

bution au Fonds de propagande, il acquiert un nombre de voix proportionnel à sa contribution, à condition que cette entente concerne la période restant à courir jusqu'à l'expiration du présent Accord.

c) Les décisions relatives à la propagande sont prises à la majorité des quatre cinquièmes des suffrages qui sont exprimés par les Membres contribuant au Fonds de propagande et qui comprennent les voix de la majorité de ces Membres ayant droit de vote.

Article 19

L'exécution technique des programmes de propagande peut être confiée par le Conseil à des organismes spécialisés de son choix, représentatifs des activités oléicoles, entre autres à la Fédération internationale d'oléiculture.

Article 20

Le Conseil est habilité à recevoir des dons des Gouvernements ou d'autres origines pour la propagande commune. Ces ressources occasionnelles s'ajoutent au montant du Fonds de propagande tel qu'il est déterminé en vertu de l'article 18.

Chapitre VIII. — Mesures économiques

Article 21

1. Dans le cadre des objectifs généraux définis à l'article premier, en vue de contribuer à la normalisation du marché de l'huile d'olive et de remédier à tout déséquilibre entre l'offre et la demande internationales provenant de l'irrégularité des récoltes ou d'autres causes, le Conseil procède, au début de chaque campagne oléicole, à un examen détaillé des bilans oléicoles et à une estimation globale des ressources et des besoins en huile d'olive, à partir des informations fournies par chaque Membre conformément à l'article 7, de celles qui peuvent lui être communiquées par les Gouvernements d'Etats non parties au présent Accord mais intéressés au commerce international de l'huile d'olive et de toute autre documentation statistique pertinente dont il pourrait disposer.

2. Chaque année, le 31 mai au plus tard, le Conseil, en tenant compte de toutes les informations dont il dispose à cette date, procède à un nouvel examen de la situation du marché et à une nouvelle estimation globale des ressources et des besoins en huile d'olive, et il peut proposer aux Membres les mesures qu'il juge opportunes.

3. Il est constitué un Comité économique qui se réunit régulièrement pour échanger des points de vue sur la situation mondiale du marché de l'huile d'olive afin de chercher des solutions aux difficultés qui pourraient perturber le commerce international de l'huile d'olive.

Article 22

1. Le Conseil est chargé de mener des études en vue de présenter aux Membres des recommandations destinées à assurer l'équilibre entre la production et la consommation et, plus généralement, la normalisation à long terme du marché oléicole par l'application de mesures appropriées, parmi lesquelles celles qui tendent à favoriser l'écoulement de l'huile d'olive à des prix compétitifs au stade de la consommation, afin de rapprocher les prix de l'huile d'olive de ceux des autres huiles végétales comestibles, notamment par l'octroi d'aides.

2. En vue d'une telle normalisation, le Conseil est également chargé d'apporter les solutions opportunes aux problèmes qui peuvent se poser au regard de l'évolution du marché international de l'huile d'olive selon des modalités appropriées, compte tenu des déséquilibres du marché provenant des fluctuations de la production ou d'autres causes.

Article 23

Au moment où le fonds commun envisagé par la résolution 93 (IV) de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement et dont les éléments fondamentaux ont été dégagés par la résolution 1 (III) adoptée le 19 mars 1979 par la Conférence de négociation des Nations Unies sur un fonds commun sera à même de fonctionner dans le cadre du programme intégré pour les produits de base, le Conseil examinera, à la lumière de ces résolutions, les mesures qu'il pourrait prendre pour utiliser pleinement les possibilités financières offertes par ledit fonds et il pourra faire à ce sujet les recommandations appropriées.

Chapitre IX. — Autres produits de l'olivier

Article 24

1. Dans le cadre des objectifs généraux définis à l'article premier, le Conseil demande une collaboration étroite de tous ses Membres dans la communication des informations statistiques nécessaires en ce qui concerne les olives de table et les autres produits de l'olivier.

2. Le Conseil procède, au début de chaque campagne oléicole, à un examen détaillé des bilans quantitatifs et qualitatifs des olives de table à partir des informations ci-dessus, de celles qui peuvent lui être communiquées par les Gouvernements d'Etats non parties au présent Accord intéressés au commerce international des olives de table et de toute autre documentation statistique dont il pourrait disposer en la matière.

3. Chaque année, le 31 mai au plus tard, le Conseil, en tenant compte de toutes les informations dont il dispose à cette date, procède à un nouvel examen de la situation du marché et à une estimation globale des ressources et des besoins en olives de table, et il peut proposer aux Membres les mesures qu'il juge opportunes.

Article 25

Le Conseil poursuivra les études appropriées concernant :

a) l'adoption et l'application d'un contrat type international pour les transactions sur les olives de table;

b) les dispositions en matière de conciliation et d'arbitrage international pour les litiges éventuels en matière de transactions internationales sur les olives de table;

c) l'adoption de normes qualitatives unifiées applicables aux olives de table;

d) la valeur biologique des olives de table mettant en relief leurs qualités et propriétés intrinsèques.

Article 26

1. Le Conseil est chargé de promouvoir les études de marché jugées appropriées pour encourager le développement de la consommation des olives de table. Il les soumettra aux Membres aux fins qu'ils estimeront opportunes.

2. A cet égard, le Conseil s'attachera à faciliter à tous les Membres, ou à ceux d'entre eux qui pourraient en avoir besoin, les concours sous diverses formes, y compris sur le plan financier, qui peuvent être consentis par les organismes internationaux ou autres qualifiés.

Chapitre X. – Administration

CONSEIL OLÉICOLE INTERNATIONAL

Article 27

Le Conseil oléicole international est chargé d'administrer le présent Accord.

FONCTIONS DU CONSEIL

Article 28

1. Dans le cadre des fonctions d'administration qui lui incombent aux termes du présent Accord, le Conseil :

a) exerce tous les pouvoirs et doit s'acquitter, ou veiller à l'accomplissement, de toutes les fonctions qui sont nécessaires à l'exécution des dispositions expresses du présent Accord, ainsi que, plus généralement, pour l'administration de l'Accord;

b) est chargé de promouvoir toute action tendant à un développement harmonieux de l'économie oléicole mondiale par tous les moyens et encouragements en son pouvoir dans les domaines de la production, de la consommation et des échanges internationaux, compte tenu de leurs interrelations.

2. Le Conseil examine les moyens d'assurer le développement des échanges internationaux et une augmentation de la consommation d'huile d'olive. Il est notamment chargé de faire aux Membres toutes recommandations appropriées concernant :

a) l'adoption et l'application d'un contrat type international pour les transactions sur les huiles d'olive et les huiles de grignons d'olive;

b) la constitution et le fonctionnement d'un bureau de conciliation et d'arbitrage international pour les litiges éventuels en matière de transactions sur les huiles d'olive et les huiles de grignons d'olive;

c) l'unification des normes relatives aux caractéristiques physiques et chimiques de l'huile d'olive et de l'huile de grignons d'olive;

d) l'unification des méthodes d'analyse.

3. Le Conseil prend toutes dispositions adéquates tendant à la rédaction d'un code des usages loyaux et constants du commerce international de l'huile d'olive et de l'huile de grignons d'olive, notamment en matière de marges de tolérance.

4. Le Conseil prend toutes mesures qu'il juge utiles pour la répression de la concurrence déloyale sur le plan international, y compris de la part d'Etats qui ne sont pas parties au présent Accord ou de ressortissants de ces Etats.

5. Le Conseil peut également entreprendre des études sur les actions auxquelles il est fait référence à l'alinéa *b* du paragraphe 1 du présent article. Il est, en outre, autorisé à entreprendre ou à faire entreprendre d'autres travaux, notamment la recherche de renseignements détaillés se rapportant à une aide spéciale, sous différentes formes, aux activités oléicoles, afin de pouvoir formuler toutes recommandations et suggestions qu'il estime appropriées pour atteindre les objectifs généraux énumérés à l'article premier. Toutes ces études et tous ces travaux doivent notamment se rapporter au plus grand nombre possible de pays ou groupes de pays et tenir compte des conditions générales, sociales et économiques, des pays intéressés.

6. Le Conseil établit les procédures selon lesquelles les Membres l'informent des conclusions auxquelles l'examen des recommandations et des suggestions mentionnées au présent article ou découlant de l'exécution du présent Accord les a conduits.

Article 29

1. Le Conseil établit un règlement intérieur conforme aux dispositions du présent Accord. Il tient à jour la documentation qui lui est nécessaire pour remplir les fonctions qui lui sont dévolues par le présent Accord, ainsi que toute autre documentation qu'il juge souhaitable. En cas de conflit entre le règlement intérieur ainsi adopté et les dispositions du présent Accord, l'Accord prévaut.

2. Le Conseil établit, prépare et publie tous rapports, études, graphiques, analyses et autres documents qu'il peut juger utiles et nécessaires.

3. Le Conseil publie, au moins une fois par an, un rapport sur ses activités et sur le fonctionnement du présent Accord.

4. Le Conseil peut nommer les comités spéciaux qu'il juge utiles en vue de l'assister dans l'exercice des fonctions que le présent Accord lui confère.

5. Le Conseil exerce toutes autres fonctions nécessaires à l'exécution des dispositions du présent Accord.

COMPOSITION DU CONSEIL

Article 30

1. Chaque Membre a le droit de vote. Il a le droit de se faire représenter au Conseil par un délégué et il peut désigner des suppléants. Le délégué et les suppléants peuvent être accompagnés aux réunions du Conseil par autant de conseillers que chaque Membre l'estime nécessaire.

2. Le Conseil élit, parmi les délégations des Membres, un président qui n'a pas le droit de vote et qui demeure en fonctions pendant une campagne oléicole. Dans le cas où le Président est un délégué votant, son droit de vote est exercé

par un autre membre de sa délégation. Le Président n'est pas rétribué.

3. Le Conseil élit également, parmi les délégations des Membres, un vice-président. Si le Vice-Président est un délégué votant, il exerce son droit de vote sauf lorsqu'il assume les fonctions de président, auquel cas il délègue ce droit à un autre membre de sa délégation. Le Vice-Président demeure en fonctions pendant une campagne oléicole et n'est pas rétribué.

RÉUNIONS DU CONSEIL

Article 31

1. Le Conseil a son siège à Madrid, à moins qu'il n'en décide autrement. Il y tient ses sessions, à moins qu'il ne décide, à titre exceptionnel, de tenir une session particulière en un autre lieu. Si un Membre invite le Conseil à se réunir ailleurs qu'au siège et si une décision conforme à cette invitation intervient, ce Membre prend à sa charge les frais supplémentaires qui en résultent pour le budget du Conseil.

2. Le Conseil se réunit au moins deux fois par an, compte tenu notamment des dispositions de l'article 21.

3. Le Conseil peut être convoqué à tout moment à la discrétion de son Président. Celui-ci convoque également le Conseil si la demande en est faite :

a) par cinq Membres;

b) par un ou plusieurs Membres détenant au moins 10 p. 100 du total des voix.

4. Les convocations aux sessions visées au paragraphe 2 du présent article doivent être adressées au moins trente jours avant la date de la première séance de chacune d'elles. Les convocations aux sessions visées au paragraphe 3 du présent article doivent être adressées au moins quinze jours avant la date de la première séance de chacune d'elles.

Article 32

1. Le quorum exigé pour toute réunion du Conseil est constitué par la présence des représentants de la majorité des Membres détenant au moins deux tiers du total des voix.

2. Si ce quorum n'est pas atteint, la réunion est retardée de 24 heures, et le quorum exigé est constitué par la présence des représentants de la majorité des Membres détenant au moins 50 p. 100 du total des voix.

Article 33

Le Conseil peut prendre des décisions, sans tenir de réunion, par un échange de correspondance entre le Président et les Membres, sous réserve qu'aucun Membre ne fasse objection à cette procédure. Toute décision ainsi prise est communiquée le plus rapidement possible à tous les Membres et elle est consignée au procès-verbal de la réunion suivante du Conseil.

Article 34

1. Le nombre de voix attribué à chaque Membre est déterminé pour la durée du présent Accord selon la formule $n = p + i + 5$, sans que ce nombre puisse dépasser 450. Dans cette formule :

n représente le nombre de voix attribué au Membre;

p représente, en milliers de tonnes métriques, la moyenne annuelle de production d'huile d'olive durant les campagnes oléicoles 1972/73-1977/78, la fraction de millier de tonnes métriques supérieure au nombre entier obtenu n'étant pas comptée;

i représente, en milliers de tonnes métriques, la moyenne annuelle des importations nettes d'huile d'olive durant les années civiles 1973 à 1978, la fraction de millier de tonnes métriques supérieure au nombre entier n'étant pas comptée;

5 représente le nombre de voix de base attribué à chaque Membre dans chacun des groupes de Membres.

2. Nonobstant les dispositions du paragraphe 1 du présent article, la Communauté étant, conformément au paragraphe 3 de l'article 3, considérée à la fois comme Membre principalement producteur et comme Membre principalement importateur, le nombre de voix qui lui est attribué dans chacun des deux groupes de Membres est déterminé :

d'une part, comme Membre principalement producteur, selon la formule $n = p + 5$;

d'autre part, comme Membre principalement importateur, selon la formule $n = i + 5$, i étant calculé déduction faite des échanges intracommunautaires;

sans que le nombre de voix attribué à la Communauté puisse dépasser 450 dans l'un ou l'autre groupe de Membres.

DÉCISIONS DU CONSEIL

Article 35

1. Sauf disposition contraire du présent Accord et sous réserve des dispositions pouvant intervenir conformément au paragraphe 5 de l'article 47, les décisions du Conseil sont prises à la majorité des quatre cinquièmes des suffrages exprimés comprenant les voix de la majorité des Membres qui ont le droit de vote. Les voix des Membres qui s'abstiennent ne sont pas comptées.

2. Tout Membre peut autoriser le délégué votant d'un autre Membre à représenter ses intérêts et à exercer son droit de vote à une ou plusieurs réunions du Conseil. Une attestation de cette autorisation doit être communiquée au Conseil et être jugée satisfaisante par celui-ci.

3. Le délégué votant d'un Membre ne peut, outre les pouvoirs et le droit de vote qu'il détient, représenter les intérêts et exercer le droit de vote que d'un seul autre Membre.

SECRÉTARIAT

Article 36

1. Le Conseil est pourvu d'un secretariat composé d'un directeur et du personnel nécessaire à l'exécution des travaux du Conseil et de ses comités. Le Conseil désigne le Directeur et en fixe les attributions. Les membres du

personnel sont nommés conformément à des règles que le Conseil établit en tenant compte de celles qui sont applicables au personnel d'organismes intergouvernementaux semblables; il leur est interdit d'exercer des fonctions en dehors de l'organisation ou d'accepter d'autres emplois.

2. Il est fixé comme condition à l'emploi du Directeur et du personnel du secrétariat qu'ils ne possèdent aucun intérêt commercial ou financier, direct ou indirect, dans l'une quelconque des diverses branches des activités oléicoles ou qu'ils renoncent à ces intérêts.

3. Les fonctions du Directeur et des membres du secrétariat ont un caractère exclusivement international. Dans l'accomplissement de leurs devoirs, ils ne doivent solliciter, ni accepter d'instructions d'aucun Gouvernement, ni d'aucune autorité extérieure à l'organisation. Ils doivent s'abstenir de tout acte incompatible avec leur statut de fonctionnaires internationaux.

4. Les Membres doivent respecter le caractère international des fonctions des membres du secrétariat et ne doivent pas chercher à les influencer dans l'accomplissement de leurs devoirs.

Chapitre XI. – Privilèges et immunités

Article 37

1. Sur le territoire de chaque Membre, et pour autant que la législation de ce Membre le permet, le Conseil jouit de la capacité juridique nécessaire à l'exercice des fonctions que le présent Accord lui confère.

2. Pour autant que sa législation le permet, le Gouvernement de l'Etat où se trouve le siège du Conseil exempte d'impôts les fonds du Conseil et les traitements versés par le Conseil à son personnel.

3. Le Conseil, le Directeur et le personnel du secrétariat bénéficient des privilèges, immunités et facilités prévus par l'Accord relatif au siège du Conseil conclu entre le Conseil et le Gouvernement de l'Etat où se trouve ledit siège.

4. Le Conseil peut conclure avec un ou plusieurs Membres des accords devant être approuvés par ledit Conseil et relatifs aux privilèges et immunités qui peuvent être nécessaires à la bonne application du présent Accord.

Chapitre XII. – Dispositions financières

Article 38

1. Les dépenses des délégations au Conseil, à l'exclusion de celles du Président qui sont supportées par le Conseil, sont à la charge des Membres intéressés. La cotisation au budget administratif de chaque Membre, pour chaque année civile, est proportionnelle au nombre de voix dont il dispose lorsque le budget pour cette année civile est adopté.

2. Au cours de sa première session, le Conseil votera un budget administratif pour la première année civile et déterminera le montant de la cotisation à verser par chaque Membre. Par la suite, chaque année, au cours de la session d'automne, le Conseil vote son budget administratif pour l'année civile suivante et détermine le montant de la cotisation à verser par chaque Membre pour ladite année civile.

3. La cotisation initiale de tout Membre qui devient Partie au présent Accord après son entrée en vigueur est fixée par le Conseil en fonction du nombre de voix attribué à ce Membre et de la fraction de l'année restant à courir. Cependant, les cotisations fixées pour les autres Membres pour l'année civile en cours ne sont pas modifiées.

4. Les cotisations prévues au présent article sont exigibles dès leur adoption par le Conseil pour l'année civile pour laquelle elles ont été fixées. Elles sont déterminées en dollars des Etats-Unis et payables en cette monnaie ou en leur équivalent dans une autre monnaie librement convertible.

5. Si un Membre ne verse pas intégralement sa cotisation au budget administratif dans un délai de six mois à compter du début de l'exercice financier, le Directeur l'invite à en effectuer le paiement le plus tôt possible. Si le Membre dont il s'agit ne règle pas sa cotisation dans les trois mois qui suivent le délai précité, l'exercice de son droit de vote aux sessions du Conseil et aux réunions des comités, ainsi que l'accès aux fonctions électives au sein du Conseil et de ses comités, sont suspendus jusqu'au versement intégral de la cotisation. Toutefois, à moins d'un vote du Conseil, il n'est privé d'aucun de ses autres droits, ni relevé d'aucune de ses obligations résultant du présent Accord. Aucun vote ne peut le décharger de ses obligations financières découlant de l'Accord.

6. Tout Membre dont la participation au présent Accord cesse à cause de son retrait, de son exclusion ou de toute autre raison pendant la durée de l'Accord est tenu de s'acquitter des versements qu'il devait effectuer au Conseil et de respecter tous les engagements qu'il aurait contractés antérieurement à la date à laquelle la cessation de sa participation au présent Accord prend effet. Ce Membre ne peut prétendre à aucune part du produit de la liquidation des actifs du Conseil à l'expiration de l'Accord.

7. Après la session de printemps, le Conseil publie un état certifié de ses recettes et de ses dépenses au cours de l'année civile précédente.

8. En cas de dissolution, et avant celle-ci, le Conseil prend les mesures nécessaires au règlement de son passif, au dépôt de ses archives et à l'affectation du solde créditeur existant à la date d'expiration du présent Accord.

Chapitre XIII. – Coopération avec d'autres organisations et admission d'observateurs

Article 39

1. Le Conseil prend toutes dispositions appropriées pour procéder à des consultations ou coopérer avec l'Organisation des Nations Unies et ses organes, en particulier la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED), avec l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et avec les autres institutions spécialisées des Nations Unies et organisations intergouvernementales en tant que de besoin. Il peut aussi prendre toutes dispositions qu'il estime convenables en ce qui concerne sa coopération avec les organisations et institutions gouvernementales et non gouvernementales. Il peut également inviter toute organisation

visée au présent article à assister à l'une quelconque de ses réunions, en qualité d'observateur.

2. Le Conseil, eu égard au rôle particulier dévolu à la CNUCED dans le commerce international des produits de base, la tient, selon qu'il convient, au courant de ses activités et de ses programmes de travail. Il en est de même en ce qui concerne la FAO.

3. Le Conseil peut également inviter tout membre de l'Organisation des Nations Unies ou de l'une de ses institutions spécialisées ou de l'Agence internationale de l'énergie atomique, non partie au présent Accord, à assister en qualité d'observateur à l'une quelconque de ses réunions.

Chapitre XIV. – Différends et réclamations

Article 40

1. Tout différend, autre que les contestations visées à l'article 14, relatif à l'interprétation ou à l'application du présent Accord, qui n'est pas réglé par voie de négociations, est, à la demande d'un Membre partie au différend, déféré au Conseil pour décision, après avis, le cas échéant, d'une commission consultative dont la composition sera fixée par le règlement intérieur dudit Conseil.

2. L'avis motivé de la commission consultative est soumis au Conseil, qui tranche en tout cas le différend après avoir pris en considération tous les éléments d'information utiles.

3. Une plainte selon laquelle un Membre n'aurait pas rempli les obligations imposées par le présent Accord est, sur la demande du Membre auteur de la plainte, déférée au Conseil, qui prend une décision en la matière après consultation des Membres intéressés et après avis, le cas échéant, de la commission consultative visée au paragraphe 1 du présent article.

4. Un Membre peut, par un vote du Conseil, être reconnu coupable de manquement au présent Accord.

5. Si le Conseil constate qu'un Membre s'est rendu coupable d'un manquement au présent Accord, il peut appliquer à ce Membre des sanctions qui peuvent aller d'un simple avertissement à la suspension du droit de vote du Membre en question, jusqu'à ce que celui-ci se soit acquitté de ses obligations, ou bien exclure ce Membre de l'Accord.

Chapitre XV. – Dispositions finales

PARTICIPATION À L'ACCORD

Article 41

1. Le Gouvernement de tout Etat invité à la Conférence des Nations Unies sur l'huile d'olive, 1979, peut devenir Partie au présent Accord, conformément à sa procédure constitutionnelle ou institutionnelle :

a) en le signant; ou

b) en le ratifiant, en l'acceptant ou en l'approuvant après l'avoir signé sous réserve de ratification, d'acceptation ou d'approbation; ou

c) en y adhérant.

2. En signant le présent Accord, chaque Gouvernement signataire déclare si, conformément à sa procédure constitutionnelle ou institutionnelle, sa signature est ou non sujette à ratification, à acceptation ou à approbation.

SIGNATURE

Article 42

Le présent Accord sera ouvert à la signature à Madrid, auprès du Gouvernement de l'Espagne, ci-après dénommé "le dépositaire", du 1er juillet au 16 novembre 1979 inclus.

RATIFICATION, ACCEPTATION OU APPROBATION

Article 43

1. Si la ratification, l'acceptation ou l'approbation est requise, l'instrument correspondant devra être déposé auprès du dépositaire au plus tard le 31 décembre 1979, étant entendu que le Conseil pourra accorder une ou plusieurs prolongations de délai à tout Gouvernement signataire qui n'aura pas déposé ledit instrument à cette date.

2. La ratification, l'acceptation ou l'approbation prend effet à partir de la date du dépôt dudit instrument ou de la date d'entrée en vigueur du présent Accord, si celle-ci est postérieure à l'autre.

ADHÉSION

Article 44

1. Le Gouvernement de tout Etat non signataire peut adhérer au présent Accord.

2. L'adhésion s'effectue par le dépôt d'un instrument d'adhésion auprès du dépositaire et prend effet à partir de la date du dépôt dudit instrument ou de la date d'entrée en vigueur du présent Accord, si celle-ci est postérieure à l'autre.

3. Tout Gouvernement non signataire admis à adhérer au présent Accord en vertu du paragraphe 1 du présent article peut notifier au dépositaire qu'il s'engage à satisfaire dans les délais les plus brefs à la procédure constitutionnelle ou institutionnelle requise pour son adhésion au présent Accord.

NOTIFICATION D'APPLICATION À TITRE PROVISOIRE

Article 45

1. Tout Gouvernement signataire dont la signature est soumise à ratification, acceptation ou approbation ou tout Gouvernement non signataire ayant fait la notification prévue au paragraphe 3 de l'article 44 peut, à tout moment, notifier au dépositaire qu'il appliquera le présent Accord à titre provisoire soit quand celui-ci entrera en vigueur conformément à l'article 46, soit, s'il est déjà en vigueur, à une date spécifiée dans la notification. A défaut de date spécifiée dans la notification d'application à titre provisoire,

cette notification prend effet à partir de la date à laquelle il y est procédé ou de la date d'entrée en vigueur du présent Accord, si celle-ci est postérieure à l'autre.

2. Durant toute la période pendant laquelle le présent Accord est en vigueur à titre soit provisoire, soit définitif, un Gouvernement signataire ou un Gouvernement non signataire ayant fait la notification prévue au paragraphe 1 du présent article est Membre à titre provisoire, avec tous les droits et les obligations d'un Membre, jusqu'à la date du dépôt de l'instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion.

ENTRÉE EN VIGUEUR

Article 46

1. Le présent Accord entrera en vigueur à titre définitif le 1er janvier 1980 ou à toute date au cours des douze mois qui suivront, entre les Gouvernements qui l'auront signé et, dans les cas où leur procédure constitutionnelle ou institutionnelle l'exige, qui l'auront ratifié, accepté ou approuvé, ou qui y auront adhéré, si figurent parmi eux les Gouvernements de six pays représentant ensemble au moins 60 p. 100 de la production mondiale d'huile d'olive au cours de la période de référence prévue aux alinéas *c* et *d* du paragraphe 1 de l'article 3. Si le présent Accord n'est pas entré en vigueur à titre définitif dans les conditions prescrites ci-dessus, il entrera en vigueur à titre définitif à tout moment suivant son entrée en vigueur à titre provisoire où les conditions prescrites dans le présent paragraphe quant au nombre de Gouvernements et au pourcentage de la production mondiale d'huile d'olive seront remplies par le dépôt d'instruments de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion.

2. Le présent Accord entrera en vigueur à titre provisoire le 1er janvier 1980 ou à toute date au cours des douze mois qui suivront, entre les Gouvernements qui l'auront signé et, dans les cas où leur procédure constitutionnelle ou institutionnelle l'exige, qui l'auront ratifié, accepté ou approuvé, ou qui y auront adhéré ou auront notifié qu'ils l'appliqueront à titre provisoire, si figurent parmi eux les Gouvernements de six pays représentant ensemble au moins 60 p. 100 de la production mondiale d'huile d'olive au cours de la période de référence prévue aux alinéas *c* et *d* du paragraphe 1 de l'article 3.

3. Si, au 1er janvier 1980, le présent Accord n'est pas entré en vigueur à titre soit provisoire, soit définitif, dans les conditions indiquées aux paragraphes 1 et 2 du présent article, mais a reçu le nombre de signatures requis pour pouvoir entrer en vigueur après ratification, acceptation ou approbation; l'Accord international de 1963 sur l'huile d'olive demeurera en vigueur au-delà du 1er janvier 1980 jusqu'à la date d'entrée en vigueur à titre provisoire ou définitif du présent Accord, sans que la durée de cette prorogation puisse dépasser douze mois.

4. Si, au 1er janvier 1980, le présent Accord n'a pas reçu le nombre de signatures requis pour pouvoir entrer en vigueur après ratification, acceptation ou approbation, ou si, au 31 décembre 1980, le présent Accord n'est pas entré en vigueur à titre soit provisoire, soit définitif, dans les conditions indiquées aux paragraphes 1 et 2 du présent article, les Gouvernements qui l'auront signé et, dans les cas où leur procédure constitutionnelle ou institutionnelle l'exige, qui l'auront ratifié, accepté ou approuvé, ou qui y auront adhéré ou auront notifié qu'ils l'appliqueront à titre provisoire, pourront décider d'un commun accord que le présent Accord entrera en vigueur en totalité ou en partie en ce qui les concerne ou pourront prendre toute autre décision que la situation leur paraîtra requérir.

AMENDEMENT

Article 47

1. Le Conseil peut recommander aux Membres un amendement au présent Accord.

2. Le Conseil fixe le délai dans lequel chaque Membre doit notifier au dépositaire qu'il accepte ou non l'amendement.

3. Si, à la date d'expiration du délai fixé conformément au paragraphe 2 du présent article, l'amendement a été accepté par des Membres qui détiennent ensemble au moins les quatre cinquièmes du nombre total des voix des Membres ayant droit de vote et qui comprennent au moins les trois quarts desdits Membres, il entre en vigueur à partir de cette date ou à une date ultérieure que le Conseil aura fixée. Dans le cas contraire, il est réputé retiré.

4. Tout Membre au nom duquel il n'a pas été fait de notification d'acceptation d'un amendement à la date à laquelle celui-ci prend effet cesse, à partir de cette date, de participer au présent Accord, à moins que ledit Membre ne prouve au Conseil qu'il n'a pu faire accepter l'amendement en temps voulu par suite de difficultés rencontrées pour mener à terme sa procédure constitutionnelle ou institutionnelle et que le Conseil ne décide de prolonger le délai d'acceptation pour ledit Membre. Ce Membre n'est pas lié par l'amendement jusqu'à ce qu'il ait notifié au dépositaire l'acceptation dudit amendement.

5. Tout Membre qui, pendant la durée du présent Accord, devient Etat membre de la Communauté ou de tout autre organisme intergouvernemental visé au paragraphe 2 de l'article 3 doit en informer le Conseil sitôt la décision intervenue à ce sujet et, en tout état de cause, préalablement à la date d'effet de son intégration dans ladite Communauté ou dans ledit organisme intergouvernemental. Le Conseil examine la question lors de sa plus prochaine session afin de négocier, avec ce Membre et la Communauté ou l'organisme intergouvernemental, les ajustements appropriés pouvant en découler en ce qui concerne les dispositions des paragraphes 3 et 4 et de l'alinéa *c* du paragraphe 8 de l'article 18, de l'article 34 et du paragraphe 1 de l'article 35. Le Conseil peut, en pareil cas, recommander un amendement conformément aux dispositions du présent article.

RETRAIT

Article 48

1. Si un Membre s'estime lésé dans ses intérêts du fait qu'un Gouvernement signataire dont la signature est soumise à ratification, acceptation ou approbation et qui, n'ayant pas procédé à la notification d'application du présent Accord à titre provisoire, ne procède pas au dépôt de l'instrument de ratification, d'acceptation ou d'appro-

bation, ou encore du fait du fonctionnement de l'Accord, il en saisit le Conseil, qui étudie la question lors de sa première session qui suit la notification faite à ce sujet par le Membre dont il s'agit. Si, après examen de la question par le Conseil, le Membre dont il s'agit continue à considérer qu'un préjudice est causé à ses intérêts, il peut se retirer du présent Accord en donnant par écrit un avis de retrait au dépositaire.

2. Nonobstant les dispositions du paragraphe 1 du présent article, tout Membre peut se retirer du présent Accord à tout moment après l'entrée en vigueur de celui-ci, en donnant par écrit un avis de retrait au dépositaire.

3. Le retrait effectué en vertu du présent article prend effet à la fin de l'année civile au cours de laquelle la notification a été faite au dépositaire par le Membre.

DURÉE, PROROGATION, RECONDUCTION OU RENOUVELLEMENT, ET EXPIRATION

Article 49

1. Le présent Accord demeurera en vigueur jusqu'au 31 décembre 1984, à moins qu'il ne soit prorogé ou reconduit en application des paragraphes 2 ou 4 du présent article.

2. Avant la fin de l'année 1984, le Conseil pourra, par décision unanime des Membres, proroger le présent Accord pour une période ne dépassant pas deux années civiles. Le Conseil notifiera cette prorogation au dépositaire, qui en informera le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.

3. Avant l'expiration du présent Accord à la date prévue au paragraphe 1 du présent article ou, en cas de prorogation, à celle qui découle des dispositions du paragraphe 2 du présent article, le Conseil adressera aux Membres, au moment qu'il jugera opportun, ses recommandations concernant la reconduction ou le renouvellement du présent Accord.

4. Si, avant l'expiration du présent Accord, un nouvel accord ou un protocole destiné à reconduire le présent Accord a été négocié et si ce nouvel accord ou ce protocole a reçu le nombre requis de signatures pour pouvoir entrer en vigueur après dépôt des instruments de ratification, d'acceptation ou d'approbation, ou de notifications d'application à titre provisoire, mais que ledit nouvel accord ou ledit protocole ne soit pas entré en vigueur à titre provisoire ou définitif, le présent Accord demeurera en vigueur au-delà de sa date d'expiration jusqu'à l'entrée en vigueur du nouvel accord ou du protocole, sans que la durée de cette prorogation puisse dépasser douze mois.

5. A l'expiration du présent Accord et sauf en cas de prorogation, de reconduction ou de renouvellement de celui-ci, les opérations dont le Conseil a la charge et les fonds dont il assure l'administration seront liquidés dans les conditions fixées par le Conseil, compte tenu des dispositions du présent Accord. Pour l'application de ces dispositions et des autres clauses se rapportant à la liquidation, le Conseil poursuivra sa mission aussi longtemps qu'il sera nécessaire et il exercera les pouvoirs et les fonctions que le présent Accord lui confère dans toute la mesure nécessaire pour terminer sa tâche.

TEXTES DU PRÉSENT ACCORD FAISANT FOI

Article 50

Les textes du présent Accord en langues anglaise, arabe, espagnole, française et italienne font tous également foi, les originaux étant déposés auprès du Gouvernement de l'Espagne.

EN FOI DE QUOI les soussignés, dûment autorisés à cet effet par leur gouvernement, ont signé le présent Accord à la date figurant en regard de leur signature.

FAIT à Genève le trente mars mil neuf cent soixante-dix-neuf.

Annexe

LISTE DES ÉTATS ET DES ORGANISATIONS REPRÉSENTÉS À LA CONFÉRENCE

I. – Participants

Algérie
Allemagne, République fédérale d'
Arabie saoudite
Australie
Belgique
Danemark
Egypte
Espagne
France
Grèce
Iraq
Israël
Italie
Jamahiriya arabe libyenne
Liban
Madagascar
Malte
Maroc
Mexique
Norvège
Nouvelle-Zélande
Oman
Panama
Pays-Bas
Portugal
République arabe syrienne
République dominicaine
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord
Suède
Suisse
Tunisie
Turquie
Yougoslavie

Communauté économique européenne

II. – Observateurs

Etats

Argentine
Brésil
Etats-Unis d'Amérique
Japon
Koweït

Institutions spécialisées

Fonds monétaire international
Organisation mondiale de la propriété intellectuelle

Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce

Organisme intergouvernemental

Conseil de la Communauté économique arabe

Organisation non gouvernementale

Fédération internationale d'oléiculture

ΔΙΕΘΝΗΣ ΣΥΜΦΩΝΙΑ ΤΟΥ ΕΛΑΙΟΛΑΔΟΥ ΤΟΥ ΕΤΟΥΣ 1979

ΠΡΟΟΙΜΙΟΝ

Ἔχοντα ὑπ' ὄψιν ὅτι ἡ καλλιέργεια τοῦ ἐλαιοδένδρου:

Εἶναι μία καλλιέργεια ἀπαραίτητος διὰ τὴν διατήρησιν καὶ τὴν συντήρησιν τῶν ἐδαφῶν ἡ ὁποία καθιστᾶ δυνατὴν τὴν ἀξιοποίησιν ἐδαφῶν μὴ ἐπιδεχομένων τὴν φύτευσιν ἄλλων καλλιεργειῶν, καὶ ἡ ὁποία καλλιέργεια ἔστω καὶ ὑπὸ συνθήκας ἐντατικῆς ἐκμεταλλεύσεως αἱ ὁποῖαι ἀντιπροσωπεύουν τὸ βασικὸν στοιχεῖον τῆς σημερινῆς παραγωγῆς, ἀντιδρᾶ εὐνοϊκῶς, εἰς οἱανδήποτε καλλιεργητικὴν βελτίωσιν,

Εἶναι μία πολυετὴς καρποφόρος καλλιέργεια ἡ ὁποία ἐπιτρέπει νὰ καταστοῦν ἀποδοτικαὶ αἱ χορηγούμεναι ἐπενδύσεις διὰ τὴν ἐν λόγῳ καλλιέργειαν διὰ τῶν καταλλήλων τεχνικῶν μεθόδων, τὰς ὁποίας αἱ ἐλαιοπαραγωγικαὶ χῶραι καὶ ἰδίᾳ αἱ ὑπὸ ἀνάπτυξιν χῶραι δέον νὰ δύνανται νὰ διαθέτουν,

Ὑπογραμμίζοντα ὅτι ἐκ τῆς καλλιεργείας ταύτης ἐξαρτᾶται ἡ ὕπαρξις καὶ τὸ βιοτικὸν ἐπίπεδον ἑκατομμυρίων οἰκογενειῶν αἱ ὁποῖαι ἐξαρτῶνται ἀπολύτως ἐκ τῶν μέτρων τὰ ὁποῖα λαμβάνονται διὰ τὴν διατήρησιν καὶ τὴν ἀνάπτυξιν τῆς καταναλώσεως τῶν προϊόντων τούτων τόσον εἰς αὐτὰς ταύτας τὰς παραγωγικὰς χώρας ὅσον καὶ ἰδίως εἰς τὰς καταναλωτικὰς μὴ παραγωγικὰς χώρας,

Ἔχοντα ὑπ' ὄψιν ὅτι τὸ ἐλαιόλαδον ἀποτελεῖ ἓν οὐσιῶδες βασικὸν προϊὸν εἰς τὰς περιοχὰς εἰς τὰς ὁποίας ἡ ἐν λόγῳ καλλιέργεια ἔχει ἐγκατασταθῆ,

Ἔχοντα ὑπ' ὄψιν ὅτι τὸ οὐσιῶδες χαρακτηριστικὸν τῆς ἀγορᾶς ἐλαιολάδου εἶναι ἡ μὴ κανονικότης τῶν ἐσοδειῶν καὶ τοῦ ἐφοδιασμοῦ τῆς ἀγορᾶς, ἡ ὁποία ἑρμηνεύεται διὰ τῶν διακυμάνσεων τῆς ἀξίας τῆς παραγωγῆς, διὰ τῆς ἀσταθείας τῶν τιμῶν καὶ τῶν ἐσόδων, τῆς ἐξαγωγῆς καθὼς ἐπίσης καὶ διὰ σημαντικῶν ἀποκλίσεων τῶν εἰσοδημάτων τῶν παραγωγῶν,

Ἔχοντα ὑπ' ὄψιν ὅτι ἐκ τούτου προκύπτουν εἰδικαὶ δυσχέρειαι αἱ ὁποῖαι εἶναι δυνατὸν νὰ προκαλέσουν σοβαρὰς ζημίας εἰς τὰ συμφέροντα τῶν παραγωγῶν καὶ τῶν καταναλωτῶν καὶ νὰ διακυβεύσουν τὰς γενικὰς πολιτικὰς τῆς οἰκονομικῆς ἀναπτύξεως τῶν χωρῶν εἰς τὰς περιοχὰς ὅπου ἔχει ἐγκατασταθεῖ ἡ καλλιέργεια τῆς ἐλαίας,

Ὑπογραμμίζοντα πρὸς τοῦτο, τὴν πολὺ μεγάλην σημασίαν τῆς παραγωγῆς ταύτης εἰς τὴν οἰκονομίαν πολλῶν χωρῶν καὶ κυρίως τῶν ἐν ἀναπτύξει ἐλαιοπαραγωγικῶν χωρῶν,

Ἔχοντα ὑπ' ὄψιν ὅτι τὰ πρὸς λῆψιν μέτρα, λαμβανομένων ὑπ' ὄψιν τῶν πολὺ ἰδιαιτέρων συνθηκῶν τῆς καλλιεργείας τῆς ἐλαίας καὶ τῆς ἀγορᾶς τοῦ ἐλαιολάδου, ὑπερβαίνουν τὰ ἐθνικὰ πλαίσια καὶ ὅτι μία διεθνὴς δρᾶσις εἶναι ἀπαραίτητος,

Ἐκτιμῶντα ὅτι ἡ Διεθνὴς Συμφωνία τοῦ ἐλαιολάδου τοῦ ἔτους 1963 ὡς αὕτη παρετάθη καὶ ἐτροποποιήθη διὰ τῶν διαδοχικῶν πρωτοκόλλων τῆς 30ῆς Μαρτίου 1967, 7ης Μαρτίου 1969, 23ης Μαρτίου 1973 καὶ 7ης Ἀπριλίου 1978, μετὰ τῶν τεθεισῶν ἐν ἰσχύϊ τροποποιήσεων τὴν 1ην Νοεμβρίου 1971 δυνάμει τῶν διατάξεων τοῦ ἄρθρου 38 αὐτῆς (τὸ σύνολο τῶν ἐγγράφων τούτων θὰ καλῆται κατωτέρω. « Διεθνὴς Συμφωνία τοῦ ἐλαιολάδου τοῦ ἔτους 1963»).

Θεωροῦντα ὅτι ἡ Συμφωνία αὕτη λήγει ἀρχικῶς τὴν 31ην Δεκεμβρίου 1979,

Κρίνοντα ὅτι εἶναι ἀπαραίτητον νὰ συνεχισθῆ καὶ νὰ ἀναπτυχθῆ τὸ ἀναληφθὲν ἔργον ἐν τῷ πλαισίῳ τῆς ἐν λόγῳ Συμφωνίας, καὶ ὅτι εἶναι εὐκτέον νὰ συναφθῆ μία νέα συμφωνία,

Τὰ Μέλη τῆς παρούσης Συμφωνίας συνωμολόγησαν τὰ κατωτέρω:

ΚΕΦΑΛΑΙΟΝ ΠΡΩΤΟΝ

Γενικοὶ Ἀντικειμενικοὶ Σκοποί.

Ἄρθρον πρῶτον.

Οἱ ἀντικειμενικοὶ σκοποὶ τῆς παρούσης Συμφωνίας, οἱ ὁποῖοι λαμβάνουν ὑπ' ὄψιν τὰς διατάξεις τῆς ὑπ' ἀριθ. 93 (IV) ἀποφάσεως τῆς Διασκέψεως τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν διὰ τὸ Ἐμπόριον καὶ τὴν Ἀνάπτυξιν, εἶναι οἱ ἀκόλουθοι:

α) Προώθησις τῆς διεθνοῦς συνεργασίας ὅσον ἀφορᾶ εἰς τὰ προβλήματα τὰ ὁποῖα παρουσιάζει γενικῶς ἡ παγκόσμιος ἐλαϊκὴ οἰκονομία.

β) Προώθησις τῆς ἐρεύνης- ἀναπτύξεως καὶ ἐνθάρρυνσις διὰ τὴν λῆψιν ὅλων τῶν μέσων τὰ ὁποῖα θὰ ἐπιτρέπουν τὴν ἐφαρμογὴν τεχνικῶν μεθόδων ἀνταποκρινομένων εἰς τὰ προβλήματα τὰ ὁποῖα παρουσιάζει τὸ ἐλαιόλαδον, καί, γενικώτερον ὁ τομεὺς τῆς ἐλαιοκομίας εἰς τὸ πεδίον τῆς παραγωγῆς καὶ μεταποιήσεως, καὶ προαγουσῶν τὸν ἐκσυγχρονισμὸν τῆς καλλιεργείας τῆς ἐλαίας καὶ τῆς βιομηχανίας ἐλαιολάδου μέσῳ τοῦ τεχνικοῦ καὶ ἐπιστημονικοῦ προγραμματισμοῦ, διὰ νὰ διευκολυνθοῦν αἱ ἐφαρμογαὶ τῆς τεχνολογίας, νὰ βελτιωθῆ ἡ καλλιέργεια τῆς ἐλαίας καὶ ἡ ποιότης τῆς λαμβανομένης παραγωγῆς ἐκ τῆς καλλιεργείας ταύτης, καὶ τέλος διὰ νὰ μειωθῆ τὸ κόστος παραγωγῆς τῶν παραγομένων προϊόντων καὶ νὰ βελτιωθῆ τοιουτοτρόπως ἡ θέσις τοῦ ἐλαιολάδου ἐν τῷ συνόλῳ τῆς ἀγορᾶς τῶν φυτικῶν ρευστῶν βρωσίμων ἐλαίων.

γ) Διευκόλυνσις τῆς μελέτης καὶ τῆς ἐφαρμογῆς μέτρων μὲ σκοπὸν τὴν ἀνάπτυξιν τῶν διεθνῶν συναλλαγῶν τοῦ ἐλαιολάδου, ἵνα αὐξηθοῦν οἱ πόροι τῶν παραγωγικῶν χωρῶν καὶ ἰδιαιτέρως τῶν παραγωγικῶν ἐν ἀναπτύξει χωρῶν ἐκ τῶν ἐξαγωγῶν των καὶ καταστῆ δυνατὴ ἡ ἐπίσπευσις τῆς οἰκονομικῆς ἀναπτύξεως καὶ τῆς κοινωνικῆς προόδου αὐτῶν, λαμβανομένων ὑπ' ὄψιν τῶν συμφερόντων τῶν καταναλωτῶν.

δ) Διευκόλυνσις τῆς μελέτης καὶ τῆς ἐφαρμογῆς μέτρων μὲ σκοπὸν τὴν πραγματοποίησιν ἰσορροπίας μεταξὺ τῆς παραγωγῆς καὶ τῆς καταναλώσεως διὰ τῆς θεσπίσεως ἀναγκαίων διατάξεων, καὶ κυρίως διατάξεων καταλλήλων διὰ τὴν αὔξησιν τῆς καταναλώσεως.

ε) Μείωσις τῶν δυσχερειῶν αἱ ὁποῖαι ὀφείλονται εἰς τὰς διακυμάνσεις τῶν διαθεσίμων εἰς τὴν ἀγορὰν ποσοτήτων, κυρίως πρός:

ι) ἀποφυγὴν τῶν ὑπερβολικῶν διακυμάνσεων τῶν τιμῶν, αἱ ὁποῖαι θὰ πρέπει νὰ εὑρίσκωνται εἰς ἐπίπεδα ἱκανοποιητικὰ καὶ δίκαια διὰ τοὺς παραγωγοὺς καὶ δίκαια διὰ τοὺς καταναλωτάς.

ιι) ἐξασφάλισιν συνθηκῶν ἐπιτρεπουσῶν τὴν ἁρμονικὴν ἀνάπτυξιν τῆς παραγωγῆς, τῆς καταναλώσεως καὶ τῶν διεθνῶν συναλλαγῶν, λαμβανομένων ὑπ' ὄψιν τῶν μεταξὺ αὐτῶν,σχέσεων.

στ) Πρόληψις καί, εἰς τυχοῦσα περίπτωσιν καταπολέμησις παντὸς ἀθεμίτου ἀνταγωνισμοῦ, εἰς τὸ διεθνὲς ἐμπόριον ἐλαιολάδου καὶ ἐξασφάλισις τῆς παραδόσεως τοῦ ἐμπορεύματος, τὸ ὁποῖον νὰ πληροῖ ὅλους τοὺς ὅρους τῶν συναφθέντων συμβολαίων.

ζ) Προώθησις τοῦ συντονισμοῦ τῶν πολιτικῶν εἰς τὸν τομέα παραγωγῆς καὶ ἐμπορίας τοῦ ἐλαιολάδου καὶ τῆς ὀργανώσεως τῆς ἀγορᾶς τοῦ προϊόντος τούτου.

η) Βελτίωσις τῆς δυνατότητος εἰσόδου εἰς τὰς ἀγορὰς καὶ τῆς ἐξασφαλίσεως τῶν ἐφοδιασμῶν καθὼς ἐπίσης καὶ τῶν διαρθρώσεων τῶν ἀγορῶν καὶ τῶν συστημάτων ἐμπορίας, διανομῆς καὶ μεταφορᾶς.

θ) Βελτίωσις τῶν τρόπων ἐνημερώσεως καὶ διαβουλεύσεων διὰ νὰ ἐπιτευχθῆ, μεταξὺ ἄλλων, μεγαλυτέρα σαφήνεια τῆς ἀγορᾶς τοῦ ἐλαιολάδου.

ι) Μελέτη καὶ διευκόλυνσις τῆς ἐφαρμογῆς τῶν ἀναγκαίων μέτρων, ὅσον ἀφορᾶ εἰς τὰ λοιπὰ προϊόντα τοῦ δένδρου τῆς ἐλαίας.

κ) Μελέτη τῆς καταστάσεως τῆς βιομηχανίας ἐλαιολάδου ἐν συσχετισμῷ πρὸς τὸ περιβάλλον καὶ σύστασις εἰς τυχοῦσας περίπτωσιν τῶν καταλλήλων λύσεων, συμφώνως πρὸς τὰς συστάσεις τῆς Διασκέψεως τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν διὰ τὸ Περιβάλλον, τοῦ ἔτους 1972, διὰ τὴν ἀποκατάστασιν ἐνδεχομένων ζημιῶν.

λ) Συνέχισις διὰ τῆς ἀναπτύξεως τοῦ ἀναληφθέντος ἔργου ἐν τῷ πλαισίῳ προγενεστέρων Διεθνῶν Συμφωνιῶν τοῦ ἐλαιολάδου.

ΚΕΦΑΛΑΙΟΝ II

Μέλη.

Ἄρθρον 2.

Ἕκαστον Συμβαλλόμενον Μέρος ἀποτελεῖ ἕν μόνον Μέλος τοῦ Συμβουλίου.

ΚΕΦΑΛΑΙΟΝ III

Ὁρισμοί.

Ἄρθρον 3.

1. Κατὰ τοὺς ὅρους τῆς παρούσης Συμφωνίας:

α) « Ὡς Συμβούλιον» νοεῖται τὸ Διεθνὲς Συμβούλιον ἐλαιολάδου τὸ ἀναφερόμενον εἰς τὸ ἄρθρον 27.

β) « Ὡς ἐλαιοκομικὴ περίοδος» νοεῖται ἡ περίοδος ἀπὸ 1ην Νοεμβρίου ἑκάστου ἔτους μέχρι 31ην Ὀκτωβρίου τοῦ ἑπομένου ἔτους.

γ) «Ὡς μέλος κυρίως παραγωγικόν, νοεῖται ἕν Μέλος τοῦ ὁποίου ἡ παραγωγὴ ἐλαιολάδου ἦτο, κατὰ τὰς ἐλαιοκομικὰς περιόδους 1972/73–1977/78 περιλαμβανομένων, μεγαλυτέρα τῶν εἰσαγωγῶν του κατὰ τὰ ἡμερολογιακὰ ἔτη 1973- 1978 περιλαμβανομένων.

δ) «Ὡς Μέλος κυρίως εἰσαγωγικόν» νοεῖται ἕν Μέλος τοῦ ὁποίου ἡ παραγωγὴ ἐλαιολάδου ἦτο, κατὰ τὰς ἐλαιοκομικὰς περιόδους 1972/73–1977/78 περιλαμβανομένων, μικροτέρα τῶν εἰσαγωγῶν του κατὰ τὰ ἡμερολογιακὰ ἔτη 1973-1978 περιλαμβανομένων ἢ τὸ ὁποῖον οὐδεμία παραγωγὴ ἐλαιολάδου ἐσημείωσεν κατὰ τὰς ἰδίας ταύτας περιόδους.

ε) «Ὡς Μέλος» νοεῖται ἕν Συμβαλλόμενον μέρος τῆς παρούσης Συμφωνίας.

2. Πᾶσα μνεία, ἐντὸς τῆς παρούσης Συμφωνίας, «Κυβερνήσεως» ἢ «Κυβερνήσεων» ἰσχύει ἐπίσης διὰ τὴν Εὐρωπαϊκὴν Οἰκονομικὴν Κοινότητα (καλουμένην κατωτέρω ἡ Κοινότης), καθὼς καὶ διὰ πάντα διακυβερνητικὸν ὀργανισμὸν ὁ ὁποῖος εἶναι ἁρμόδιος διὰ διαπραγματεύσεις, σύναψιν καὶ ἐφαρμογὴν διεθνῶν Συμφωνιῶν ἐπὶ τῶν βασικῶν προϊόντων

Συνεπῶς, πᾶσα μνεία, ἐντὸς τῆς παρούσης Συμφωνίας, τῆς «ὑπογραφῆς» ἢ τῆς «καταθέσεως» τῶν ἐγγράφων ἐπικυρώσεως, ἀποδοχῆς ἢ ἐγκρίσεως ἢ ἑνὸς ἐγγράφου προσχωρήσεως ἢ μιᾶς « ἀνακοινώσεως περὶ προσωρινῆς, ἐφαρμογῆς» ὑπὸ Κυβερνήσεώς τινος θεωρεῖται, εἰς τὴν περίπτωσιν τῆς Κοινότητος, ὅτι ἰσχύει ἐπίσης διὰ τὴν ὑπογραφὴν ἢ διὰ τὴν ἀνακοίνωσιν περὶ προσωρινῆς ἐφαρμογῆς, ἐξ ὀνόματος τῆς Κοινότητος, ὑπὸ τῆς ἁρμοδίας ἀρχῆς αὐτῆς, καθὼς καὶ διὰ τὴν κατάθεσιν τοῦ ἀπαιτουμένου ἐγγράφου συμφώνως πρὸς τὴν θεσμικὴν διαδικασίαν τῆς Κοινότητος, διὰ τὴν σύναψιν μιᾶς διεθνοῦς Συμφωνίας. Ἡ μνεία αὐτὴ ἰσχύει, εἰς περίπτωσιν διακυβερνητικοῦ τινος ὀργανισμοῦ ὁ ὁποῖος εἶναι ἁρμόδιος διὰ διαπραγματεύσεις, σύναψιν καὶ ἐφαρμογὴν διεθνῶν συμφωνιῶν ἐπὶ τῶν βασικῶν προϊόντων, διὰ τὴν ὑπογραφὴν ἢ τὴν ἀνακοίνωσιν περὶ προσωρινῆς ἐφαρμογῆς ἐξ ὀνόματος τοῦ ἐνδιαφερομένου διακυβερνητικοῦ ὀργανισμοῦ, ὑπὸ τῆς ἁρμοδίας ἀρχῆς αὐτοῦ, καθὼς καὶ διὰ τὴν κατάθεσιν τοῦ ἀπαιτουμένου ἐγγράφου, συμφώνως πρὸς τὴν θεσμικὴν διαδικασίαν αὐτοῦ, διὰ τὴν σύναψιν μιᾶς διεθνοῦς συμφωνίας.

3. Παρὰ τὰς διατάξεις τῶν ἐδαφίων (γ) καὶ (δ) τῆς παραγράφου 1 τοῦ παρόντος ἄρθρου, ἡ Κοινότης θεωρεῖται συγχρόνως ὡς « Μέλος κυρίως παραγωγικόν» καὶ ὡς «Μέλος κυρίως εἰσαγωγικόν».

4. Ἐὰν διακυβερνητικός τις ὀργανισμός, ἐκτὸς τῆς Κοινότητος, ἔχων ἁρμοδιότητα δια διαπραγματεύσεις, σύναψιν καὶ ἐφαρμογὴν διεθνῶν συμφωνιῶν ἐπὶ τῶν βασικῶν προϊόντων, ἤθελεν ἀντιμετωπίσει περίπτωσιν νὰ καταστῇ Συμβαλλόμενον Μέρος, αἱ συνθῆκες συμφώνως πρὸς τὰς ὁποίας θὰ ἔπρεπε νὰ λάβῃ χώρα, ἡ συμμετοχὴ του εἰς τὴν παροῦσαν Συμφωνίαν θὰ καθορισθοῦν διὰ κοινῆς Συμφωνίας μεταξὺ τοῦ Συμβουλίου καὶ τοῦ ἐν λόγῳ διακυβερνητικοῦ ὀργανισμοῦ πρὸ τῆς ἐνάρξεως τῆς διαδικασίας τὴν ὁποίαν θὰ ὑποχρεοῦται νὰ ἀναλάβῃ οὗτος διὰ νὰ καταστῇ Συμβαλλόμενον Μέρος.

ΚΕΦΑΛΑΙΟΝ IV

Γενικαὶ Ὑποχρεώσεις.

Ἄρθρον 4.

Τὰ Μέλη ὑποχρεοῦνται νὰ μὴ λαμβάνουν οὐδὲν μέτρον ἀντίθετον πρὸς τὰς συμβατικὰς ὑποχρεώσεις τὰς ἀπορρεούσας ἐκ τῶν διατάξεων τῆς παρούσης Συμφωνίας καὶ πρὸς τοὺς γενικοὺς ἀντικειμενικοὺς σκοποὺς τοὺς ὁριζομένους εἰς τὸ ἄρθρον πρῶτον.

Ἄρθρον 5.

Τὰ Μέλη τόσον τὰ παραγωγικὰ ὅσον καὶ τὰ καταναλωτικὰ ὑποχρεοῦνται νὰ λαμβάνουν πᾶν κατάλληλον μέτρον μὲ σκοπὸν τὴν διευκόλυνσιν τῶν συναλλαγῶν, τὴν ἐνθάρρυνσιν τῆς καταναλώσεως ἐλαιολάδου καὶ τὴν ἐξασφάλισιν τῆς κανονικῆς ἀναπτύξεως τῆς διεθνοῦς ἐμπορίας τοῦ ἐλαιολάδου. Τὰ Μέλη ὑποχρεοῦνται πρὸς τοῦτο νὰ συμμορφοῦνται, πρὸς τὰς βασικὰς ἀρχάς, τοὺς κανόνας, καὶ τὰς κατευθυντηρίους γραμμὰς αἱ ὁποῖαι εἶναι ἀποδεκταὶ ἐντὸς τῶν ἁρμοδιοτήτων τῶν διεθνῶν πλαισίων. Τά Μέλη ὑποχρεοῦνται ἐπίσης νὰ λαμβάνουν μέτρα ἀποσκοποῦντα εἰς τὴν διευκόλυνσιν τῆς διαθέσεως τοῦ ἐλαιολάδου εἰς ἀνταγωνιστικὰς τιμὰς εἰς τὸ στάδιον τῆς καταναλώσεως, μεταξὺ τῶν ὁποίων περιλαμβάνεται ὁ καθορισμὸς ἐνισχύσεων καὶ ἡ προσέγγισις τῶν τιμῶν τῶν ἐλαιολάδων πρὸς τὰς τιμὰς τῶν ἄλλων βρωσίμων φυτικῶν ἐλαίων, διὰ νὰ ἀναπτυχθῇ ἡ κατανάλωσις ἐλαιολάδου.

Ἄρθρον 6.

Τὰ Μέλη δηλώνουν ὅτι προκειμένου νὰ ἀνέλθῃ τὸ βιοτικὸν ἐπίπεδον τῶν πληθυσμῶν θὰ καταβάλλουν προσπαθείας διὰ τὴν διατήρησιν δικαίων κανόνων ἐργασίας εἰς πᾶσαν ἐλαιοκομικὴν δραστηριότητα ἢ ἀπορρέουσαν δραστηριότητα ἐκ τῆς ἐλαιοκαλλιεργείας.

Ἄρθρον 7.

Τὰ Μέλη ὑποχρεοῦνται νὰ θέτουν εἰς τὴν διάθεσιν καὶ νὰ παρέχουν ὅλα τὰ στατιστικὰ στοιχεῖα, τὰς πληροφορίας καὶ τὰ ἀναγκαῖα ἔγγραφα εἰς τὸ Συμβούλιον διὰ νὰ δύναται τοῦτο νὰ ἐκπληροῖ τὰς λειτουργίας αἱ ὁποῖαι τοῦ ἔχουν ἀνατεθῇ διὰ τῆς παρούσης Συμφωνίας καὶ κυρίως πᾶν στοιχεῖον, τὸ ὁποῖον ἔχει ἀνάγκην διὰ τὴν κατάρτισιν τοῦ ἰσολογισμοῦ ἐλαιολάδου καὶ νὰ λαμβάνῃ γνῶσιν τῆς ἐθνικῆς ἐλαϊκῆς πολιτικῆς τῶν Μελῶν.

ΚΕΦΑΛΑΙΟΝ V

Τεχνικὰ Μέτρα.

Ἄρθρον 8.

1. Διὰ τὴν πραγματοποίησιν τῶν γενικῶν ἀντικειμενικῶν σκοπῶν οἱ ὁποῖοι καθορίζονται εἰς τὸ πρῶτον ἄρθρον καὶ ἀφοροῦν εἰς τὰς τεχνικὰς βελτιώσεις τῆς ἐλαιοκομικῆς παραγωγῆς, τὸ Συμβούλιον ἐπιφορτίζεται νὰ διευκολύνῃ καὶ νὰ προωθῇ τὰς σχετικὰς ἐνεργείας καὶ συναφῆ προγράμματα.

2. Τὸ Συμβούλιον ἀναλαμβάνει κυρίως τὴν ὑποχρέωσιν:

α) νὰ συγκεντρώνῃ τὰς τεχνικὰς πληροφορίας καὶ νὰ διαβιβάζῃ ταύτας εἰς ἅπαντα τὰ Κράτη- Μέλη.

β) νὰ προωθῇ τὸν συντονισμὸν τῶν δραστηριοτήτων, τεχνικῶν βελτιώσεων μεταξὺ τῶν διαφόρων Μελῶν, καθώς, ἐπίσης καὶ τῶν ἐνεργειῶν αἱ ὁποῖαι ἐμπίπτουν εἰς τὰ πλαίσια τῶν Περιφερειακῶν καὶ Τοπικῶν Προγραμματισμῶν.

γ) νὰ ἐπιβοηθῇ τὸν ἐθνικὸν προγραμματισμὸν διὰ τὰς τεχνικὰς ἐλαιοκομικὰς βελτιώσεις, καθὼς ἐπίσης καὶ διὰ τὴν ἔρευναν, τὴν ἐφαρμογὴν τῆς ἐρεύνης, τὴν διάδοσιν τῶν κτηθεισῶν γνώσεων, τὸν πειραματισμὸν ἢ τὰς ἀποδεικτικὰς ἐργασίας ἰδιαιτέρως εἰς τὰς ἐν ἀναπτύξει ἐλαιοπαραγωγικὰς χώρας,

δ) νὰ ἐκπονῇ τὰς ἀπαραιτήτους μελέτας ἐπὶ τῆς οἰκονομικῆς ἀποδοτικότητος ἡ ὁποία δύναται νὰ ἀναμένηται ἐκ τῆς ἐφαρμογῆς τῆς ἐρεύνης.

ε) νὰ προωθῇ τὰς καταλλήλους ἐνεργείας διὰ τὴν ἐκπαίδευσιν στελεχῶν ἢ ἐξειδικευμένου προσωπικοῦ.

στ) νὰ ὀργανώνῃ ἢ νὰ διευκολύνῃ διεθνεῖς συναντήσεις.

ζ) νὰ διευκολύνῃ τὴν διάδοσιν τῆς τεχνολογίας τῶν πλέον προηγμένων χωρῶν ἀναφορικῶς μὲ τὰς τεχνικὰς ἐλαιοκομικὰς μεθόδους εἰς τὰς ὑπὸ ἀνάπτυξιν ἐλαιοπαραγωγικὰς χώρας.

η) νὰ ἐνθαρρύνῃ τὴν διμερῆ ἢ πολυμερῆ συνεργασίαν ἡ ὁποία δύναται νὰ βοηθήσῃ τὸ Συμβούλιον εἰς τὴν ἐπίτευξιν τῶν ἀντικειμενικῶν σκοπῶν τῆς παρούσης Συμφωνίας.

Ἄρθρον 9.

1. Τὸ Συμβούλιον πρὸς ὑποστήριξιν τῶν μέτρων βελτιώσεως τῶν τεχνικῶν μεθόδων ἐλαιοκομίας, θὰ περιλάβῃ εἰς τὸν Διοικητικὸν Προϋπολογισμὸν αὐτοῦ εἰδικὸν κεφάλαιον ἐξ ἑνὸς ἀνωτάτου ἐτησίου ποσοῦ 100.000 δολλαρίων Η.Π.Α., διὰ τὸ ὁποῖον ἐννοεῖται ὅτι τὰ μὴ χρησιμοποιούμενα ποσὰ τοῦ εἰδικοῦ τούτου κεφαλαίου κατὰ τὴν διάρκειαν μιᾶς οἰκονομικῆς χρήσεως θὰ δύνανται νὰ μεταφερθοῦν εἰς τὰς ἑπομένας οἰκονομικὰς χρήσεις καὶ δὲν θὰ δύνανται, ἐν οὐδεμιᾷ περιπτώσει, νὰ μεταφερθοῦν εἰς ἕτερα κεφάλαια τοῦ Διοικητικοῦ Προϋπολογισμοῦ.

2. Ἐπίσης, τὸ Συμβούλιον θὰ ἐπιδιώκῃ, ἐν τῷ πλαισίῳ τῆς ἀναπτύξεως τῆς διεθνοῦς συνεργασίας, νὰ ἐξασφαλίζῃ οἰκονομικὴν ὑποστήριξιν ἢ καὶ ἀπαραίτητον τεχνικὴν βοήθειαν δυναμένας νὰ παρασχεθοῦν ἐκ διεθνῶν περιφερειακῶν ἢ ἐθνικῶν εἰδικευμένων Ὀργανισμῶν, Οἰκονομικῶν Ὀργανισμῶν ἢ ἑτέρων.

3. Αἱ διατάξεις τῆς παραγράφου 1 τοῦ παρόντος ἄρθρου θὰ ἐφαρμόζωνται, ἐφ' ὅσον ὑφίσταται τοιαύτη περίπτωσις, μὲ τὴν διεθνῆ οἰκονομικὴν ὑποστήριξιν, παρεχομένην εἰς τὰς δραστηριότητας ἢ τὰ προγράμματα βελτιώσεως τῶν ἐλαιοκομικῶν τεχνικῶν μεθόδων, ὑποκείμενα εἰς τὴν ἁρμοδιότητα τοῦ Συμβουλίου.

ΚΕΦΑΛΑΙΟΝ VI

Ὀνομασία καὶ ὁρισμοὶ τῶν ἐλαιολάδων καὶ τῶν πυρηνελαίων, ἐνδείξεις καὶ ὀνομασίαι προελεύσεως

Ἄρθρον 10.

1. Ἡ ὀνομασία « ἐλαιόλαδον» ἀφορᾷ τὸ ἔλαιον τὸ προερχόμενον ἀποκλειστικῶς ἐκ τοῦ ἐλαιοκάρπου, ἐξαιρουμένων τῶν ἐλαίων, τῶν παραγομένων διὰ διαλυτικῶν ἢ διὰ μεθόδων ἐστεροποιήσεως καὶ παντὸς μίγματος μετ' ἐλαίων ἄλλης φύσεως.

2. Τὰ Μέλη ὑποχρεοῦνται νὰ καταργήσουν, τόσον εἰς τὸ ἐσωτερικὸν ἐμπόριον ὅσον καὶ εἰς τὸ διεθνὲς ἐμπόριον, ἐντὸς τῆς ταχυτέρας προθεσμίας καὶ τὸ βραδύτερον πρὸ τῆς ἐκπνοῆς τῆς παρούσης Συμφωνίας, πᾶσαν χρησιμοποίησιν τῆς ὀνομασίας «ἐλαιόλαδον» μόνης ἢ ἐν συνδυασμῷ μεθ' ἑτέρων λέξεων, ἡ ὁποία δὲν εἶναι σύμφωνος πρὸς τὸ παρὸν ἄρθρον.

3. Ἡ ὀνομασία «ἐλαιόλαδον» χρησιμοποιουμένη μόνη δὲν δύναται ἐν οὐδεμιᾷ περιπτώσει νὰ δίδεται διὰ τὰ ἔλαια τῶν ἐλαιοπυρήνων (πυρηνέλαια).

Ἄρθρον 11.

1. Αἱ ὀνομασίαι τῶν ἐλαιολάδων καὶ τῶν πυρηνελαίων διαφόρων ποιοτήτων ἀναγράφονται κατωτέρω μετὰ τοῦ ἀντιστοίχου ὁρισμοῦ δι' ἑκάστην ὀνομασίαν:

Α. Παρθένον ἐλαιόλαδον : ἔλαιον παραγόμενον ἀποκλειστικῶς ἐκ τοῦ καρποῦ τοῦ ἐλαιοδένδρου διὰ μηχανικῶν μεθόδων ἢ δι' ἑτέρων φυσικῶν μεθόδων, ὑπὸ συνθήκας, κυρίως θερμικάς, αἱ ὁποῖαι δὲν ἐπιφέρουν ἀλλοίωσιν τοῦ ἐλαίου καὶ τὸ ὁποῖον δὲν ἔχει ὑποβληθῇ εἰς οὐδεμίαν ἐπεξεργασίαν ἐκτὸς τῆς πλύσεως, τῆς μεταγγίσεως τῆς φυγοκεντρήσεως καὶ τῆς διηθήσεως, ἐξαιρουμένων τῶν παραγομένων ἐλαίων διὰ διαλυτικῶν ἢ διὰ μεθόδων ἐστεροποιήσεως καὶ παντὸς μίγματος μετ' ἐλαίων ἄλλης φύσεως. Τὸ παρθένον ἐλαιόλαδον κατατάσσεται εἰς τὰς κατωτέρω ὀνομασίας :

α) Παρθένον ἐλαιόλαδον (1) κατάλληλον διὰ κατανάλωσιν εἰς οἱανδήποτε κατάστασιν εὑρίσκεται :

ι) Παρθένον ἐλαιόλαδον ἐξαιρετικὸν (EXTRA) : ἐλαιόλαδον τελείως ἀνεπιλήπτου γεύσεως τοῦ ὁποίου ἡ ὀξύτης ἐκφραζομένη εἰς ἐλαϊκὸν ὀξὺ εἶναι τόπολὺ 1% (1 γραμμάριον ἀνὰ 100 γραμμάρια).

ιι) Παρθένον ἐλαιόλαδον ἄριστον (FINE) : παρθένον ἐλαιόλαδον τὸ ὁποῖον πληροῖ τοὺς ὅρους τοῦ παρθένου ἐξαιρετικοῦ (EXTRA) ἐλαιολάδου ἐκτὸς τῆς ὀξύτητος, ἐκφραζομένης εἰς ἐλαϊκὸν ὀξύ, ἡ ὁποία πρέπει νὰ εἶναι τὸ πολὺ 1,5% (1, 5 γραμμ. ἀνὰ 100 γραμμάρια).

ιιι) Παρθένον ἐλαιόλαδον ἡμιάριστον (SEMI–FINE) ἢ ἐπίσης παρθένον ἐλαιόλαδον σύνηθες (COURANTE) : Παρθένον ἐλαιόλαδον καλῆς γεύσεως, τοῦ ὁποίου ἡ ὀξύτης ἐκφραζομένη εἰς ἐλαϊκὸν ὀξὺ πρέπει νὰ εἶναι τὸ πολὺ 3% (3 γραμμάρια ἀνὰ 100 γραμμάρια) μὲ περιθώριον ἀνοχῆς 10% ἐπὶ τῆς ἐκπεφρασμένης ὀξύτητος.

β) Παρθένον ἐλαιόλαδον μὴ κατάλληλον διὰ κατανάλωσιν εἰς οἵαν κατάστασιν εὑρίσκεται :

Παρθένον ἐλαιόλαδον μειονεκτικὸν (LAMPANTE) : ἐλαιόλαδον ἐλαττωματικῆς γεύσεως ἢ τοῦ ὁποίου ἡ ὀξύτης ἐκφραζομένη εἰς ἐλαϊκὸν ὀξὺ εἶναι μεγαλυτέρα τοῦ 3,3% (τῶν 3,3 γραμμαρίων ἀνὰ 100 γραμμάρια).

Β. Ἀνακαθαρισμένον (ραφιναρισμένον (RAFFINEE) ἐλαιόλαδον: ἐλαιόλαδον παραγόμενον δι' ἀνακαθαρισμοῦ (ραφιναρίσματος) τῶν παρθένων ἐλαιολάδων.

Γ. Ἐλαιόλαδον ἢ ἐπίσης ἁγνὸν ἐλαιόλαδον (PURE) : ἔλαιον ἀποτελούμενον ἐκ μίγματος παρθένου καὶ ἀνακαθαρισμένου (ραφιναρισμένου) ἐλαιολάδου.

Δ. Πυρηνέλαιον : ἀκατέργαστον ἔλαιον, παραγόμενον κατόπιν ἐπεξεργασίας τῶν ἐλαιοπυρήνων μὲ διαλυτικὰ καὶ προοριζόμενον διὰ περαιτέρω ἀνακαθαρισμοῦ (ραφιναρίσματος) διὰ ἀνθρωπίνην κατανάλωσιν ἢ διὰ τεχνικὰς χρήσεις. Τὸ πυρηνέλαιον κατατάσσεται εἰς τὰς κάτωθι ὀνομασίας:

α) Ἀνακαθαρισμένον (ραφιναρισμένον) πυρηνέλαιον : ἔλαιον προοριζόμενον διὰ διατροφήν, παραγόμενον διὰ τοῦ ἀνακαθαρισμοῦ (ραφιναρίσματος) τοῦ ἀκατεργάστου πυρηνελαίου.

(Σημειώσεις : τὸ μίγμα ἀνακαθαρισμένου (ραφιναρισμένου) πυρηνελαίου καὶ παρθένου ἐλαιολάδου, προοριζόμενον συνήθως δι' ἐσωτερικὴν κατανάλωσιν ἐνίων παραγωγικῶν

1. Ἐπιτρέπεται ἡ χρησιμοποίησις τοῦ χαρακτηρισμοῦ « φυσικόν» διὰ πᾶν παρθένον ἐλαιόλαδον κατάλληλον διὰ κατανάλωσιν εἰς οἵαν κατάστασιν εὑρίσκεται.

χωρῶν-ὀνομάζεται « ἀνακαθαρισμένον (ραφιναρισμένον) πυρηνέλαιον καὶ ἐλαιόλαδον» τὸ μῖγμα τοῦτο δὲν δύναται, ἐν οὐδεμιᾷ περιπτώσει, νὰ ὀνομάζεται ἁπλῶς «ἐλαιόλαδον» καὶ ἐπὶ τῶν μέσων συσκευασίας πρέπει νὰ ἀναφέρεται ὑποχρεωτικῶς ἡ ἔνδειξις « ἀνακαθαρισμένον (ραφιναρισμένον) πυρηνέλαιον καὶ ἐλαιόλαδον»).

β) Πυρηνέλαιον διὰ τεχνικὰς χρήσεις : πᾶν ἕτερον ἀκατέργαστον πυρηνέλαιον.

Τὸ Συμβούλιον ἀναλαμβάνει τὴν ὑποχρέωσιν νὰ ἐκπονήσῃ καὶ νὰ παρουσιάσῃ πρὸ τῆς λήξεως τοῦ δευτέρου ἔτους ἀπὸ τῆς ἐνάρξεως ἰσχύος τῆς παρούσης Συμφωνίας, μίαν ἐμπεριστατωμένην μελέτην περὶ τῆς ἀγορᾶς τῶν πυρηνελαίων συμπεριλαμβανομένων τῶν μιγμάτων τῶν ἐλαίων τούτων μετὰ ἐλαιολάδου, κυρίως τὰς ἐπιπτώσεις τῆς ἐμπορίας τῶν ἐν λόγῳ προϊόντων ἐπὶ τοῦ συνόλου τοῦ ἐλαϊκῆς οἰκονομίας.

2. Ἑκάστη τῶν προαναφερθεισῶν ὀνομασιῶν τῶν ἐλαιολάδων καὶ τῶν πυρηνελαίων διαφόρων ποιοτήτων, πρέπει νὰ ἀνταποκρίνεται εἰς τὰ κριτήρια ποιότητος τὰ καθοριζόμενα συμφώνως πρὸς τὰς συστάσεις αἱ ὁποῖαι μνημονεύονται ἐν τῇ παραγράφῳ 2 τοῦ ἄρθρου 28, σχετικῶς μὲ τοὺς κανόνας διὰ τὰ φυσικὰ καὶ χημικὰ χαρακτηριστικὰ τοῦ ἐλαιολάδου καὶ τοῦ πυρηνελαίου.

3. Αἱ ὁριζόμεναι ὀνομασίαι εἰς τὴν παράγραφον 1 τοῦ παρόντος ἄρθρου εἶναι ὑποχρεωτικαὶ διὰ τὸ διεθνὲς ἐμπόριον καὶ πρέπει νὰ χρησιμοποιῶνται δι' ἑκάστην ποιότητα ἐλαιολάδου καὶ πυρηνελαίου καὶ νὰ ἐμφανίζωνται διὰ λίαν εὐαναγνώστων χαρακτήρων ἐφ' ὅλων τῶν συσκευασιῶν.

4. Τὸ Συμβούλιον θὰ καθορίσῃ προκειμένου διὰ τὰ κριτήρια ποιότητος ὡς ἀναγράφεται ἐν τῇ παραγράφῳ 2 τοῦ ἄρθρου 28, ἑνιαίους κανόνας οἱ ὁποῖοι θὰ ἐφαρμόζωνται κατὰ τὰς συναλλαγὰς εἰς τὸ διεθνὲς ἐμπόριον. Ἕως ὅτου συντελεσθῇ ὁ ἐν λόγῳ καθορισμός, γίνεται παραπομπὴ εἰς τοὺς χρησιμοποιουμένους συνήθως κανόνας κατὰ τὰς ἐν λόγῳ συναλλαγάς, κυρίως εἰς τοὺς συνιστωμένους ὑπὸ τοῦ Συμβουλίου κανόνας ἐντὸς τῶν πλαισίων τῶν δραστηριοτήτων αὐτοῦ.

Ἄρθρον 12.

1. Τὰ Μέλη ἀναλαμβάνουν τὴν ὑποχρέωσιν νὰ λάβουν, ἐντὸς τῆς ταχυτέρας προθεσμίας καὶ τὸ βραδύτερον, πρὸ τῆς ἐκπνοῆς τῆς παρούσης Συμφωνίας, ὅλα τὰ μέτρα τὰ ὁποῖα, ὑπὸ τὴν προσήκουσαν μορφὴν τῆς οἰκείας νομοθεσίας αὐτῶν, ἐξασφαλίζουν τὴν ἐφαρμογὴν τῶν βασικῶν ἀρχῶν καὶ διατάξεων τῶν ἀναγραφομένων εἰς τὰ ἄρθρα 11 καὶ 13 καὶ θὰ καταβάλλουν προσπάθειαν διὰ τὴν ἐφαρμογὴν αὐτῶν εἰς τὸ ἐξωτερικὸν ἐμπόριόν των.

2. Τὰ Μέλη ὑποχρεοῦνται ἰδία νὰ ἀπαγορεύουν καὶ νὰ κολάζουν τὴν χρησιμοποίησιν ἐντὸς τῶν ἐδαφῶν των διὰ τὸ διεθνὲς ἐμπόριον, τῶν ἐνδείξεων καὶ τῶν ὀνομασιῶν προελεύσεως καὶ τῶν ὀνομασιῶν ἐλαιολάδων καὶ πυρηνελαίων αἱ ὁποῖαι εἶναι ἀντίθετοι πρὸς τὰς ἐν λόγῳ βασικὰς ἀρχάς. Ἡ ὑποχρέωσις αὐτὴ ἀφορᾶ ἁπάσας τὰς μνείας τὰς τιθεμένας ἐπὶ συσκευασιῶν, τῶν τιμολογίων, τῶν φορτωτικῶν καὶ ἐμπορικῶν ἐγγράφων ἢ τῶν χρησιμοποιουμένων εἰς τὰς διαφημίσεις, τὰ ἐμπορικὰ σήματα, τὰς καταχωριζομένας ὀνομασίας καὶ τὰς εἰκονογραφήσεις τὰς ἀναφερομένας εἰς τὸ διεθνὲς ἐμπόριον ἐλαιολάδων καὶ πυρηνελαίων ἐφ' ὅσον αἱ μνεῖαι αὗται θὰ ἠδύναντο νὰ ἀποτελέσουν ψευδεῖς ἐνδείξεις ἢ νὰ προκαλέσουν σύγχυσιν ὅσον ἀφορᾶ εἰς τὴν παραγωγήν, τὴν προέλευσιν ἢ τὴν ποιότητα τῶν ἐλαιολάδων καὶ τῶν πυρηνελαίων.

Ἄρθρον 13.

1. Αἱ ἐνδείξεις προελεύσεως, ὁσάκις δίδονται, δὲν δύνανται νὰ ἐφαρμόζωνται εἰμὴ μόνον εἰς παρθένα ἐλαιόλαδα τὰ ὁποῖα παράγονται καὶ προέρχονται ἀποκλειστικῶς ἀπὸ τὴν ἀναφερομένην χώραν, περιοχὴν ἢ τοποθεσίαν. Αἱ ὀνομασίαι προελεύσεως ὁσάκις δίδονται δὲν δύνανται νὰ ἐφαρμόζωνται εἰμὴ μόνον διὰ τὰ παρθένα ἐξαιρετικὰ (EXTRA) ἐλαιόλαδα τὰ ὁποῖα παράγονται καὶ προέρχονται ἀποκλειστικῶς ἀπὸ τὴν ἀναφερομένην χώραν, περιοχὴν ἢ τοποθεσίαν. Ἐπὶ πλέον, αἱ ἐνδείξεις προελεύσεως καὶ αἱ ὀνομασίαι προελεύσεως δὲν δύνανται νὰ χρησιμοποιῶνται εἰμὴ μόνον συμφώνως πρὸς τοὺς προβλεπομένους ὑπὸ τοῦ δικαίου ὅρους τῆς χώρας προελεύσεως.

2. Τὰ μίγματα παρθένου καὶ ἀνακαθαρισμένου (ραφιναρισμένου) ἐλαιολάδου δύνανται νὰ ἀποτελέσουν τύπους τῶν ὁποίων τὰ χαρακτηριστικὰ δύνανται νὰ καθορίζωνται ἀπὸ κοινοῦ μεταξὺ τῶν ἀγοραστῶν καὶ πωλητῶν.

Οἱοσδήποτε καὶ ἂν εἶναι ὁ τόπος παραγωγῆς τούτων, δὲν δύνανται νὰ φέρουν εἰμὴ μόνον τὴν ἔνδειξιν προελεύσεως τῆς χώρας ἐξαγωγῆς. Ἐν τούτοις, ὅταν τὰ ἔλαια ἔχουν συσκευασθῇ καὶ ἐξαχθῇ ἀπὸ τὴν χώραν ἡ ὁποία προμηθεύει τὰ παρθένα ἐξαιρετικὰ (EXTRA) ἐλαιόλαδα τὰ ὁποῖα συνθέτουν τὸ μῖγμα, δύνανται νὰ λάβουν τὴν ὀνομασίαν προελεύσεως τοῦ παρθένου ἐλαιολάδου τὸ ὁποῖον συμμετέχει εἰς τὴν σύνθεσιν τοῦ ἐν λόγῳ μίγματος. Ὁσάκις γίνεται χρῆσις τῆς εἰδικῆς ὀνομασίας (RIVIERA), κοινῶς γνωστῆς εἰς τὸ διεθνὲς ἐμπόριον ἐλαιολάδου διὰ μίγματος παρθένου ἐξαιρετικοῦ (EXTRA), ἐλαιολάδου καὶ ἀνακαθαρισμένου (ραφιναρισμένου) ἐλαιολάδου, τῆς ὀνομασίας ταύτης πρέπει νὰ προηγεῖται ὑποχρεωτικῶς ἡ λέξις «τύπος». Ἡ λέξις «τύπος» πρέπει νὰ ἀναγράφηται ἐπὶ παντὸς μέσου συσκευασίας, διὰ τυπογραφικῶν χαρακτήρων τῶν αὐτῶν διαστάσεων καὶ τῆς αὐτῆς ἐμφανίσεως μὲ τὴν λέξιν «RIVIERA».

Ἄρθρον 14.

1. Αἱ ἀμφισβητήσεις ἐπὶ τῶν ἐνδείξεων προελεύσεως καὶ τῶν ὀνομασιῶν προελεύσεως αἱ ὁποῖαι ἐγείρονται ἐκ τῆς ἑρμηνείας ἢ τῶν δυσχερειῶν ἐφαρμογῆς τῶν ὅρων τοῦ παρόντος κεφαλαίου καὶ δὲν θὰ ἠδύναντο νὰ ἐπιλυθοῦν δι' ἀπ' εὐθείας διαπραγματεύσεων θὰ ἐξετάζωνται ὑπὸ τοῦ Συμβουλίου.

2. Τὸ Συμβούλιον καταβάλλει προσπαθείας συμβιβασμοῦ, κατόπιν γνώμης ὑπὸ τῆς Συμβουλευτικῆς Ἐκτελεστικῆς Ἐπιτροπῆς προβλεπομένης ἐν τῇ παραγράφῳ 1 τοῦ ἄρθρου 40 καὶ κατόπιν διαβουλεύσεως τῆς Διεθνοῦς Ὀργανώσεως Πνευματικῆς Ἰδιοκτησίας, τῆς Διεθνοῦς Ὁμοσπονδίας ἐλαιοπαραγωγῶν, μιᾶς ἀνεγνωρισμένης ἐπαγγελματικῆς ὀργανώσεως, ἑνὸς κυρίως εἰσαγωγικοῦ Μέλους ἐὰν θεωρηθῇ τοῦτο ἀναγκαῖον καὶ τοῦ Διεθνοῦς Ἐμπορικοῦ Ἐπιμελητηρίου καὶ τῶν εἰδικῶν Διεθνῶν Ἱδρυμάτων ἀναλυτικῆς χημείας. Εἰς περίπτωσιν ἀποτυχίας καὶ ἀφοῦ θὰ ἔχουν ἐξαντλήσει ὅλα τὰ μέσα διὰ τὴν ἐπίτευξιν συμφωνίας, τὰ ἐνδιαφερόμενα Μέλη, ἔχουν τὸ δικαίωμα ὡς τελικὴν ἔνστασιν νὰ προσφύγουν εἰς τὸ Διεθνὲς Δικαστήριον.

ΚΕΦΑΛΑΙΟΝ VII.

Διεθνὴς διαφήμισις ὑπὲρ τῆς καταναλώσεως ἐλαιολάδου.

Προγράμματα διαφημίσεως.

Ἄρθρον 15.

1. Τὰ μέλη τὰ ὁποῖα συνεισφέρουν εἰς τὸ ἀναφερόμενον εἰς τὴν παράγραφον 3 τοῦ παρόντος ἄρθρου Ταμεῖον Διαφημίσεως ὑποχρεοῦνται νὰ ἀναλαμβάνουν ἀπὸ κοινοῦ γενικὴν δραστηριότητα διαφημίσεως ὑπὲρ τοῦ ἐλαιολάδου πρὸς διατήρησιν καὶ αὔξησιν τῆς καταναλώσεως τοῦ εἴδους τούτου διατροφῆς ἐν τῷ κόσμῳ χρησιμοποιοῦντα τὴν ὀνομασίαν «ἐλαιόλαδον» ὡς αὕτη ὁρίζεται εἰς τὸ ἄρθρον 10.

2. Ἡ ἐν λόγῳ δραστηριότης ἔχει χαρακτῆρα διαφημιστικὸν καὶ ἐκπαιδευτικὸν καὶ ἀναφέρεται εἰς τὰ ὀργανοληπτικὰ καὶ χημικὰ χαρακτηριστικὰ καί, ἐν ἀνάγκῃ, εἰς τὰς θρεπτικάς, θεραπευτικὰς καὶ λοιπὰς ἰδιότητας τοῦ ἐλαιολάδου, ἐξαιρουμένης πάσης ἐνδείξεως ὅσον ἀφορᾶ τὴν ποιότητα, τὴν καταγωγὴν καὶ τὴν προέλευσιν.

3. Οἱ πόροι τοῦ Ταμείου Διαφημίσεως χρησιμοποιοῦνται λαμβανομένων ὑπ' ὄψιν τῶν κάτωθι κριτηρίων :

α) σημασία τῆς καταναλώσεως διὰ τὴν διατήρησιν καί, ἐὰν εἶναι δυνατόν, τὴν ἀνάπτυξιν τῶν ἤδη ὑπαρχόντων κέντρων καταναλώσεως,

β) δημιουργία νέων κέντρων καταναλώσεως τοῦ ἐλαιολάδου,

γ) ἀποδοτικότης διατεθέντων χρημάτων διὰ τὴν διαφήμισιν.

Ἄρθρον 16.

Τὰ δυνάμει τοῦ ἄρθρου 15 ἀναλαμβανόμενα γενικὰ καὶ ἐπὶ μέρους προγράμματα διαφημίσεως τὰ ὁποῖα ἀποφασίζονται ὑπὸ τοῦ Συμβουλίου, ἀναλόγως τῶν πόρων οἱ ὁποῖοι ἔχουν τεθῆ εἰς τὴν διάθεσιν αὐτοῦ, πρὸς τὸν σκοπὸν τοῦτον καὶ ἀναλόγως πρὸς τὰς κατωτέρω ἀπόψεις καὶ γνώμας :

α) Προσανατολισμὸς κατὰ προτεραιότητα δίδεται διὰ τὰς διαφημιστικὰς δραστηριότητας εἰς τὰς κυρίως καταναλωτικὰς χώρας καὶ τὰς χώρας εἰς τὰς ὁποίας ἡ κατανάλωσις ἐλαιολάδου παρουσιάζει δυνατότητα νὰ αὐξηθῇ.

β) συμβουλαὶ ἀπὸ τοὺς καταλλήλους ὀργανισμοὺς καὶ ἱδρύματα.

Ἄρθρον 17.

Τὸ Συμβούλιον εἶναι ἐπιφορτισμένον μὲ τὴν διαχείρισιν τῶν πόρων τῶν προοριζομένων διὰ τὴν κοινὴν διαφήμισιν, καταρτίζει ἕκαστον ἔτος, ὡς παράρτημα τοῦ οἰκείου αὐτοῦ Προϋπολογισμοῦ προσωρινὴν κατάστασιν προβλέπουσαν τὰ ἔσοδα καὶ τὰ ἔξοδα τὰ προοριζόμενα διὰ τὴν διαφήμισιν ταύτην.

Ἄρθρον 18.

Ταμεῖον προπαγάνδας.

1. Τὰ κυρίως παραγωγικὰ Μέλη ἀναλαμβάνουν τὴν ὑποχρέωσιν νὰ θέτουν εἰς τὴν διάθεσιν τοῦ Συμβουλίου, δι' ἕκαστον ἡμερολογιακὸν ἔτος, διὰ τὴν κοινὴν διαφήμισιν ποσὸν ἴσον πρὸς 300.000 δολλάρια Η. Π.Α καὶ πληρωτέον εἰς τὸ νόμισμα τοῦτο. Ἐν τούτοις, τὸ Συμβούλιον δύναται νὰ ἀποφασίσῃ κατὰ ποίαν ἀναλογίαν ἕκαστον Μέλος θὰ δύναται νὰ καταβάλῃ τὴν συνεισφορὰν αὐτοῦ εἰς ἕτερα ἐλευθέρως μετατρεπόμενα νομίσματα. Τὸ ἀνωτέρω ποσὸν τῶν 300.000 δολλαρίων δύναται νὰ αὐξηθῇ ὑπὸ τοῦ Συμβουλίου, χωρὶς ἐν τούτοις νὰ ὑπερβαίνῃ τὰ 500.000 δολλάρια, ὑπὸ τὸν ὅρον, ἀφ' ἑνός, ὅτι ἡ συνεισφορὰ οὐδενὸς Μέλους δὲν αὐξάνεται ἄνευ τῆς συγκαταθέσεως αὐτοῦ, καί, ἀφ' ἑτέρου, ὅτι πᾶσα τροποποίησις τῶν συντελεστῶν τῶν ἀναφερομένων εἰς τὴν παράγραφον 3 τοῦ παρόντος ἄρθρου, ἡ ὁποία δύναται νὰ λάβῃ χώραν μὲ τὴν εὐκαιρίαν ταύτην, ἀπαιτεῖ ὁμόφωνον ἀπόφασιν τῶν κυρίως παραγωγικῶν μελῶν. Τὸ ἀνωτέρω ποσὸν τῶν 300.000 δολλαρίων δύναται νὰ μειωθῇ ἐὰν ἡ συνολικὴ παραγωγὴ τῶν Μελῶν ἀντιπροσωπεύῃ ποσοστὸν ὀλιγώτερον τοῦ 80 % τῆς παγκοσμίου παραγωγῆς ἐλαιολάδου κατὰ τὴν περίοδον συγκρίσεως τὴν ἀναφερομένην εἰς τὰ ἐδάφια (γ) καὶ (δ) τῆς παραγράφου 1 τοῦ ἄρθρου 3. Εἰς τὴν περίπτωσιν ταύτην, τὸ ποσὸν τῶν 300.000 δολλαρίων ὁρίζεται εἰς ποσὸν ἀνάλογον πρὸς τὸ κλάσμα τὸ ὁποῖον ἀντιπροσωπεύει τὸ ποσὸν τῶν παραγωγῶν τῶν κυρίως παραγωγικῶν Μελῶν, ἐν σχέσει μὲ τὴν παγκόσμιον παραγωγήν.

2. Κατόπιν εἰδικῆς συμφωνίας μὲ τὸ Συμβούλιον, τὰ κυρίως εἰσαγωγικὰ Μέλη δύνανται νὰ καταβάλουν συνεισφορὰς εἰς τὸ Ταμεῖον Διαφημίσεως. Αἱ συνεισφοραὶ αὗται προστίθενται εἰς τὸ ποσὸν τοῦ Ταμείου Διαφημίσεως τὸ ὁποῖον καθορίζεται κατ' ἐφαρμογὴν τῆς παραγράφου 1 τοῦ παρόντος ἄρθρου.

3. Ὑπὸ τὴν ἐπιφύλαξιν τῶν διατάξεων τῆς παραγράφου 4 τοῦ παρόντος ἄρθρου, τὰ κυρίως παραγωγικὰ Μέλη συνεισφέρουν εἰς τὸ Ταμεῖον Διαφημίσεως ἀναλόγως τῆς σημασίας αὐτῶν εἰς τὴν Διεθνῆ ἐλαϊκὴν οἰκονομίαν, συμφώνως πρὸς καθοριζόμενον συντελεστὴν δι' ἕκαστον ἐξ αὐτῶν συναρτήσει τῆς μέσης παραγωγῆς, τῶν κατὰ μέσον ὅρον καθαρῶν ἐξαγωγῶν ἢ εἰσαγωγῶν ἐλαιολάδου ἑκάστου τῶν Μελῶν, κατὰ τὰς ἐλαιοκομικὰς περιόδους καὶ τὰ ἡμερολογιακὰ ἔτη τὰ ἀναφερόμενα εἰς τὰ ἐδάφια (γ) καὶ (δ) τῆς παραγράφου 1 τοῦ ἄρθρου 3 κατ' ἀναλογίαν 20 % διὰ τὴν παραγωγὴν καὶ 80 % διὰ τὰς καθαρὰς ἐξαγωγὰς ἢ εἰσαγωγάς.

4. Διὰ τὴν Κοινότητα, αἱ καθαραὶ ἐξαγωγαὶ ἢ εἰσαγωγαὶ ἐλαιολάδου κατὰ τὰ ἡμερολογιακὰ ἔτη τὰ ἀναφερόμενα εἰς τὰ ἐδάφια (γ) καὶ (δ) τῆς παραγράφου 1 τοῦ ἄρθρου 3 καθορίζονται κατόπιν ἀφαιρέσεως τῶν ἐνδοκοινοτικῶν συναλλαγῶν.

5. Αἱ συνεισφοραὶ εἰς τὸ Ταμεῖον Διαφημίσεως ὀφείλονται δι' ὁλόκληρον τὸ ἡμερολογιακὸν ἔτος. Ἡ ἐτησία συνεισφορὰ ἑκάστου κυρίως παραγωγικοῦ Μέλους εἶναι ἀπαιτητὴ τὴν πρώτην φορὰν ἀφ' ἧς καθίσταται τοῦτο προσωρινὸν ἢ ὁριστικὸν μέλος καὶ ἀκολούθως τὴν πρώτην Ἰανουαρίου ἑκάστου ἔτους.

6. Διὰ τὴν εἴσπραξιν τῶν συνεισφορῶν εἰς τό Ταμεῖον Διαφημίσεως καὶ εἰς περίπτωσιν καθυστερήσεως τῆς καταβολῆς τῶν συνεισφορῶν τούτων ἐφαρμόζονται αἱ διατάξεις τῆς παραγράφου 5 τοῦ ἄρθρου 38.

7. Κατὰ τὴν λῆξιν τῆς παρούσης Συμφωνίας, ἐκτὸς παρατάσεως, συνεχίσεως ἢ ἀνανεώσεως ταύτης τὰ μὴ ἐνδεχομένως χρησιμοποιηθέντα διὰ τὴν διαφήμισιν ποσὰ θὰ τίθενται εἰς τὴν διάθεσιν τῶν Μελῶν κατ' ἀναλογίαν τοῦ συνόλου τῶν συνεισφορῶν αὐτῶν εἰς τὴν διαφήμισιν κατὰ τὴν διάρκειαν τῆς Διεθνοῦς Συμφωνίας τοῦ 1956 τοῦ ἐλαιολάδου, τῆς Διεθνοῦς Συμφωνίας τοῦ 1963 τοῦ ἐλαιολάδου καὶ τῆς παρούσης Συμφωνίας.

8. α) Εἰς ἁπάσας τὰς ἀποφάσεις τὰς σχετικὰς μὲ τὴν διαφήμισιν ἕκαστον κυρίως παραγωγικὸν Μέλος διαθέτει ἀριθμὸν ψήφων ἀνάλογον μὲ τὴν συνεισφορὰν αὐτοῦ εἰς τὸ Ταμεῖον Διαφημίσεως συμφώνως πρὸς τὸ παρὸν ἄρθρον. Ἕκαστον κλάσμα ψήφου προκῦπτον ἐκ τῆς ἐφαρμογῆς τοῦ συντελεστοῦ τοῦ καθοριζομένου συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις τῆς παραγράφου 3 τοῦ παρόντος ἄρθρου ὑπολογίζεται ὡς μία ψῆφος.

β) Ὅταν ἓν Μέλος συνάπτῃ κατ' ἐφαρμογὴν τῆς παραγράφου 2 τοῦ παρόντος ἄρθρου, εἰδικὴν συμφωνίαν μετὰ τοῦ Συμβουλίου διὰ τὴν καταβολὴν συνεισφορᾶς εἰς τὸ Ταμεῖον Διαφημίσεως ἀποκτᾷ ἀριθμὸν ψήφων ἀνάλογον πρὸς τὴν συνεισφορὰν αὐτοῦ, ὑπὸ τὸν ὅρον ὅτι ἡ συμφωνία αὕτη ἀφορᾷ τὴν περίοδον ἡ ὁποία ἀπομένει μέχρι τῆς ἐκπνοῆς τῆς παρούσης Συμφωνίας.

γ) Αἱ σχετικαὶ μὲ τὴν διαφήμισιν ἀποφάσεις λαμβάνονται διὰ πλειοψηφίας τῶν τεσσάρων πέμπτων τῶν ψήφων τῶν παρεχομένων ὑπὸ τῶν Μελῶν τὰ ὁποῖα συνεισφέρουν εἰς τὸ Ταμεῖον Προπαγάνδας καὶ εἰς τὰς ὁποίας περιλαμβάνονται αἱ ψῆφοι τῆς πλειοψηφίας τῶν Μελῶν αὐτῶν τὰ ὁποῖα ἔχουν δικαίωμα ψήφου.

Ἄρθρον 19.

Ἡ τεχνικὴ ἐκτέλεσις τῶν προγραμμάτων διαφημίσεως δύναται νὰ ἀνατίθεται ὑπὸ τοῦ Συμβουλίου εἰς ἐξειδικευμένους ὀργανισμοὺς τῆς ἐκλογῆς του, ἀντιπροσωπευτικοὺς τῶν ἐλαιοκομικῶν δραστηριοτήτων καὶ μεταξὺ ἄλλων εἰς τὴν Διεθνῆ Ὁμοσπονδίαν ἐλαιοπαραγωγῶν.

Ἄρθρον 20.

Τὸ Συμβούλιον δύναται νὰ λαμβάνῃ δωρεὰς Κυβερνήσεων ἢ ἐξ ἄλλων προελεύσεων διὰ τὴν κοινὴν διαφήμισιν. Οἱ ἐνδεχόμενοι οὗτοι πόροι προστίθενται εἰς τὸ συνολικὸν ποσὸν τοῦ Ταμείου Διαφημίσεως ὡς προσδιορίζεται δυνάμει τοῦ ἄρθρου 18.

ΚΕΦΑΛΑΙΟΝ VIII

Οἰκονομικὰ μέτρα.

Ἄρθρον 21.

1. Ἐν τῷ πλαισίῳ τῶν γενικῶν ἀντικειμενικῶν σκοπῶν τῶν ὁριζομένων ἐν τῷ πρώτῳ ἄρθρῳ, τὸ Συμβούλιον, διὰ νὰ

συμβάλη εἰς τὴν ρύθμισιν τῆς ἀγορᾶς τοῦ ἐλαιολάδου καὶ διὰ νὰ θεραπεύση ὅλας τὰς ἀσταθείας μεταξὺ τῆς διεθνοῦς προσφορᾶς καὶ ζητήσεως, αἱ ὁποῖαι προέρχονται ἐκ τῆς μὴ κανονικότητος τῶν ἐσοδειῶν ἢ ἐξ ἑτέρων αἰτίων, προβαίνει, εἰς τὴν ἀρχὴν ἑκάστης ἐλαιοκομικῆς περιόδου εἰς λεπτομερῆ ἐξέτασιν τῶν ἰσολογισμῶν ἐλαιολάδου καὶ εἰς συνολικὴν ἐκτίμησιν τῶν πηγῶν καὶ τῶν ἀναγκῶν εἰς ἐλαιόλαδον, βάσει τῶν παρασχεθεισῶν πληροφοριῶν ὑφ' ἑκάστου Μέλους, συμφώνως πρὸς τὸ ἄρθρον 7, τῶν πληροφοριῶν αἱ ὁποῖαι δύνανται νὰ τῷ παρασχεθῶσι ὑπὸ τῶν Κυβερνήσεων Κρατῶν μὴ Μελῶν τῆς παρούσης Συμφωνίας ἐνδιαφερομένων διὰ τὸ διεθνὲς ἐμπόριον ἐλαιολάδου καὶ παντὸς ἑτέρου καταλλήλου στατιστικοῦ στοιχείου τὰ ὁποῖα θὰ ἠδύνατο νὰ ἔχη εἰς τὴν διάθεσίν του.

2. Ἕκαστον ἔτος, τὴν 31ην Μαΐου τὸ βραδύτερον, τὸ Συμβούλιον, λαμβάνον ὑπ' ὄψιν ὅλας τὰς πληροφορίας τὰς ὁποίας ἔχει εἰς τὴν διάθεσίν του, τὴν ἡμερομηνίαν αὐτὴν προβαίνει εἰς νέαν ἐξέτασιν τῆς καταστάσεως τῆς ἀγορᾶς καὶ εἰς νέαν συνολικὴν ἐκτίμησιν τῶν πηγῶν καὶ τῶν ἀναγκῶν εἰς ἐλαιόλαδον καὶ δύναται δὲ νὰ προτείνη εἰς τὰ Μέλη τὰ μέτρα τὰ ὁποῖα κρίνει κατάλληλα.

3. Συνίσταται Οἰκονομικὴ Ἐπιτροπὴ ἡ ὁποία συνεδριάζει κανονικῶς δι' ἀνταλλαγὴν ἀπόψεων ἐπὶ τῆς διεθνοῦς καταστάσεως τῆς ἀγορᾶς τοῦ ἐλαιολάδου πρὸς ἀναζήτησιν λύσεων ἐπὶ τῶν δυσχερειῶν αἱ ὁποῖαι θὰ ἠδύνατο νὰ διαταράξουν τὸ διεθνὲς ἐμπόριον τοῦ ἐλαιολάδου.

Ἄρθρον 22.

1. Τὸ Συμβούλιον ἐπιφορτίζεται νὰ ἐκπονῇ μελέτας διὰ νὰ ὑποβάλη εἰς τὰ Μέλη συστάσεις (πρὸς τὸν σκοπὸν) ἵνα ἐπιτευχθῇ ἰσορροπία μεταξὺ τῆς παραγωγῆς καὶ τῆς καταναλώσεως καὶ γενικώτερον, ρύθμισις μακροπροθέσμως τῆς ἀγορᾶς τοῦ ἐλαιολάδου διὰ τῆς ἐφαρμογῆς καταλλήλων μέτρων, μεταξὺ τῶν ὁποίων, ἐκεῖνα τὰ ὁποῖα εὐνοοῦν τὴν διάθεσιν τοῦ ἐλαιολάδου εἰς ἀνταγωνιστικὰς τιμὰς εἰς τὸ στάδιον τῆς καταναλώσεως ἵνα προσεγγίσουν αἱ τιμαὶ ἐλαιολάδου πρὸς τὰς τιμὰς ἑτέρων βρωσίμων φυτικῶν ἐλαίων, κυρίως διὰ τῆς χορηγήσεως οἰκονομικῶν ἐνισχύσεων.

2. Διὰ τοιαύτην ρύθμισιν, τὸ Συμβούλιον ἀναλαμβάνει ἐπίσης τὴν ὑποχρέωσιν νὰ ἐπιφέρη τὰς ἀναγκαίας λύσεις εἰς τὰ προβλήματα τὰ ὁποῖα δύνανται νὰ ἀνακύψουν κατὰ τὴν ἐξέλιξιν τῆς διεθνοῦς ἀγορᾶς ἐλαιολάδου διὰ τῶν καταλλήλων τρόπων λαμβανομένων ὑπ' ὄψιν τῶν ἀσταθειῶν τῆς ἀγορᾶς αἱ ὁποῖαι προέρχονται ἐκ τῶν διακυμάνσεων τῆς παραγωγῆς ἢ ἐξ ἄλλων αἰτίων.

Ἄρθρον 23.

Ὅταν τὸ Κοινὸν Ταμεῖον τὸ προβλεπόμενον διὰ τῆς ἀποφάσεως 93 (IV) τῆς Διασκέψεως τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν διὰ τὸ Ἐμπόριον καὶ τὴν Ἀνάπτυξιν, καὶ τοῦ ὁποίου τὰ βασικὰ στοιχεῖα διατυποῦνται εἰς τὴν ἀπόφασιν 1 (III) τὴν υἱοθετηθεῖσαν τὴν 19ην Μαρτίου 1979 ὑπὸ τῆς Διασκέψεως τῆς διαπραγματεύσεως, τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν, περὶ συστάσεως Κοινοῦ Ταμείου, θὰ δυνηθῇ νὰ λειτουργήση ἐν τῷ πλαισίῳ τοῦ ὁλοκληρωμένου προγράμματος διὰ τὰ βασικὰ προϊόντα, τὸ Συμβούλιον θὰ ἐξετάση συμφώνως πρὸς τὰς ἀποφάσεις αὐτάς, τὰ μέτρα τὰ ὁποῖα θὰ ἠδύνατο νὰ λάβη διὰ νὰ χρησιμοποιήση πλήρως τὰς προσφερομένας οἰκονομικὰς δυνατότητας ὑπὸ τοῦ ἐν λόγῳ Ταμείου καὶ θὰ δύναται νὰ προβῇ εἰς τὰς καταλλήλους συστάσεις ἐπὶ τοῦ ἀντικειμένου αὐτοῦ.

ΚΕΦΑΛΑΙΟΝ IX.

Ἕτερα προϊόντα τοῦ ἐλαιοδένδρου.

Ἄρθρον 24.

1. Ἐν τῷ πλαισίῳ τῶν γενικῶν ἀντικειμενικῶν σκοπῶν τῶν ὁριζομένων ἐν τῷ πρώτῳ ἄρθρῳ, τὸ Συμβούλιον ζητεῖ τὴν στενὴν συνεργασίαν ὅλων τῶν Μελῶν αὐτοῦ διὰ τὴν ἀνακοίνωσιν τῶν ἀπαραιτήτων στατιστικῶν στοιχείων, ὅσον ἀφορᾷ εἰς τὰς ἐπιτραπεζίους ἐλαίας καὶ τὰ λοιπὰ προϊόντα τοῦ ἐλαιοδένδρου.

2. Τὸ Συμβούλιον προβαίνει, κατὰ τὴν ἔναρξιν ἑκάστης ἐλαιοκομικῆς περιόδου εἰς λεπτομερῆ ἐξέτασιν ποσοτικὴν καὶ ποιοτικὴν τῶν ἰσολογισμῶν τῶν βρωσίμων ἐλαιῶν, βάσει τῶν ἀνωτέρω στοιχείων, ἐκείνων τὰ ὁποῖα εἶναι δυνατὸν νὰ κοινοποιηθοῦν εἰς τοῦτο ὑπὸ τῶν Κυβερνήσεων Κρατῶν μὴ Μελῶν τῆς παρούσης Συμφωνίας, ἐνδιαφερομένων διὰ τὸ διεθνὲς ἐμπόριον τῶν βρωσίμων ἐλαιῶν καὶ παντὸς ἑτέρου στατιστικοῦ ὑλικοῦ τὸ ὁποῖον θὰ ἠδύνατο νὰ ἔχη εἰς τὴν διάθεσίν του ἐπὶ τοῦ θέματος τούτου.

3. Ἕκαστον ἔτος, τὴν 31ην Μαΐου τὸ βραδύτερον, τὸ Συμβούλιον λαμβάνον ὑπ' ὄψιν πᾶν στοιχεῖον τὸ ὁποῖον ἔχει εἰς τὴν διάθεσίν του κατὰ τὴν ἡμερομηνίαν ταύτην, προβαίνει εἰς νέαν ἐξέτασιν τῆς καταστάσεως τῆς ἀγορᾶς καὶ εἰς καθολικὴν ἐκτίμησιν τῶν πηγῶν καὶ τῶν ἀναγκῶν εἰς βρωσίμους ἐλαίας, δύναται δὲ νὰ προτείνη εἰς τὰ Μέλη τὰ μέτρα τὰ ὁποῖα κρίνει ἐνδεδειγμένα.

Ἄρθρον 25.

Τὸ Συμβούλιον θὰ συνεχίση τὰς καταλλήλους μελέτας ὅσον ἀφορᾷ εἰς :

α) Τὴν υἱοθέτησιν καὶ τὴν ἐφαρμογὴν ἑνὸς διεθνοῦς τύπου συμβολαίου διὰ τὰς ἀγοραπωλησίας τῶν βρωσίμων ἐλαιῶν.

β) Τὰς διατάξεις διὰ τὸν συμβιβασμὸν διὰ τὰς ἐνδεχομένας ἀμφισβητήσεις κατὰ τὰς διεθνεῖς συναλλαγὰς τῶν βρωσίμων ἐλαιῶν.

γ) Τὴν υἱοθέτησιν ἑνιαίων κανόνων ποιότητος πρὸς ἐφαρμογὴν εἰς τὰς βρωσίμους ἐλαίας.

δ) Τὴν βιολογικὴν ἀξίαν τῶν βρωσίμων ἐλαιῶν διὰ τῆς ἐξάρσεως τῶν ποιοτικῶν ἰδιοτήτων τὰς ὁποίας ἔχουν.

Ἄρθρον 26.

1. Τὸ Συμβούλιον ἀναλαμβάνει τὴν ὑποχρέωσιν νὰ προωθῇ τὰς μελέτας τῶν ἀγορῶν αἱ ὁποῖαι κρίνονται ἐνδεδειγμέναι ἵνα ἐνθαρρύνουν τὴν αὔξησιν τῆς καταναλώσεως βρωσίμων ἐλαιῶν. Τὸ Συμβούλιον θὰ ἀποστείλη ταύτας εἰς τὰ Μέλη ἐφ' ὅσον κρίνουν ταύτας ἀναγκαίας.

2. Πρὸς τοῦτο, τὸ Συμβούλιον θὰ καταβάλλη προσπαθείας ἵνα διευκολύνη τὰς ὑπὸ διαφόρους μορφὰς ἐνισχύσεις, ὡς καὶ τὰς περιλαμβανομένας εἰς τὸ οἰκονομικὸν πρόγραμμα, εἰς ἅπαντα τὰ Μέλη ἢ εἰς ἐκεῖνα ἐξ' αὐτῶν τὰ ὁποῖα ἐνδεχομένως ἔχουν ἀνάγκη τούτων, αἱ ὁποῖαι δύνανται νὰ παρασχεθοῦν ὑπὸ τῶν διεθνῶν ἢ ἄλλων εἰδικῶν ὀργανισμῶν.

ΚΕΦΑΛΑΙΟΝ X.

Διοίκησις.

Ἄρθρον 27.

Διεθνὲς Συμβούλιον ἐλαιολάδου.

Τὸ Διεθνὲς Συμβούλιον ἐλαιολάδου εἶναι ἐπιφορτισμένον μὲ τὴν διατήρησιν καὶ τὴν λειτουργίαν τῆς παρούσης Συμφωνίας.

Ἄρθρον 28.

Καθήκοντα τοῦ Συμβουλίου.

1. Τὸ Συμβούλιον ἐν τῷ πλαισίῳ τῶν λειτουργιῶν αἵτινες τοῦ ἀνατίθενται ἐπὶ τῇ βάσει τῶν ὅρων τῆς παρούσης Συμφωνίας :

α) Ἀσκεῖ πᾶσαν ἁρμοδιότητα καὶ δέον νὰ ἐκπληροῖ ἢ νὰ ἐποπτεύῃ διὰ τὴν πραγματοποίησιν τῶν λειτουργιῶν αἱ ὁποῖαι εἶναι ἀναγκαῖαι διὰ τὴν ἐφαρμογὴν τῶν ἐπιτακτικῶν διατάξεων τῆς παρούσης Συμφωνίας, καθὼς ἐπίσης, καί, γενικώτερον διὰ τὴν διατήρησιν καὶ λειτουργίαν τῆς Συμφωνίας.

β) Ἐπιφορτίζεται νὰ προωθῇ πᾶσαν ἐνέργειαν ἀποσκοποῦσαν εἰς τὴν ἁρμονικὴν ἀνάπτυξιν τῆς διεθνοῦς ἐλαϊκῆς οἰκονομίας διὰ παντὸς μέσου καὶ ἐνθαρρύνσεως ἐν τῇ ἐξου-

σία του εἰς τοὺς τομεῖς τῆς παραγωγῆς, τῆς καταναλώσεως καὶ τῶν διεθνῶν συναλλαγῶν, λαμβανομένης ὑπ' ὄψιν τῆς μεταξὺ αὐτῶν σχέσεως.

2. Τὸ Συμβούλιον ἐξετάζει τὰ μέσα διὰ νὰ ἐξασφαλίσῃ τὴν ἀνάπτυξιν τῶν διεθνῶν συναλλαγῶν καὶ τὴν αὔξησιν τῆς καταναλώσεως ἐλαιολάδου. Εἶναι κυρίως ἐπιφορτισμένον νὰ προβαίνῃ εἰς πᾶσαν ἐνδεδειγμένην σύστασιν πρὸς τὰ Μέλη ὅσον ἀφορᾷ εἰς :

α) Τὴν υἱοθέτησιν καὶ τὴν ἐφαρμογὴν διεθνοῦς τύπου συμβολαίου διὰ τὰς συναλλαγὰς τῶν ἐλαιολάδων καὶ τῶν πυρηνελαίων.

β) Τὴν σύστασιν καὶ λειτουργίαν γραφείου συνδιαλλαγῆς καὶ διεθνοῦς διαιτησίας διὰ τὰς ἐνδεχομένας ἀμφισβητήσεις κατὰ τὰς συναλλαγὰς τῶν ἐλαιολάδων καὶ τῶν πυρηνελαίων.

γ) Τὴν ἑνοποίησιν τῶν σχετικῶν κανόνων μὲ τὰ φυσικὰ καὶ χημικὰ χαρακτηριστικὰ τοῦ ἐλαιολάδου καὶ τοῦ πυρηνελαίου.

δ) Τὴν ἑνοποίησιν τῶν μεθόδων ἀναλύσεως.

3. Τὸ Συμβούλιον λαμβάνει πάντα τὰ κατάλληλα μέτρα τὰ ἀποβλέποντα εἰς τὴν σύνταξιν κώδικος θεμιτῶν καὶ παγίων ἐθίμων τοῦ διεθνοῦς ἐμπορίου ἐλαιολάδου καὶ πυρηνελαίου, κυρίως ὅσον ἀφορᾷ εἰς τὰ περιθώρια ἀνοχῆς (περιθώρια ποσοστοῦ ξένων ὑλῶν, ὕδατος κ.λ.π.).

4. Τὸ Συμβούλιον λαμβάνει πάντα τὰ μέτρα τὰ ὁποῖα κρίνει χρήσιμα διὰ τὴν καταστολὴν τοῦ ἀθεμίτου συναγωνισμοῦ ἐπὶ διεθνοῦς πεδίου ὡς καὶ ἐκ μέρους Κρατῶν τὰ ὁποῖα δὲν συμμετέχουν τῆς παρούσης Συμφωνίας ἢ τῶν ὑπηκόων τῶν Κρατῶν αὐτῶν.

5. Τὸ Συμβούλιον δύναται ἐπίσης νὰ ἀναλαμβάνῃ μελέτας ἐπὶ τῶν ἀναφερομένων ἀντικειμένων εἰς τὸ ἐδάφιον (β) τῆς παραγράφου 1 τοῦ παρόντος ἄρθρου. Ἐπὶ πλέον τὸ Συμβούλιον εἶναι ἐξουσιοδοτημένον ὅπως ἀναλαμβάνῃ ἢ ἀναθέτῃ τὴν ἐκτέλεσιν ἄλλων ἐργασιῶν, ἰδίᾳ τὴν ἀναζήτησιν λεπτομερῶν πληροφοριῶν ἀναφερομένων εἰς ειδικὴν βοήθειαν, ὑπὸ διαφόρους μορφὰς εἰς τὰς δραστηριότητας ἐλαιοπαραγωγῆς ὥστε νὰ δυνηθῇ νὰ διατυπώσῃ ἁπάσας τὰς ὑποδείξεις καὶ συστάσεις τὰς ὁποίας κρίνει προσφόρους διὰ τὴν ἐπίτευξιν τῶν γενικῶν ἀντικειμενικῶν σκοπῶν τῶν ἀπαριθμουμένων ἐν τῷ πρώτῳ ἄρθρῳ.

Ἅπασαι αἱ μελέται καὶ ἐργασίαι αὗται δέον ἰδίᾳ νὰ ἀναφέρωνται εἰς τὸν κατὰ τὸ δυνατὸν μεγαλύτερον ἀριθμὸν χωρῶν, ἢ ὁμάδων χωρῶν καὶ νὰ λαμβάνουν ὑπ' ὄψιν τὰς γενικάς, κοινωνικὰς καὶ οἰκονομικὰς συνθήκας τῶν ἐνδιαφερομένων χωρῶν.

6. Τὸ Συμβούλιον καταρτίζει τὰς διαδικασίας συμφώνως πρὸς τὰς ὁποίας τὰ Μέλη πληροφοροῦν εἰς τοῦτο τὰ συμπεράσματα εἰς τὰ ὁποῖα κατέληξαν. ἡ ἐξέτασις τῶν συστάσεων καὶ τῶν ὑποδείξεων αἱ ὁποῖαι ἀναφέρονται ἐν τῷ παρόντι ἄρθρῳ ἢ ἀπορρέουν ἐκ τῆς ἐφαρμογῆς τῆς παρούσης Συμφωνίας.

Ἄρθρον 29.

1. Τὸ Συμβούλιον καταρτίζει ἐσωτερικὸν κανονισμὸν σύμφωνον πρὸς τὰς διατάξεις τῆς παρούσης Συμφωνίας.

Τηρεῖ καὶ ἐνημερώνει τὰ βιβλία καὶ τὰ στοιχεῖα τὰ ὁποῖα εἶναι ἀναγκαῖα εἰς τοῦτο διὰ τὴν ἐκπλήρωσιν τῶν ὑπὸ τῆς παρούσης Συμφωνίας ἀνατιθεμένων αὐτῷ λειτουργειῶν καθὼς ἐπίσης καὶ πᾶν ἕτερον κατὰ τὴν κρίσιν του στοιχεῖον ἢ βιβλίον. Ἐν περιπτώσει ἀσυμφωνίας μεταξὺ τοῦ οὕτω δεκτοῦ γενομένου ἐσωτερικοῦ κανονισμοῦ καὶ τῶν διατάξεων τῆς παρούσης Συμφωνίας ὑπερισχύει ἡ Συμφωνία.

2. Τὸ Συμβούλιον καταρτίζει ,προετοιμάζει καὶ δημοσιεύει ἁπάσας τὰς ἐκθέσεις, μελέτας, γραφικὰς παραστάσεις, ἀναλύσεις ἢ ἕτερα ἔντυπα τὰ ὁποῖα δύναται νὰ κρίνῃ χρήσιμα καὶ ἀπαραίτητα.

3. Τὸ Συμβούλιον δημοσιεύει ἅπαξ τοὐλάχιστον κατ' ἔτος ἔκθεσιν περὶ τῶν δραστηριοτήτων αὐτοῦ καὶ ἐπὶ τῶν λειτουργιῶν τῆς παρούσης Συμφωνίας.

4. Τὸ Συμβούλιον δύναται νὰ διορίζῃ εἰδικὰς ἐπιτροπὰς τὰς ὁποίας κρίνει χρησίμους διὰ τὴν βοήθειάν του ἐν τῇ ἐκπληρώσει τῶν διὰ τὴν ἄσκησιν ἀνατιθεμένων λειτουργιῶν διὰ τῆς παρούσης Συμφωνίας.

5. Τὸ Συμβούλιον ἀσκεῖ πᾶσαν ἄλλην ἀναγκαίαν λειτουργίαν διὰ τὴν ἐκτέλεσιν τῶν διατάξεων τῆς παρούσης Συμφωνίας.

Ἄρθρον 30.

Σύνθεσις τοῦ Συμβουλίου.

1. Ἕκαστον Μέλος ἔχει τὸ δικαίωμα ψήφου. Ἔχει τὸ δικαίωμα νὰ ἀντιπροσωπεύηται εἰς τὸ Συμβούλιον δι' ἑνὸς ἀντιπροσώπου καὶ δύναται νὰ ὁρίζῃ ἀναπληρωτάς.

Ὁ ἀντιπρόσωπος καὶ οἱ ἀναπληρωταὶ δύνανται νὰ συνοδεύωνται κατὰ τὰς συσκέψεις τοῦ Συμβουλίου ὑπὸ τόσων συμβούλων ὅσους ἕκαστον Μέλος κρίνει ἀναγκαῖον.

2. Τὸ Συμβούλιον ἐκλέγει, μεταξὺ τῶν μελῶν, τῶν ἀντιπροσωπειῶν ἕνα πρόεδρον ὁ ὁποῖος δὲν ἔχει τὸ δικαίωμα ψήφου, καὶ ἐκτελεῖ τὰ καθήκοντά του ἐπὶ μίαν ἐλαιοκομικὴν περίοδον.

Εἰς ἣν περίπτωσιν ὁ Πρόεδρος εἶναι ἀντιπρόσωπος ἔχων δικαίωμα ψήφου, τὸ δικαίωμα τοῦτο ἐκτελεῖ ἕτερον μέλος τῆς ἀντιπροσωπείας αὐτοῦ. Ὁ Πρόεδρος δὲν ἀμείβεται.

3. Τὸ Συμβούλιον ἐκλέγει, ἐπίσης, μεταξὺ τῶν Μελῶν τῶν ἀντιπροσωπειῶν τὸν ἀντιπρόεδρον.

Ἐὰν ὁ Ἀντιπρόεδρος εἶναι ἀντιπρόσωπος ἔχων δικαίωμα ψήφου, ἐκτελεῖ τὸ δικαίωμα τοῦτο ἐκτὸς τῆς περιπτώσεως καθ' ἣν ἀναλαμβάνει καθήκοντα Προέδρου, ὁπότε μεταβιβάζει τὸ δικαίωμα τοῦτο εἰς ἕτερον μέλος τῆς ἀντιπροσωπείας αὐτοῦ.

Ὁ Ἀντιπρόεδρος ἀσκεῖ τὰ καθήκοντα αὐτοῦ ἐπὶ μίαν ἐλαιοκομικὴν περίοδον καὶ δὲν ἀμείβεται.

Ἄρθρον 31.

Συνεδριάσεις τοῦ Συμβουλίου

Τὸ Συμβούλιον ἔχει τὴν ἕδραν του ἐν Μαδρίτῃ ἐκτὸς ἐὰν ἀποφασίζῃ διαφοροτρόπως.

Συνεδριάζει εἰς Μαδρίτην ἐκτὸς ἐὰν ἀποφασίζῃ, κατ' ἐξαίρεσιν νὰ πραγματοποιήσῃ εἰδικὴν σύνοδον εἰς ἕτερον τόπον.

Ἐὰν Μέλος τι προσκαλεῖ τὸ Συμβούλιον νὰ συνεδριάσῃ ἐκτὸς τῆς ἕδρας καὶ ληφθῇ ἀπόφασις σύμφωνος μὲ τὴν πρόσκλησιν ταύτην, τὸ Μέλος τοῦτο ἀναλαμβάνει τὰς συμπληρωματικὰς δαπάνας αἱ ὁποῖαι θὰ προκύψουν, ἐκ τῆς συνεδριάσεως αὐτῆς εἰς τὸν προϋπολογισμὸν τοῦ Συμβουλίου.

2. Τὸ Συμβούλιον συνέρχεται τοὐλάχιστον δὶς τοῦ ἔτους λαμβανομένων ὑπ' ὄψιν ἰδίᾳ τῶν διατάξεων τοῦ ἄρθρου 21.

3. Τὸ Συμβούλιον δύναται νὰ συνέλθῃ εἰς οἱανδήποτε στιγμὴν ὁσάκις ὁ Πρόεδρος θελήσει τοῦτο.

Ὁ Πρόεδρος συγκαλεῖ, ἐπίσης, τὸ Συμβούλιον ὁσάκις ζητήσωσι τοῦτο :

α) Πέντε Μέλη

β) Ἓν ἢ περισσότερα Μέλη κατέχοντα τοὐλάχιστον τὸ 10 τοῖς 100 τοῦ συνόλου τῶν ψήφων.

4. Αἱ προσκλήσεις διὰ τὰς συνόδους περὶ ὧν ἡ παράγραφος 2 τοῦ παρόντος ἄρθρου, δέον νὰ ἀποστέλλωνται τριάκοντα τοὐλάχιστον ἡμέρας πρὸ τῆς ἡμερομηνίας τῆς πρώτης συνεδριάσεως ἑκάστης συνόδου. Αἱ προσκλήσεις διὰ τὰς συνόδους περὶ ὧν ἡ παράγραφος 3 τοῦ παρόντος ἄρθρου δέον νὰ ἀποστέλωνται δέκα πέντε τοὐλάχιστον ἡμέρας πρὸ τῆς ἡμερομηνίας τῆς πρώτης συνεδριάσεως ἑκάστης συνόδου.

Ἄρθρον 32.

1. Ἡ ἀπαιτουμένη ἀπαρτία δι' ἑκάστην συνεδρίασιν τοῦ Συμβουλίου συνίσταται εἰς τὴν παρουσίαν τῶν ἀντιπροσωπειῶν τῆς πλειονότητος τῶν Μελῶν τῶν κατεχόντων τοὐλάχιστον τὰ δύο τρίτα τοῦ συνόλου τῶν ψήφων.

2. Ἐὰν δὲν ὑπάρχει ἀπαρτία ἡ συνεδρίασις τοῦ Συμβουλίου γίνεται 24 ὥρας βραδύτερον καὶ ἡ ἀπαιτουμένη ἀπαρτία συνίσταται εἰς τὴν παρουσίαν ἀντιπροσώπων τῆς πλειονότητος τῶν Μελῶν τῶν κατεχόντων τοὐλάχιστον τὸ 50 % τοῦ συνόλου τῶν ψήφων.

Ἄρθρον 33.

Τὸ Συμβούλιον δύναται νὰ λαμβάνη ἀποφάσεις, ἄνευ συνεδριάσεων δι' ἀνταλλαγῆς ἀλληλογραφίας, μεταξὺ τοῦ Προέδρου καὶ τῶν Μελῶν ὑπὸ τὴν ἐπιφύλαξιν, ὅτι οὐδὲν Μέλος θὰ φέρη ἀντίρρησιν εἰς τὴν διαδικασίαν ταύτην. Πᾶσα ἀπόφασις τοιουτοτρόπως λαμβανομένη ἀνακοινοῦται τὸ δυνατὸν ταχύτερον εἰς ἅπαντα τὰ μέλη καὶ καταχωρεῖται εἰς τὰ πρακτικὰ τῆς ἑπομένης συνεδριάσεως τοῦ Συμβουλίου.

Ἄρθρον 34.

1. Ὁ παρεχόμενος ἀριθμὸς ψήφων εἰς ἕκαστον Μέλος καθορίζεται διὰ τὴν διάρκειαν τῆς παρούσης Συμφωνίας συμφώνως πρὸς τὸν τύπον $\eta = P + I + 5$, χωρὶς ὁ ἀριθμὸς οὗτος νὰ δύναται νὰ ὑπερβῆ τοὺς 450.

Εἰς τὸν τύπον τοῦτον:

- η Παριστᾶ τὸν ἀριθμὸν τῶν παρεχομένων ψήφων κατὰ Μέλος.
- P Παριστᾶ εἰς χιλιάδας μετρικοὺς τόννους τὸν μέσον ὅρον ἐτησίως τῆς παραγωγῆς ἐλαιολάδου, κατὰ τὰς ἐλαιοκομικὰς περιόδους 1972 / 73 - 1977/78, τὸ κλάσμα χιλιάδος μετρικῶν τόννων ἄνω τοῦ ἀκεραίου ἀριθμοῦ δὲν ὑπολογίζεται.
- I Παριστᾶ εἰς χιλιάδας μετρικοὺς τόννους τὸν μέσον ἐτήσιον ὅρον τῶν καθαρῶν εἰσαγωγῶν ἐλαιολάδου κατὰ τὰ ἡμερολογιακὰ ἔτη 1973 - 1978, τὸ κλάσμα χιλιάδος μετρικῶν τόννων ἄνω τοῦ ἀκεραίου ἀριθμοῦ δὲν ὑπολογίζεται.
- 5 Παριστᾶ τὸν ἀριθμὸν βασικῶν ψήφων παρεχομένων εἰς ἕκαστον Μέλος, ἀνῆκον εἰς ἑκάστην ὁμάδα Μελῶν.

2. Παρὰ τὰς διατάξεις τῆς παραγράφου 1 τοῦ παρόντος ἄρθρου ἡ Κοινότης συμφώνως πρὸς τὴν παράγραφον 3 τοῦ ἄρθρου 3, θεωρεῖται συγχρόνως ὡς Μέλος κυρίως παραγωγικὸν καὶ ὡς Μέλος κυρίως εἰσαγωγικόν, ὁ ἀριθμὸς ψήφων ὁ ὁποῖος τῆς παρέχεται εἰς ἑκάστην τῶν δύο ὁμάδων Μελῶν καθορίζεται:

ἀφ' ἑνός, ὡς Μέλος κυρίως παραγωγικόν, συμφώνως πρὸς τὸν τύπον: $\eta = P + 5$

ἀφ' ἑτέρου, ὡς Μέλος εἰσαγωγικόν, συμφώνως πρὸς τὸν τύπον $\eta = I + 5$, δοθέντος ὅτι τὸ I ὑπολογίζεται κατόπιν ἀφαιρέσεως τῶν ἐνδοκοινοτικῶν συναλλαγῶν, χωρὶς νὰ δύναται ὁ ἀριθμὸς τῶν ψήφων ὁ ὁποῖος παρέχεται εἰς τὴν Κοινότητα νὰ ὑπερβῆ τοὺς 450 εἰς τὴν μίαν ἢ τὴν ἄλλην ὁμάδα Μελῶν.

Ἄρθρον 35.

Ἀποφάσεις τοῦ Συμβουλίου.

1. Ἐκτὸς ἀντιθέτου διατάξεως πρὸς τὴν παροῦσαν Συμφωνίαν καὶ ὑπὸ τὴν ἐπιφύλαξιν τῶν διατάξεων αἱ ὁποῖαι δύνανται νὰ λάβουν χώραν συμφώνως πρὸς τὴν παράγραφον 5 τοῦ ἄρθρου 47 αἱ ἀποφάσεις τοῦ Συμβουλίου λαμβάνονται διὰ πλειοψηφίας τεσσάρων πέμπτων τῶν παρεχομένων ψήφων εἰς τὰς ὁποίας περιλαμβάνονται αἱ ψῆφοι τῆς πλειονότητος τῶν Μελῶν τὰ ὁποῖα ἔχουν δικαίωμα ψήφου. Αἱ ψῆφοι τῶν Μελῶν τὰ ὁποῖα ἀπέχουν τῆς ψηφοφορίας δὲν ὑπολογίζονται.

2. Πᾶν Μέλος δύναται νὰ ἐξουσιοδοτήση τὸν ἔχοντα δικαίωμα ψήφου ἀντιπρόσωπον ἑτέρου Μέλους, διὰ ν' ἀντιπροσωπεύη τὰ συμφέροντα αὐτοῦ καὶ νὰ ἀσκῆ τὸ δικαίωμα ψήφου αὐτοῦ εἰς μίαν ἢ περισσοτέρας συνεδριάσεις τοῦ Συμβουλίου. Ἐπιβεβαίωσις τῆς ἐξουσιοδοτήσεως ταύτης δέον νὰ ὑποβάλληται εἰς τὸ Συμβούλιον, θεωρουμένης παρ' αὐτοῦ ἱκανοποιητικῆς.

3. Ὁ ἔχων δικαίωμα ψήφου ἀντιπρόσωπος ἑνὸς Μέλους δὲν δύναται ἐκτὸς τῶν ἐξουσιῶν, καὶ τοῦ δικαιώματος ψήφου, τὰ ὁποῖα ἔχει, νὰ ἀντιπροσωπεύη τὰ συμφέροντα καὶ νὰ ἀσκῆ τὸ δικαίωμα ψήφου, παρὰ μόνον ἑνὸς ἑτέρου Μέλους.

Ἄρθρον 36.

Γραμματεία.

1. Τὸ Συμβούλιον ἔχει γραμματείαν ἀποτελουμένην ἐξ ἑνὸς διευθυντοῦ καὶ τοῦ ἀναγκαίου προσωπικοῦ διὰ τὴν ἐκτέλεσιν τῶν ἐργασιῶν τοῦ Συμβουλίου καὶ τῶν ἐπιτροπῶν αὐτοῦ. Τὸ Συμβούλιον ὁρίζει τὸν Διευθυντὴν καὶ καθορίζει τὰς ἁρμοδιότητας αὐτοῦ.

Τὰ μέλη τοῦ προσωπικοῦ διορίζονται συμφώνως πρὸς τοὺς κανόνας τοὺς ὁποίους καταρτίζει τὸ Συμβούλιον, λαμβάνον ὑπ' ὄψη τοὺς κανόνας οἱ ὁποῖοι ἐφαρμόζονται διὰ τὸ προσωπικὸν παρομοίων διακυβερνητικῶν ὀργανισμῶν. Ἀπαγορεύεται εἰς τὸ προσωπικὸν νὰ ἀσκῆ καθήκοντα ἐκτὸς τῆς ὀργανώσεως ἢ νὰ δέχεται ἑτέρας ὑπηρεσίας.

2. Καθορίζεται ὡς ὅρος διὰ τὴν πρόσληψιν τοῦ Διευθυντοῦ καὶ τοῦ προσωπικοῦ τῆς Γραμματείας νὰ μὴν ἔχουν οὗτοι οὐδὲν ἐμπορικὸν ἢ οἰκονομικόν τι ἐνδιαφέρον ἄμεσον ἢ ἔμμεσον εἰς οἱονδήποτε ἐκ τῶν διαφόρων κλάδων δραστηριοτήτων τῆς ἐλαιοπαραγωγῆς ἐκτὸς ἐὰν ἀπαρνηθοῦν τὰ συμφέροντά των ταῦτα.

3. Τὸ ἔργον τοῦ Διευθυντοῦ καὶ τῶν μελῶν τῆς γραμματείας ἔχει χαρακτῆρα ἀποκλειστικῶς διεθνῆ. Ἐν τῇ ἐκπληρώσει τῶν καθηκόντων αὐτῶν δὲν πρέπει νὰ ζητοῦν ἢ νὰ δέχωνται ὁδηγίας ἐξ οὐδεμιᾶς Κυβερνήσεως ἢ ἀρχῆς - ξένης πρὸς τὴν Ὀργάνωσιν. Ὀφείλουν νὰ ἀπέχουν πάσης ἐνεργείας ἀσυμβιβάστου πρὸς τὴν θέσιν των ὡς λειτουργῶν διεθνοῦς Ὀργανώσεως.

4. Τὰ Μέλη ὀφείλουν νὰ σέβωνται τὸν διεθνῆ χαρακτῆρα τοῦ ἔργου τῶν μελῶν τῆς Γραμματείας καὶ δὲν πρέπει, νὰ ἐπιδιώκουν νὰ ἐπηρεάζουν ταῦτα κατὰ τὴν ἐκτέλεσιν τῶν καθηκόντων των.

ΚΕΦΑΛΑΙΟΝ XI

Προνόμια καὶ ἀτέλειαι.

Ἄρθρον 37.

1. Εἰς τὴν ἐπικράτειαν ἑκάστου Μέλους, καὶ καθ' ὅσον ἐπιτρέπει ἡ Νομοθεσία τοῦ Μέλους αὐτοῦ, τὸ Συμβούλιον ἀπολαμβάνει τῆς ἀπαιτουμένης νομικῆς ἱκανότητος διὰ τὴν ἄσκησιν τῶν λειτουργιῶν τὰς ὁποίας τοῦ ἀναθέτει ἡ παροῦσα Συμφωνία.

2. Ἡ Κυβέρνησις τοῦ Κράτους ἔνθα εὑρίσκεται ἡ ἕδρα τοῦ Συμβουλίου καθ' ὃ μέτρον ἐπιτρέπει ἡ νομοθεσία αὐτοῦ ἀπαλλάσσει τῶν φόρων τὰ κεφάλαια τοῦ Συμβουλίου καὶ τὰς ἀμοιβὰς τὰς καταβαλλομένας ὑπὸ τοῦ Συμβουλίου εἰς τὸ προσωπικὸν αὐτοῦ.

3. Τὸ Συμβούλιον, ὁ Διευθυντὴς καὶ τὸ προσωπικὸν τῆς Γραμματείας ἀπολαμβάνουν τῶν προβλεπομένων ὑπὸ τῆς Συμφωνίας προνομίων, ἀπαλλαγῶν καὶ διευκολύνσεων σχετικῶς μὲ τὴν ἕδραν τοῦ Συμβουλίου, ἡ ὁποία συνήφθη μεταξὺ τοῦ Συμβουλίου καὶ τῆς Κυβερνήσεως τοῦ Κράτους ἔνθα εὑρίσκεται ἡ ἕδρα αὐτοῦ.

4. Τὸ Συμβούλιον δύναται νὰ συνάπτη μεθ' ἑνὸς ἢ περισσοτέρων Μελῶν συμφωνίας ἐγκρινομένας παρ' αὐτοῦ περὶ τῶν προνομίων καὶ ἀπαλλαγῶν αἱ ὁποῖαι εἶναι ἀπαραίτητοι διὰ τὴν καλὴν ἐφαρμογὴν τῆς παρούσης Συμφωνίας.

ΚΕΦΑΛΑΙΟΝ XII

Οἰκονομικὰ μέτρα.

Ἄρθρον 38.

1. Τὰ ἔξοδα τῶν ἀντιπροσωπειῶν ἐν τῷ Συμβουλίῳ ἐξαιρέσει ἐκείνων τοῦ Προέδρου ἅτινα ἀναλαμβάνονται ὑπὸ

τοῦ Συμβουλίου, βαρύνουν τὰ ἐνδιαφερόμενα Μέλη. Ἡ εἰσφορὰ εἰς τὸν προϋπολογισμὸν Διοικήσεως ἑκάστου Μέλους, δι' ἕκαστον ἡμερολογιακὸν ἔτος, εἶναι ἀνάλογος τοῦ ἀριθμοῦ τῶν ψήφων τὰς ὁποίας ἔχει τὸ Μέλος ὅταν ἐγκρίνεται ὁ προϋπολογισμὸς δι' αὐτὸ τὸ ἡμερολογιακὸν ἔτος.

2. Τὸ Συμβούλιον κατὰ τὴν διάρκειαν τῆς πρώτης συνεδριάσεως αὐτοῦ θὰ ψηφίσῃ τὸν προϋπολογισμὸν Διοικήσεως διὰ τὸ πρῶτον ἡμερολογιακὸν ἔτος καὶ θὰ καθορίσῃ τὸ ὕψος τῆς καταβλητέας εἰσφορᾶς ὑφ' ἑκάστου Μέλους. Ἐν συνεχείᾳ καθ' ἕκαστον ἔτος, κατὰ τὴν σύνοδον τοῦ φθινοπώρου, τὸ Συμβούλιον ψηφίζει τὸν προϋπολογισμὸν Διοικήσεως αὐτοῦ, διὰ τὸ ἑπόμενον ἡμερολογιακὸν ἔτος καὶ καθορίζει τὸ ὕψος τῆς καταβλητέας εἰσφορᾶς ὑφ' ἑκάστου μέλους, διὰ τὸ ἐν λόγῳ ἡμερολογιακὸν ἔτος.

3. Ἡ ἀρχικὴ εἰσφορὰ παντὸς Μέλους τὸ ὁποῖον καθίσταται Συμβαλλόμενον Μέρος τῆς παρούσης Συμφωνίας μετὰ τὴν ἔναρξιν ἰσχύος ταύτης καθορίζεται ὑπὸ τοῦ Συμβουλίου ἐπὶ τῇ βάσει τοῦ ἀριθμοῦ τῶν ἀνεγνωρισμένων ψήφων εἰς τὸ Μέλος τοῦτο καὶ τοῦ κλάσματος τοῦ ἔτους τὸ ὁποῖον ὑπολείπεται μέχρι τοῦ τέλους αὐτοῦ. Ἐν τούτοις αἱ καθορισθεῖσαι εἰσφοραὶ διὰ τὰ λοιπὰ Μέλη διὰ τὸ τρέχον ἡμερολογιακὸν ἔτος, δὲν μεταβάλλονται.

4. Αἱ εἰσφοραὶ αἱ προβλεπόμεναι εἰς τὸ παρὸν ἄρθρον εἶναι ἀπαιτηταὶ εὐθὺς μετὰ τὴν ἔγκρισιν αὐτῶν ὑπὸ τοῦ Συμβουλίου διὰ τὸ ἡμερολογιακὸν ἔτος δι' ὃ ἔχουν καθορισθῇ. Αὗται καθορίζονται εἰς δολλάρια Η Π Α καὶ καταβάλλονται εἰς τὸ νόμισμα τοῦτο, ἢ εἰς ἕτερον ἰσοδύναμον νόμισμα ἐλευθέρως μετατρέψιμον.

5. Ἐὰν ἓν Μέλος, δὲν καταβάλλῃ ἐξ ὁλοκλήρου τὴν εἰσφορὰν αὐτοῦ, εἰς τὸν προϋπολογισμὸν Διοικήσεως ἐντὸς προθεσμίας ἓξ μηνῶν, ἀπὸ τῆς ἐνάρξεως τῆς οἰκονομικῆς χρήσεως, ὁ Διευθυντὴς καλεῖ τοῦτο νὰ καταβάλῃ ταύτην τὸ ταχύτερον δυνατόν. Ἐὰν τὸ ἐν λόγῳ Μέλος δὲν τακτοποιήσῃ τὴν εἰσφορὰν αὐτοῦ ἐντὸς τριῶν μηνῶν ἀπὸ τῆς προαναφερθείσης προθεσμίας στερεῖται προσωρινῶς, μέχρι τῆς καταβολῆς ὁλοκλήρου τῆς εἰσφορᾶς τοῦ δικαιώματος ψήφου αὐτοῦ κατὰ τὰς συνόδους τοῦ Συμβουλίου καὶ τὰς Συνεδριάσεις τῶν ἐπιτροπῶν καθὼς ἐπίσης καὶ νὰ συμμετέχῃ εἰς ἐκλογὴν ἀξιωμάτων Συμβουλίου καὶ Ἐπιτροπῶν αὐτοῦ. Ἐν τούτοις, τὸ Μέλος τοῦτο οὐδενὸς τῶν ἄλλων δικαιωμάτων αὐτοῦ στερεῖται, οὐδὲ ἀπαλλάσσεται τῶν ὑποχρεώσεών του αἱ ὁποῖαι ἀπορρέουν ἐκ τῆς παρούσης Συμφωνίας ἐκτὸς ἐὰν διαφορετρόπως τὸ Συμβούλιον ἀποφασίζῃ. Οὐδεμία ἀπόφασις δύναται νὰ ἀπαλλάξῃ τοῦτο τῶν ἀπορρεουσῶν οἰκονομικῶν ὑποχρεώσεων ἐκ τῆς Συμφωνίας.

6. Πᾶν Μέλος τοῦ ὁποίου ἡ συμμετοχὴ εἰς τὴν παροῦσαν Συμφωνίαν διακόπτεται, λόγῳ ἀποχωρήσεως αὐτοῦ, ἀποκλεισμοῦ ἢ ἑτέρου λόγου κατὰ τὴν διάρκειαν τῆς Συμφωνίας, ὑποχρεοῦται νὰ ἐξοφλήσῃ τὰς καταβλητέας ὀφειλάς του πρὸς τὸ Συμβούλιον, καὶ νὰ τηρήσῃ πᾶσαν ὑποχρέωσιν τὴν ὁποίαν θὰ εἶχεν ἀναλάβει, πρὸ τῆς ἡμερομηνίας, ἀφ' ἧς τίθεται ἐν ἰσχύϊ ἡ διακοπὴ τῆς συμμετοχῆς τούτου εἰς τὴν παροῦσαν Συμφωνίαν. Τὸ μέλος τοῦτο δὲν δύναται νὰ ἔχῃ ἀπαιτήσεις ἐπὶ οὐδενὸς μέρους τοῦ προϊόντος τῆς ρευστοποιήσεως τοῦ πιστωτικοῦ ὑπολοίπου τοῦ Συμβουλίου κατὰ τὴν λῆξιν τῆς Συμφωνίας.

7. Τὸ Συμβούλιον μετὰ τὴν ἐαρινὴν σύνοδον δημοσιεύει βεβαιωμένην κατάστασιν τῶν ἐσόδων καὶ ἐξόδων αὐτοῦ, τοῦ προηγουμένου ἡμερολογιακοῦ ἔτους.

8. Ἐν περιπτώσει διαλύσεως καὶ πρὸ αὐτῆς, τὸ Συμβούλιον λαμβάνει τὰ ἀναγκαῖα μέτρα πρὸς τακτοποίησιν τοῦ παθητικοῦ αὐτοῦ, τὴν κατάθεσιν πρὸς φύλαξιν τῶν ἀρχείων του καὶ διὰ τὴν χρησιμοποίησιν τοῦ ὑπάρχοντος πιστωτικοῦ ὑπολοίπου κατὰ τὴν χρονολογίαν ἐκπνοῆς τοῦ ὑπάρχοντος πιστωτικοῦ ὑπολοίπου κατὰ τὴν χρονολογίαν ἐκπνοῆς τῆς παρούσης Συμφωνίας.

ΚΕΦΑΛΑΙΟΝ XIII

Συνεργασία μεθ' ἑτέρων Ὀργανισμῶν καὶ ἀποδοχὴ παρατηρητῶν.

Ἄρθρον 39.

1. Τὸ Συμβούλιον λαμβάνει ἅπαντα τὰ κατάλληλα μέτρα διὰ νὰ συμβουλεύηται ἢ συνεργάζηται, μετὰ τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν καὶ τῶν ὀργάνων αὐτῶν ἰδιαιτέρως μετὰ τῆς Διασκέψεως τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν διὰ τὸ ἐμπόριον καὶ τὴν Ἀνάπτυξιν (Cnuced), μετὰ τῆς Ὀργανώσεως τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν διὰ τὰς τροφὰς καὶ τὴν Γεωργίαν (FAO) καὶ μετ' ἄλλων ἐξειδικευμένων ἱδρυμάτων τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν καὶ διακυβερνητικῶν Ὀργανώσεων ἐφ' ὅσον παρίσταται ἀνάγκη. Δύναται ἐπίσης νὰ λαμβάνῃ πᾶν μέτρον τὸ ὁποῖον κρίνει ἐνδεδειγμένον πρὸς συνεργασίαν αὐτοῦ, μετὰ τῶν ὀργανώσεων τῶν Κρατικῶν ἢ μὴ Κρατικῶν Ἱδρυμάτων. Δύναται ἐπίσης νὰ προσκαλῇ πᾶσαν Ὀργάνωσιν ἀναφερομένην ἐν τῷ παρόντι ἄρθρῳ ἵνα παρακολουθῇ οἱανδήποτε τῶν συσκέψεων αὐτοῦ, ὑπὸ τὴν ἰδιότητα τοῦ παρατηρητοῦ.

2. Τὸ Συμβούλιον, λαμβανομένου ὑπ' ὄψιν τοῦ ἰδιαιτέρου ρόλου τὸν ὁποῖον ἔχει ἡ CNUCED εἰς τὸ Διεθνὲς ἐμπόριον βασικῶν προϊόντων, τηρεῖ, ταύτην δεόντως ἐνήμερον διὰ τὰς δραστηριότητας καὶ τὰ προγράμματα ἐργασίας αὐτοῦ. Ὡσαύτως ἐνημερώνει τὴν F.A.O.

3. Τὸ Συμβούλιον δύναται ἐπίσης νὰ προσκαλῇ πᾶν μέλος τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν ἢ ἐν ἐκ τῶν ἐξειδικευμένων ἱδρυμάτων αὐτῶν, ἢ τὸ Διεθνὲς Γραφεῖον Ἀτομικῆς Ἐνεργείας μὴ συμβαλλόμενον μέρος τῆς παρούσης Συμφωνίας ἵνα παρίσταται εἰς οἱανδήποτε τῶν συσκέψεων αὐτοῦ, ὑπὸ τὴν ἰδιότητα τοῦ παρατηρητοῦ.

ΚΕΦΑΛΑΙΟΝ XIV

Διαφωνίαι καὶ ἐνστάσεις.

Ἄρθρον 40.

1. Πᾶσα διαφωνία ἐκτὸς τῶν ἀμφισβητήσεων τῶν ἀναφερομένων ἐν τῷ ἄρθρῳ 14 σχετικὴ μὲ τὴν ἑρμηνείαν ἢ τὴν ἐφαρμογὴν τῆς παρούσης Συμφωνίας ἥτις δὲν ρυθμίζεται διὰ τῆς ὁδοῦ τῶν διαπραγματεύσεων παραπέμπεται τῇ αἰτήσει μέλους διαδίκου ἐν τῇ διαφορᾷ εἰς τὸ Συμβούλιον, πρὸς λῆψιν ἀποφάσεως, κατόπιν γνώμης ἐν περιπτώσει ἀνάγκης Συμβουλευτικῆς Ἐπιτροπῆς, τῆς ὁποίας ἡ σύνθεσις θὰ ὁρισθῇ ὑπὸ τοῦ ἐσωτερικοῦ Κανονισμοῦ τοῦ εἰρημένου Συμβουλίου.

2. Ἡ ἠτιολογημένη γνώμη τῆς Συμβουλευτικῆς Ἐπιτροπῆς, ὑποβάλλεται εἰς τὸ Συμβούλιον, ὅπερ λύει εἰς πᾶσαν περίπτωσιν τὴν διαφοράν, λαμβάνον ὑπ' ὄψιν του ὅλα τὰ χρήσιμα στοιχεῖα πληροφοριῶν.

3. Ἡ αἰτίασις καθ' ἣν Μέλος δὲν ἐξεπλήρωσε τὰς ὑποχρεώσεις, αἵτινες ἀπορρέουν ἐκ τῆς παρούσης Συμφωνίας παραπέμπεται κατόπιν αἰτήσεως τοῦ Μέλους τοῦ διατυπώσαντος τὴν αἰτίασιν εἰς τὸ Συμβούλιον τὸ ὁποῖον ἀποφασίζει ἐν προκειμένῳ κατόπιν διαβουλεύσεως τῶν ἐνδιαφερομένων Μελῶν καὶ κατόπιν γνώμης ἐν περιπτώσει ἀνάγκης τῆς Συμβουλευτικῆς Ἐπιτροπῆς περὶ ἧς προβλέπει ἡ παράγραφος 1 τοῦ παρόντος ἄρθρου.

4. Ἓν Μέλος δύναται, κατόπιν ψήφου τοῦ Συμβουλίου, νὰ θεωρηθῇ ἔνοχον ἀθετήσεως τῆς παρούσης Συμφωνίας.

5. Ἐὰν τὸ Συμβούλιον διαπιστώσῃ ὅτι Μέλος κατέστη ἔνοχον ἀθετήσεως τινὸς τῆς παρούσης Συμφωνίας, δύναται νὰ ἐπιβάλῃ εἰς τὸ Μέλος τοῦτο κυρώσεις, ἐξικνουμένας ἀπὸ τῆς ἁπλῆς προειδοποιήσεως περὶ τῆς προσωρινῆς ἀναστολῆς τοῦ δικαιώματος ψήφου τοῦ ἐν λόγῳ Μέλους, μέχρις ὅτου τὸ Μέλος τοῦτο ἐκπληρώσει τὰς ὑποχρεώσεις αὐτοῦ ἢ ἀκόμη καὶ μέχρι τοῦ ἀποκλεισμοῦ τοῦ Μέλους τούτου ἐκ τῆς Συμφωνίας.

ΚΕΦΑΛΑΙΟΝ XV

Τελικαὶ διατάξεις.

Ἄρθρον 41.

Συμμετοχὴ εἰς τὴν Συμφωνίαν.

1. Ἡ Κυβέρνησις παντὸς Κράτους προσκληθέντος εἰς τὴν Διάσκεψιν τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν διὰ τὸ ἐλαιόλαδον 1979, δύναται νὰ καταστῇ Συμβαλλόμενον Μέρος τῆς παρούσης Συμφωνίας, συμφώνως πρὸς τὴν συνταγματικὴν ἢ θεσμικὴν διαδικασίαν ταύτης :

α) Διὰ τῆς ὑπογραφῆς ταύτης ἢ

β) Διὰ τῆς ἐπικυρώσεως ἀποδοχῆς ἢ ἐγκρίσεως ταύτης μετὰ τὴν ὑπογραφὴν ταύτης ὑπὸ τὴν ἐπιφύλαξιν ἐπικυρώσεως, ἀποδοχῆς ἢ ἐγκρίσεως ἢ

γ) Διὰ τῆς προσχωρήσεως εἰς ταύτην.

2. Πᾶσα Κυβέρνησις ὑπογράφουσα τὴν παροῦσαν Συμφωνίαν δηλοῖ ἐάν, συμφώνως καὶ πρὸς τὴν Συνταγματικὴν ἢ Θεσμικὴν διαδικασίαν της ἡ ὑπογραφὴ ταύτης ὑπόκειται ἢ ὄχι εἰς ἐπικύρωσιν, ἀποδοχὴν ἢ ἔγκρισιν.

Ἄρθρον 42.

Ὑπογραφή.

Ἡ παροῦσα Συμφωνία θὰ παραμείνῃ ἀνοικτὴ πρὸς ὑπογραφὴν εἰς Μαδρίτην, παρὰ τῇ Κυβερνήσει τῆς Ἱσπανίας, καλουμένη ἐφεξῆς «Θεματοφύλαξ», ἀπὸ 1ης Ἰουλίου μέχρι 16ης Νοεμβρίου 1979 συμπεριλαμβανομένης.

Ἄρθρον 43.

Ἐπικύρωσις, ἀποδοχὴ ἢ ἔγκρισις.

1. Ἐὰν ἀπαιτῆται ἐπικύρωσις, ἀποδοχὴ ἢ ἔγκρισις τὸ ἀντίστοιχον ἔγγραφον δέον ὅπως κατατεθῇ εἰς τὸν θεματοφύλακα τὸ βραδύτερον μέχρι 31 Δεκεμβρίου 1979 ἐννοουμένου ὅτι τὸ Συμβούλιον, θὰ δύναται νὰ παρέχῃ μίαν ἢ περισσοτέρας παρατάσεις τῆς προθεσμίας εἰς πᾶσαν ὑπογράψασαν Κυβέρνησιν, ἡ ὁποία δὲν θὰ ἔχει καταθέση τὸ ἐν λόγω ἔγγραφον κατὰ τὴν ἡμερομηνίαν ταύτην.

2. Ἡ ἐπικύρωσις, ἡ ἀποδοχὴ ἢ ἡ ἔγκρισις τίθεται ἐν ἰσχύϊ ἀπὸ τῆς ἡμερομηνίας καταθέσεως τοῦ ἐν λόγω ἐγγράφου ἢ ἀπὸ τῆς ἡμερομηνίας ἐνάρξεως ἰσχύος τῆς παρούσης Συμφωνίας, ἐὰν αὐτὴ εἶναι μεταγενεστέρα τῆς ἄλλης.

Ἄρθρον 44.

Προσχώρησις.

1. Ἡ Κυβέρνησις παντὸς μὴ ὑπογράψαντος Κράτους, δύναται νὰ προσχωρήσῃ εἰς τὴν παροῦσαν Συμφωνίαν.

2. Ἡ προσχώρησις πραγματοποιεῖται διὰ τῆς καταθέσεως τοῦ ἐγγράφου προσχωρήσεως εἰς τὸν θεματοφύλακα, καὶ τίθεται ἐν ἰσχύϊ ἀπὸ τῆς ἡμερομηνίας καταθέσεως τοῦ εἰρημένου ἐγγράφου ἢ ἀπὸ τῆς ἡμερομηνίας ἐνάρξεως ἰσχύος τῆς παρούσης Συμφωνίας ἐὰν αὐτὴ εἶναι μεταγενεστέρα τῆς ἄλλης.

3. Πᾶσα μὴ ὑπογράψασα Κυβέρνησις ἡ ὁποία γίνεται ἀποδεκτὴ νὰ προσχωρήσῃ εἰς τὴν παροῦσαν συμφωνίαν, δυνάμει τῆς παραγράφου 1 τοῦ παρόντος ἄρθρου, ὀφείλει νὰ γνωστοποιήσῃ εἰς τὸν θεματοφύλακα ὅτι ἀναλαμβάνει τὴν ὑποχρέωσιν νὰ ἀκολουθήσῃ ἐντὸς τῶν ταχυτέρων δυνατῶν προθεσμιῶν, τὴν ἀπαιτουμένην συνταγματικὴν ἢ θεσμικὴν διαδικασίαν της, διὰ τὴν προσχώρησιν ταύτης εἰς τὴν παροῦσαν Συμφωνίαν.

Ἄρθρον 45.

Ἀνακοίνωσις προσωρινῆς ἐφαρμογῆς.

1. Πᾶσα ὑπογράψασα Κυβέρνησις, τῆς ὁποίας ἡ ὑπογραφὴ ὑπόκειται εἰς ἐπικύρωσιν, ἀποδοχὴν ἢ ἔγκρισιν ἢ πᾶσα μὴ ὑπογράψασα Κυβέρνησις, ἔχουσα προβῆ εἰς τὴν προβλεπομένην ὑπὸ τῆς παραγράφου 3 τοῦ ἄρθρου 44 ἀνακοίνωσιν ὀφείλει, ἀνὰ πᾶσαν στιγμήν, νὰ γνωστοποιήσῃ εἰς τὴν θεματοφύλακα, ὅτι θὰ ἐφαρμόζῃ προσωρινῶς τὴν ροῦσαν Συμφωνίαν εἴτε ὅταν αὐτὴ θὰ τεθῇ ἐν ἰσχύϊ συμφών πρὸς τὸ ἄρθρον 46, εἴτε ἐὰν αὐτὴ ἔχῃ ἤδη τεθῇ ἐν ἰσ εἰς μίαν ὁριζομένην ἐν τῇ ἀνακοινώσει ἡμερομηνίαν. Ἐ δὲν ἀναφέρεται ὁρισμένη ἡμερομηνία ἐν τῇ ἀνακοινώσ περὶ προσωρινῆς ἐφαρμογῆς τῆς Συμφωνίας ἡ ἀνακοίνωσ αὐτὴ ἰσχύει ἀπὸ τῆς ἡμερομηνίας καθ' ἣν αὐτὴ πραγματ ποιεῖται ἢ ἀπὸ τῆς ἡμερομηνίας ἐνάρξεως ἰσχύος τῆς πα ρούσης Συμφωνίας, ἐὰν αὐτὴ εἶναι μεταγενεστέρα τῆς ἄλλη

2. Καθ' ὅλην τὴν διάρκειαν τῆς περιόδου καθ' ἣν ἡ πα ροῦσα Συμφωνία εἶναι ἐν ἰσχύϊ εἴτε προσωρινῶς, εἴτε ὁρι στικῶς, μία Κυβέρνησις ὑπογράψασα ἢ μία Κυβέρνησις μ ὑπογράψασα ἡ ὁποία ἔχει προβῆ εἰς τὴν προβλεπομένη ὑπὸ τῆς παραγράφου 1 τοῦ παρόντος ἄρθρου ἀνακοίνωσι καθίσταται προσωρινὸν Μέλος, μεθ' ὅλων τῶν δικαιωμάτω καὶ τῶν ὑποχρεώσεων Μέλους, μέχρι τῆς ἡμερομηνίας καταθέσεως τοῦ ἐγγράφου ἐπικυρώσεως, ἀποδοχῆς, ἐγκρίσεως ἢ προσχωρήσεως.

Ἄρθρον 46.

Ἔναρξις ἰσχύος.

1. Ἡ παροῦσα Συμφωνία θὰ τεθῇ ἐν ἰσχύϊ ὁριστικῶς τὴν 1ην Ἰανουαρίου 1980 ἢ εἰς οἱανδήποτε ἡμερομηνίαν κατὰ τοὺς δώδεκα ἑπομένους μῆνας ἀπὸ τῆς ἡμερομηνίας ταύτης μεταξὺ τῶν Κυβερνήσεων αἱ ὁποῖαι θὰ ἔχουν ὑπογράψῃ ταύτην καὶ εἰς περιπτώσεις καθ' ἃς ἡ Συνταγματικὴ ἢ Θεσμικὴ διαδικασία των τὸ ἀπαιτεῖ, θὰ ἔχουν ἐπικυρώσει, ἀποδεχθῆ, ἢ ἐγκρίνῃ ταύτην ἢ αἱ ὁποῖαι θὰ ἔχουν προσχωρήσει εἰς ταύτην, ἐὰν εἰς τὰς Κυβερνήσεις αὐτὰς συμπεριλαμβάνωνται αἱ Κυβερνήσεις ἓξ χωρῶν ἀντιπροσωπεύουσαι ἐν συνόλῳ τουλάχιστον τὸ 60 % τῆς παγκοσμίου παραγωγῆς ἐλαιολάδου κατὰ τὴν περίοδον ἀναφορᾶς τὴν προβλεπομένην ὑπὸ τῶν ἐδαφίων (γ) καὶ (δ) τῆς παραγράφου 1 τοῦ ἄρθρου 3. Ἐὰν ἡ παροῦσα Συμφωνία δὲν ἔχει τεθῆ ἐν ἰσχύϊ, ὁριστικῶς, συμφώνως πρὸς τὰ ὁριζόμενα ἀνωτέρω αὐτὴ θὰ τεθῇ ἐν ἰσχύϊ ἀνὰ πᾶσαν στιγμὴν μετὰ τὴν ἔναρξιν προσωρινῆς ἰσχύος ὅταν αἱ καθοριζόμεναι εἰς τὴν παροῦσαν παράγραφον προϋποθέσεις, ὡς πρὸς τὸν ἀριθμὸν Κυβερνήσεων καὶ τὴν ποσοστιαίαν ἀναλογίαν ἐπὶ τῆς παγκοσμίου παραγωγῆς ἐλαιολάδου θὰ ἔχουν συμπληρωθῆ διὰ τῆς καταθέσεως τῶν ἐγγράφων ἐπικυρώσεως, ἀποδοχῆς, ἐγκρίσεως ἢ προσχωρήσεως.

2. Ἡ παροῦσα Συμφωνία θὰ τεθῇ ἐν ἰσχύϊ προσωρινῶς τὴν 1ην Ἰανουαρίου 1980 ἢ ἑτέραν ἡμερομηνίαν κατὰ τοὺς ἑπομένους δώδεκα μῆνας ἀπὸ τῆς ἡμερομηνίας ταύτης μεταξὺ τῶν Κυβερνήσεων αἱ ὁποῖαι θὰ ἔχουν ὑπογράψῃ ταύτην καὶ εἰς περίπτωσιν κατὰ τὴν ὁποίαν ἡ Συνταγματικὴ ἢ Θεσμικὴ διαδικασία τὸ ἀπαιτεῖ, θὰ ἔχουν ἐπικυρώσει, ἀποδεχθῆ ἢ ἐγκρίνει ταύτην, ἢ αἱ ὁποῖαι θὰ ἔχουν προσχωρήσει εἰς ταύτην ἢ θὰ ἔχουν ἀνακοινώσει ὅτι θὰ ἐφαρμόζουν ταύτην προσωρινῶς, ἐὰν μεταξὺ αὐτῶν περιλαμβάνωνται αἱ Κυβερνήσεις ἓξ χωρῶν ἀντιπροσωπεύουσαι ἐν συνόλῳ τουλάχιστον 60 % τῆς παγκοσμίου παραγωγῆς ἐλαιολάδου κατὰ τὴν περίοδον ἀναφορᾶς τὴν ἀναφερομένην εἰς τὰ ἐδάφια (γ) καὶ (δ) τῆς παραγράφου 1 τοῦ ἄρθρου 3.

3. Ἐάν, κατὰ τὴν 1ην Ἰανουαρίου 1980, ἡ παροῦσα Συμφωνία δὲν ἔχει τεθῆ ἐν ἰσχύϊ εἴτε προσωρινῶς εἴτε ὁριστικῶς, συμφώνως πρὸς τοὺς ἀναφερομένους εἰς τὰς παραγράφους 1 καὶ 2 τοῦ παρόντος ἄρθρου, ὅρους ἀλλὰ ἔχει λάβει, ὅμως, ἐπαρκῆ ἀριθμὸν ὑπογραφῶν διὰ νὰ δύναται νὰ τεθῇ ἐν ἰσχύϊ μετὰ ἐπικύρωσιν, ἀποδοχὴν ἢ ἔγκρισιν, ἡ Διεθνὴς Συμφωνία ἐλαιολάδου τοῦ ἔτους 1963 θὰ παραμείνῃ ἐν ἰσχύϊ πέραν τῆς 1ης Ἰανουαρίου 1980 μέχρι τῆς χρονολογίας ἐνάρξεως ἰσχύος προσωρινῶς ἢ ὁριστικῶς τῆς παρούσης Συμφωνίας, ὑπὸ τὴν προϋπόθεσιν ὅτι ἡ διάρκεια τῆς ἐν λόγω παρατάσεως δὲν δύναται νὰ ὑπερβῇ τοὺς δώδεκα μῆνας.

4. Ἐάν, τὴν 1ην Ἰανουαρίου ἡ παροῦσα Συμφωνία δὲν ἔχει συγκεντρώσει τὸν ἀπαιτούμενον ἀριθμὸν ὑπογραφῶν ἵνα δύναται νὰ τεθῇ ἐν ἰσχύϊ μετὰ ἐπικύρωσιν, ἀποδοχὴν

ἢ ἔγκρισιν, ἢ ἐάν, τὴν 31ην Δεκεμβρίου 1980, ἡ παροῦσα Συμφωνία δὲν ἔχει τεθῆ ἐν ἰσχύϊ εἴτε προσωρινῶς εἴτε ὁριστικῶς, συμφώνως πρὸς τὰ ὁριζόμενα εἰς τὰς παραγράφους 1 καὶ 2 τοῦ παρόντος ἄρθρου αἱ Κυβερνήσεις αἵτινες θὰ ἔχουν ὑπογράψει ταύτην καί, εἰς περίπτωσιν καθ' ἣν ἡ Συνταγματικὴ ἢ Θεσμικὴ διαδικασία των τὸ ἀπαιτεῖ, θὰ ἔχουν ἐπικυρώσει, ἀποδεχθῆ, ἢ ἐγκρίνει ταύτην ἢ θὰ ἔχουν προσχωρήσει εἰς ταύτην ἢ θὰ ἔχουν δηλώση ὅτι θὰ ἐφαρμόζουν προσωρινῶς ταύτην, θὰ δύνανται νὰ ἀποφασίσουν διὰ κοινῆς συμφωνίας ὅτι ἡ παροῦσα Συμφωνία θὰ τεθῆ ἐν ἰσχύϊ, ἐν ὅλω ἢ ἐν μέρει, εἰς ὅτι τοὺς ἀφορᾶ, ἢ θὰ δύνανται νὰ λάβουν οἱανδήποτε ἄλλην ἀπόφασιν τὴν ὁποίαν θὰ κρίνουν ὅτι ἀπαιτοῦν αἱ περιστάσεις.

Ἄρθρον 47.

Τροποποίησις.

1. Τὸ Συμβούλιον δύναται νὰ συστήση εἰς τὰ Μέλη τροποποίησιν τῆς παρούσης Συμφωνίας.

2. Τὸ Συμβούλιον καθορίζει τὴν προθεσμίαν ἐντὸς τῆς ὁποίας ἕκαστον Μέλος δέον νὰ γνωστοποιήση εἰς τὴν θεματοφύλακα ὅτι ἀποδέχεται ἢ μὴ τὴν τροποποίησιν.

3. Ἐάν, κατὰ τὴν ἡμερομηνίαν λήξεως τῆς ὁριζομένης προθεσμίας συμφώνως πρὸς τὴν παράγραφον 2 τοῦ παρόντος ἄρθρου, γίνη ἀποδεκτὴ ἡ τροποποίησις ὑπὸ Μελῶν τὰ ὁποῖα ἔχουν ὁμοῦ τουλάχιστον τὰ τέσσερα πέμπτα τοῦ συνολικοῦ ἀριθμοῦ τῶν ψήφων τῶν Μελῶν τὰ ὁποῖα ἔχουν δικαίωμα ψήφου καὶ περιλαμβάνον τουλάχιστον τὰ τρία τέταρτα τῶν εἰρημένων Μελῶν, ἡ ἐν λόγω τροποποίησις τίθεται ἐν ἰσχύϊ ἀπὸ τῆς ἡμερομηνίας ταύτης, ἢ εἰς μεταγενεστέραν χρονολογίαν τὴν ὁποίαν θὰ καθορίση τὸ Συμβούλιον. Εἰς ἀντίθετον περίπτωσιν, θεωρεῖται ὅτι ἀποσύρεται ἡ τροποποίησις.

4. Πᾶν Μέλος ἐπ' ὀνόματι τοῦ ὁποίου δὲν ἐγένετο ἀνακοίνωσις ἀποδοχῆς μιᾶς τροποποιήσεως κατὰ τὴν ἡμερομηνίαν κατὰ τὴν ὁποίαν αὕτη τίθεται ἐν ἰσχύϊ, παύει, ἀπὸ τῆς ἡμερομηνίας ταύτης, νὰ συμμετέχη εἰς τὴν παροῦσαν Συμφωνίαν ἐκτὸς ἐὰν τὸ ἐν λόγω Μέλος ἀποδείξη εἰς τὸ Συμβούλιον ὅτι δὲν ἠδυνήθη νὰ προβῆ εἰς τὴν ἀποδοχὴν τῆς τροποποιήσεως ἐντὸς τοῦ ἀπαιτουμένου χρόνου λόγω δυσχερειῶν τὰς ὁποίας συνήντησε, ἵνα ὁλοκληρώση τὴν συνταγματικὴν ἢ θεσμικὴν διαδικασίαν του καὶ τὸ Συμβούλιον ἀποφασίσει νὰ παρατείνη τὴν προθεσμίαν ἀποδοχῆς τῆς τροποποιήσεως διὰ τὸ ἐν λόγω Μέλος. Τὸ Μέλος τοῦτο δὲν δεσμεύεται ὅσον ἀφορᾶ τὴν τροποποίησιν μέχρις ὅτου νὰ γνωστοποιήση εἰς τὴν θεματοφύλακα, τὴν ἀποδοχὴν τῆς ἐν λόγω τροποποιήσεως.

5. Πᾶν Μέλος τὸ ὁποῖον, κατὰ τὴν διάρκειαν τῆς παρούσης Συμφωνίας καθίσταται Κράτος - Μέλος τῆς Κοινότητος ἢ παντὸς ἑτέρου διακυβερνητικοῦ ὀργανισμοῦ ἀναφερομένου ἐν τῇ παραγράφῳ 2 τοῦ ἄρθρου 3, ὀφείλει νὰ πληροφορῆ τὸ Συμβούλιον περὶ τούτου εὐθὺς ὡς ληφθῆ ἀπόφασις ἐπὶ τοῦ θέματος τούτου καί, πάντως πρὸ τῆς ἡμερομηνίας ἐφαρμογῆς τῆς προσχωρήσεως αὐτοῦ εἰς τὴν ἐν λόγω Κοινότητα ἢ εἰς τὸν ἐν λόγω διακυβερνητικὸν ὀργανισμόν. Τὸ Συμβούλιον ἐξετάζει τὸ θέμα κατὰ τὴν ἀμέσως ἑπομένην συνεδρίασιν αὐτοῦ προκειμένου νὰ διαπραγματευθῆ, μετὰ τοῦ, Μέλους τούτου, καὶ τῆς Κοινότητος ἢ τοῦ διακυβερνητικοῦ ὀργανισμοῦ, τὰς καταλλήλους προσαρμογὰς αἱ ὁποῖαι ἀπορρέουν ἐκ τῶν διατάξεων τῶν παραγράφων 3 καὶ 4 καὶ τοῦ ἐδαφίου γ) τῆς παραγράφου 8 τοῦ ἄρθρου 18, τοῦ ἄρθρου 34 καὶ τῆς παραγράφου 1 τοῦ ἄρθρου 35. Τὸ Συμβούλιον δύναται, εἰς τοιαύτην περίπτωσιν, νὰ συστήση τροποποίησιν συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις τοῦ παρόντος ἄρθρου.

Ἄρθρον 48.

Ἀποχώρησις.

1. Ἐὰν ἓν Μέλος θεωρῆ ὅτι θίγονται τὰ συμφέροντα αὐτοῦ ἐκ τοῦ γεγονότος ὅτι μία ὑπογράψασα Κυβέρνησις τῆς ὁποίας ἡ ὑπογραφὴ ὑπόκειται εἰς ἐπικύρωσιν, ἀποδοχὴν ἢ ἔγκρισιν καὶ ἡ ὁποία δὲν ἔχει προβῆ εἰς ἀνακοίνωσιν προσωρινῆς ἐφαρμογῆς τῆς Συμφωνίας, δὲν προβαίνει εἰς τὴν κατάθεσιν τοῦ ὀργάνου ἐπικυρώσεως, ἀποδοχῆς ἢ ἐγκρίσεως ἢ ἀκόμη ἐκ τοῦ γεγονότος τῆς λειτουργίας τῆς Συμφωνίας ἐπιλαμβάνεται πρὸς τοῦτο τὸ Συμβούλιον, τὸ ὁποῖον ἐξετάζει τὸ θέμα κατὰ τὴν πρώτην σύνοδόν του, ἥτις ἕπεται τῆς ἀνακοινώσεως εἰς τὴν ὁποίαν προβαίνει τὸ ἐν λόγω Μέλος ἐπὶ τοῦ θέματος τούτου.

Ἐάν, μετὰ τὴν ἐξέτασιν τοῦ θέματος ὑπὸ τοῦ Συμβουλίου, τὸ περὶ οὗ πρόκειται Μέλος ἐξακολουθῆ νὰ θεωρῆ ὅτι ζημιοῦνται τὰ συμφέροντά του, δύναται νὰ ἀποχωρήση τῆς παρούσης Συμφωνίας τῇ ὑποβολῇ ἐγγράφου γνωστοποιήσεως περὶ τῆς ἀποχωρήσεώς του εἰς τὴν θεματοφύλακα.

2. Παρὰ τὰς διατάξεις τῆς παραγράφου 1 τοῦ παρόντος ἄρθρου, πᾶν Μέλος δύναται νὰ ἀποχωρήση τῆς παρούσης Συμφωνίας εἰς οἱονδήποτε χρόνον μετὰ τὴν ἔναρξιν ἰσχύος ταύτης, διὰ τῆς ὑποβολῆς ἐγγράφου ἀνακοινώσεως περὶ τῆς ἀποχωρήσεως εἰς τὴν θεματοφύλακα.

3. Ἡ πραγματοποιουμένη ἀποχώρησις δυνάμει τοῦ παρόντος ἄρθρου τίθεται ἐν ἰσχύϊ εἰς τὸ τέλος τοῦ ἡμερολογιακοῦ ἔτους κατὰ τὸν ὁποῖον ἐγένετο ὑπὸ τοῦ Μέλους ἡ ἀνακοίνωσις εἰς τὴν θεματοφύλακα.

Ἄρθρον 49.

Διάρκεια, παράτασις, συνέχισις ἢ ἀνανέωσις καὶ ἐκπνοή.

1. Ἡ παροῦσα Συμφωνία θὰ παραμείνη ἐν ἰσχύϊ μέχρι τῆς 31ης Δεκεμβρίου 1984, ἐκτὸς ἐὰν παραταθῆ ἢ συνεχισθῆ κατ' ἐφαρμογὼν τῶν παραγράφων 2 ἢ 4 τοῦ παρόντος ἄρθρου.

2. Τὸ Συμβούλιον πρὸ τῆς λήξεως τοῦ ἔτους 1984 θὰ δύναται δι' ὁμοφώνου ἀποφάσεως τῶν Μελῶν, νὰ παρατείνη τὴν παροῦσαν Συμφωνίαν διὰ περίοδον μὴ ὑπερβαίνουσαν τὰ δύο ἡμερολογιακὰ ἔτη.

Τὸ Συμβούλιον θὰ ἀνακοινώση τὴν ἐν λόγω παράτασιν εἰς τὴν θεματοφύλακα ἡ ὁποία θὰ πληροφορήση περὶ τούτου τὸν Γενικὸν Γραμματέα τοῦ Ὀργανισμοῦ Ἡνωμένων Ἐθνῶν.

3. Πρὸ τῆς ἐκπνοῆς τῆς παρούσης Συμφωνίας κατὰ τὴν προβλεπομένην χρονολογίαν ἐν τῇ παραγράφῳ 1 τοῦ παρόντος ἄρθρου ἢ ἐν περιπτώσει παρατάσεως, κατὰ τὴν ἡμερομηνίαν τὴν ὁριζομένην ἐκ τῶν διατάξεων τῆς παραγράφου 2 τοῦ παρόντος ἄρθρου, τὸ Συμβούλιον θὰ ἀπευθύνη τὰ Μέλη κατὰ τὸν χρόνον τὸν ὁποῖον κρίνει εὔθετον τὰς συστάσεις αὐτοῦ διὰ τὴν συνέχισιν ἢ τὴν ἀνανέωσιν τῆς παρούσης Συμφωνίας.

4. Ἐάν, πρὸ τῆς λήξεως τῆς παρούσης Συμφωνίας ἔχει διαπραγματευθῆ μία νέα συμφωνία ἢ ἕνα νέον πρωτόκολλον διὰ τὴν συνέχισιν τῆς παρούσης Συμφωνίας καὶ ἐὰν ἡ νέα αὕτη συμφωνία ἢ τὸ νέον τοῦτο πρωτόκολλον ἔχει συγκεντρώσει τὸν ἀπαιτούμενον ἀριθμὸν ὑπογραφῶν ἵνα δύναται νὰ τεθῆ ἐν ἰσχύϊ μετὰ τὴν κατάθεσιν τῶν ἐγγράφων ἐπικυρώσεως, ἀποδοχῆς ἢ ἐγκρίσεως, ἢ ἀνακοινώσεων προσωρινῆς ἐφαρμογῆς, ἀλλὰ ἡ εἰρημένη νέα συμφωνία ἢ τὸ εἰρημένον πρωτόκολλον δὲν ἔχει τεθῆ ἐν ἰσχύϊ προσωρινῶς ἢ ὁριστικῶς, ἡ παροῦσα Συμφωνία θὰ παραμείνη ἐν ἰσχύϊ πέραν τῆς ἡμερομηνίας ἐκπνοῆς αὐτῆς, μέχρις ἐνάρξεως ἰσχύος τῆς νέας συμφωνίας ἢ τοῦ νέου πρωτοκόλλου, χωρὶς ὅμως ἡ διάρκεια τῆς ἐν λόγω παρατάσεως νὰ δύναται νὰ ὑπερβῆ τοὺς δώδεκα μῆνας.

5. Μὲ τὴν λῆξιν τῆς παρούσης Συμφωνίας ἐκτὸς περιπτώσεως παρατάσεως, συνεχίσεως ἢ ἀνανεώσεως ταύτης θὰ γίνη ἐκκαθάρισις τῶν λογαριασμῶν τοὺς ὁποίους ἔχει ἀναλάβει τὸ Συμβούλιον καὶ ρευστοποίησις τῶν κεφαλαίων τὰ ὁποῖα διαχειρίζεται συμφώνως πρὸς τοὺς ὅρους τοὺς ὁποίους θὰ ὁρίση τὸ Συμβούλιον κατὰ τὰς διατάξεις τῆς παρούσης Συμφωνίας. Διὰ τὴν ἐφαρμογὴν τῶν διατάξεων αὐτῶν καὶ τῶν ἄλλων ὅρων σχετικῶν μὲ τὴν ἐκκαθάρισιν τὸ Συμβούλιον θὰ συνεχίση τὴν ἀποστολὴν τούτου καθ' ὅσον

χρόνον εἶναι ἀναγκαῖον καὶ θὰ ἀσκῇ τὰς ἁρμοδιότητας καὶ τὰ καθήκοντα τὰ ὁποῖα ἔχουν ἀνατεθῆ εἰς τοῦτο διὰ τῆς παρούσης Συμφωνίας, καθ' ὃ μέτρον εἶναι ἀναγκαῖον ἵνα φέρῃ εἰς πέραν τὸ καθῆκον αὐτοῦ.

Ἄρθρον 50.

Αὐθεντικὰ κείμενα τῆς παρούσης Συμφωνίας.

Τὰ κείμενα τῆς παρούσης Συμφωνίας εἰς τάς, Ἀγγλικήν, Ἀραβικήν, Ἰσπανικήν, Γαλλικὴν καὶ Ἰταλικήν, γλώσσας εἶναι ἐξ ἴσου αὐθεντικὰ τὰ δὲ πρωτότυπα αὐτῶν ἔχουν κατατεθῆ παρὰ τῇ Ἱσπανικῇ Κυβερνήσει.

Εἰς πίστωσιν τούτων οἱ κάτωθι ὑπογεγραμμένοι δεόντως ἐξουσιοδοτημένοι διὰ τὸν σκοπὸν αὐτὸν ὑπὸ τῆς Κυβερνήσεως αὐτῶν ὑπέγραψαν τὴν παροῦσαν Συμφωνίαν κατὰ τὰς ἔναντι τῶν ὑπογραφῶν των ἡμερομηνίας.

Ἐγένετο ἐν Γενεύῃ τῇ 30ῇ Μαρτίου χίλια ἐννεακόσια ἑβδομήκοντα ἐννέα (1979).

Ἄρθρον δεύτερον.

Πρὸς ἀντιμετώπισιν τῶν δαπανῶν συμμετοχῆς τῆς Ἑλλάδος εἰς τὴν διὰ τοῦ παρόντος νόμου κυρουμένην Διεθνῆ Συμφωνίαν τοῦ Ἐλαιολάδου τοῦ ἔτους 1979 ἀναγράφεται κατ' ἔτος εἰς τὸν προϋπολογισμὸν ἐξόδων τοῦ Ὑπουργείου Γεωργίας, ὑπὸ ἴδιον Κωδικὸν ἀριθμόν, ἡ ἀναγκαία πίστωσις ἀρχῆς γενομένης ἀπὸ τοῦ ἔτους 1981.

Ἄρθρον τρίτον.

Ἡ ἰσχὺς τοῦ παρόντος νόμου ἄρχεται ἀπὸ τῆς δημοσιεύσεώς του διὰ τῆς Ἐφημερίδος τῆς Κυβερνήσεως.

Ὁ παρὼν νόμος ψηφισθεὶς ὑπὸ τῆς Βουλῆς καὶ παρ' Ἡμῶν σήμερον κυρωθείς, δημοσιευθήτω διὰ τῆς Ἐφημερίδος τῆς Κυβερνήσεως καὶ ἐκτελεσθήτω ὡς νόμος τοῦ Κράτους.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 9 Ἰουλίου 1981

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ ΤΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

ΚΩΝΣΤΑΝΤΙΝΟΣ Γ. ΚΑΡΑΜΑΝΛΗΣ

ΟΙ ΥΠΟΥΡΓΟΙ

ΣΥΝΤΟΝΙΣΜΟΥ	ΕΞΩΤΕΡΙΚΩΝ
ΙΩΑΝΝΗΣ ΠΑΛΛΑΙΟΚΡΑΣΣΑΣ	**ΚΩΝΣΤ. ΜΗΤΣΟΤΑΚΗΣ**
ΟΙΚΟΝΟΜΙΚΩΝ	ΓΕΩΡΓΙΑΣ
ΜΙΛΤΙΑΔΗΣ ΕΒΕΡΤ	**ΑΘ. ΚΑΝΕΛΛΟΠΟΥΛΟΣ**

Ἐθεωρήθη καὶ ἐτέθη ἡ μεγάλη τοῦ Κράτους σφραγίς.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 9 Ἰουλίου 1981

Ο ΕΠΙ ΤΗΣ ΔΙΚΑΙΟΣΥΝΗΣ ΥΠΟΥΡΓΟΣ

ΓΕΩΡΓΙΟΣ ΣΤΑΜΑΤΗΣ

Η ΓΕΝΙΚΗ ΔΙΕΥΘΥΝΣΗ ΤΟΥ ΕΘΝΙΚΟΥ ΤΥΠΟΓΡΑΦΕΙΟΥ

ΓΝΩΣΤΟΠΟΙΕΙ ΟΤΙ:

Ἡ ἐτήσια συνδρομὴ τῆς Ἐφημερίδας τῆς Κυβερνήσεως, ἡ τιμὴ τῶν φύλλων της πού πωλοῦνται τμηματικὰ καὶ τὰ τέλη δημοσιεύσεων στὴν Ἐφημερίδα τῆς Κυβερνήσεως, καθορίσθηκαν ἀπὸ 1 Ἰανουαρίου 1981 ὡς ἀκολούθως:

Α' ΕΤΗΣΙΕΣ ΣΥΝΔΡΟΜΕΣ

1. Γιὰ τὸ Τεῦχος Α'	Δραχ.	1.500
2. » » » Β'	»	3.000
3. » » » Γ'	»	1.000
4. » » » Δ'	»	2.500
5. » » » Νομικῶν Προσώπων Δ.Δ. κ.λπ.	»	1.000
6. » » » Ἀν. Εἰδ. Δικαστηρίου	»	200
7. » » » Παράρτημα	»	600
8. » » » Ἀνωνύμων Ἑταιρειῶν κ.λπ.	»	7.000
9. » » Δελτίο Ἐμπορικῆς καὶ Βιομηχανικῆς Ἰδιοκτησίας	»	600
10. Γιὰ ὅλα τὰ τεύχη καὶ τὸ Δ.Ε.Β.Ι.	»	15.000

Οἱ Δῆμοι καὶ οἱ Κοινότητες τοῦ Κράτους καταβάλλουν τὸ 1/2 τῶν ἀνωτέρω συνδρομῶν.

Ὑπὲρ τοῦ Ταμείου Ἀλληλοβοηθείας Προσωπικοῦ τοῦ Ἐθνικοῦ Τυπογραφείου (ΤΑΠΕΤ) ἀναλογοῦν τὰ ἑξῆς ποσά:

1. Γιὰ τὸ Τεῦχος Α'	Δραχ.	75
2. » » » Β'	»	150
3. » » » Γ'	»	50
4. » » » Δ'	»	125
5. » » » Νομικῶν Προσώπων Δ.Δ. κ.λπ.	»	50
6. » » » Ἀν. Εἰδ. Δικαστηρίου	»	10
7. » » » Παράρτημα	»	30
8. » » » Ἀνωνύμων Ἑταιρειῶν κ.λπ.	»	350
9. » » Δελτίο Ἐμπ. καὶ Βιομ. Ἰδιοκτησίας	»	30
10. Γιὰ ὅλα τὰ τεύχη	»	750

Β'. ΤΙΜΗ ΦΥΛΛΩΝ

Ἡ τιμὴ πωλήσεως κάθε φύλλου, μέχρις 8 σελ., εἶναι 7 δρχ., ἀπὸ 9 ὡς 24 σελ. 14 δρχ., ἀπὸ 25 ὡς 48 σελ. 20 δρχ., ἀπὸ 49 ὡς 80 σελ. 40 δρχ., ἀπὸ 81 σελ. καὶ ἄνω ἡ τιμὴ πωλήσεως κάθε φύλλου προσαυξάνεται κατὰ 40 δρχ. ἀνὰ 80 σελίδες.

Γ'. ΤΙΜΗ ΦΩΤΟΑΝΤΙΓΡΑΦΩΝ

Η τιμὴ διαθέσεως στὸ κοινὸ τῶν ἐκδιδομένων ἀπὸ τὸ Ἐθνικὸ Τυπογραφεῖο φωτοαντιγράφων τῶν διαφόρων φύλλων τῆς Ἐφημερίδας τῆς Κυβερνήσεως καθορίζεται σὲ τρεῖς (3) δραχμὲς κατὰ σελίδα.

Δ'. ΤΕΛΗ ΔΗΜΟΣΙΕΥΣΕΩΝ

Ι. Στὸ τεῦχος Ἀνωνύμων Ἑταιρειῶν καὶ Ἑταιρειῶν Περιωρισμένης Εὐθύνης:

Α' Ἀνωνύμων Ἑταιρειῶν:

1. Τῶν καταστατικῶν	Δρχ.	18.000
2. Τῶν ἀποφάσεων «περὶ συγχωνεύσεως ἀνωνύμων ἑταιρειῶν»	»	18.000
3. Τῶν κωδικοποιήσεων τῶν καταστατικῶν (ΦΕΚ 309/67, τ. Β')	»	9.000
4. Τῶν τροποποιήσεων τῶν καταστατικῶν	»	5.000
5. Τῶν ἰσολογισμῶν κάθε χρήσεως	»	8.000
6. Τῶν ὑπουργικῶν ἀποφάσεων «περὶ παροχῆς ἀδείας ἐπεκτάσεως τῶν ἐργασιῶν Ἀσφαλιστικῶν Ἑταιρειῶν», τῶν ἐκθέσεων ἐκτιμήσεως περιουσιακῶν στοιχείων καὶ τῶν ἀποφάσεων τοῦ Δ.Σ. τοῦ ΕΛΤΑ, μὲ τὶς ὁποῖες ἐγκρίνονται καὶ δημοσιεύονται οἱ κανονισμοὶ αὐτοῦ	»	7.000
7. Τῶν ἀποφάσεων «περὶ ἐγκαταστάσεως ὑποκαταστήματος, διορισμοῦ γενικοῦ πράκτορος καὶ παροχῆς πληρεξουσιότητος πρὸς ἀντιπροσώπευσιν ἐν Ἑλλάδι ἀλλοδαπῶν Ἑταιρειῶν» καὶ τῶν ἀποφάσεων «περὶ μεταβιβάσεως τοῦ χαρτοφυλακίου Ἀσφαλιστικῶν Ἑταιρειῶν κατὰ τὸ ἄρθρο 59 παρ. 1 τοῦ Ν.Δ. 400/70»	»	4.000
8. Τῶν ἀνακοινώσεων γιὰ κάθε μεταβολὴ ποὺ γίνεται μὲ ἀπόφαση Γ.Σ. ἢ Δ.Σ., τῶν προσκλήσεων σὲ γενικὲς συνελεύσεις, τῶν κατὰ τὸ ἄρθρο 32 τοῦ Ν. 3221/24 γνωστοποιήσεων, τῶν ἀνακοινώσεων, ποὺ προβλέπονται ἀπὸ τὸ ἄρθρο 59 παρ. 3 τοῦ Ν.Δ. 400/1970 «περὶ Ἀλλοδαπῶν Ἀσφαλιστικῶν Ἑταιρειῶν», τῶν ἀποφάσεων τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου τοῦ ΕΛΤΑ, ποὺ ἀναφέρονται σὲ προσωρινὲς διατάξεις καὶ τῶν ἀποφάσεων τοῦ Ὑπ. Συγκοινωνιῶν διὰ τοὺς ΗΛΠΑΠ – ΗΣΑΠ – ΟΣΕ	»	2.000
9. Τῶν συνοπτικῶν μηνιαίων καταστάσεων τῶν Τραπεζικῶν Ἑταιρειῶν	»	2.000
10. Τῶν ἀποφάσεων τῆς ἐπιτροπῆς τοῦ Χρηματιστηρίου «περὶ εἰσαγωγῆς χρεωγράφων εἰς τὸ χρηματιστήριον πρὸς διαπραγμάτευσιν, συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις τοῦ ἄρθρου 2 παρ. 3 Α.Ν. 148/1967»	Δρχ.	2.000
11. Τῶν ἀποφάσεων τῆς ἐπιτροπῆς κεφαλαιαγορᾶς «περὶ διαγραφῆς χρεωγράφων ἐκ τοῦ χρηματιστηρίου, συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις τοῦ ἄρθρου 2 παρ. 4 Α.Ν. 148/67»	»	2.000
12. Τῶν ἀποφάσεων «περὶ ἐγκρίσεως τιμολογίων τῶν Ἀσφαλιστικῶν Ἑταιρειῶν»	»	2.000

Β' Ἑταιρειῶν Περιωρισμένης Εὐθύνης:

1. Τῶν καταστατικῶν	Δρχ.	2.000
2. Τῶν κωδικοποιήσεων τῶν καταστατικῶν	»	2.000
3. Τῶν ἰσολογισμῶν κάθε χρήσεως	»	2.500
4. Τῶν ἐκθέσεων ἐκτιμήσεως περιουσιακῶν στοιχείων	»	2.000
5. Τῶν τροποποιήσεων τῶν καταστατικῶν (γιὰ κάθε συμβολαιογραφικὴ πράξη)	»	800
6. Τῶν ἀνακοινώσεων μὲ συμβολαιογραφικὴ πράξη	»	800
7. Τῶν ἀνακοινώσεων μὲ ἀπόφαση τῆς Γ.Σ.	»	600
8. Τῶν προσκλήσεων σὲ γενικὲς συνελεύσεις	»	600

Γ' Ἀλληλασφαλιστικῶν Συνεταιρισμῶν – Ἀλληλασφαλιστικῶν Ταμείων καὶ Φιλανθρωπικῶν Σωματείων:

1. Τῶν ὑπουργικῶν ἀποφάσεων «περὶ χορηγήσεως ἀδείας λειτουργίας Ἀλληλασφαλιστικῶν Συνεταιρισμῶν – Ἀλληλασφαλιστικῶν Ταμείων»	»	2.000
2. Τῶν ἰσολογισμῶν τῶν ἀνωτέρω Συνεταιρισμῶν, Ταμείων καὶ Σωματείων	»	2.500

Δ' Τῶν δικαστικῶν πράξεων:	Δρχ.	800

ΙΙ. Στὸ Τέταρτο τεῦχος:

Τῶν δικαστικῶν πράξεων γιὰ παρακατάθεση ἀποζημιώσεως	»	800

Ε'. ΚΑΤΑΒΟΛΗ ΣΥΝΔΡΟΜΩΝ - ΤΕΛΩΝ ΔΗΜΟΣΙΕΥΣΕΩΝ ΚΑΙ ΠΟΣΟΣΤΩΝ Τ.Α.Π.Ε.Τ.

1. Οἱ συνδρομὲς τοῦ ἐσωτερικοῦ καὶ τὰ τέλη δημοσιεύσεων προκαταβάλλονται στὰ Δημόσια Ταμεῖα ἔναντι ἀποδεικτικοῦ εἰσπράξεως, τὸ ὁποῖο φροντίζει ὁ ἐνδιαφερόμενος νὰ τὸ στείλει στὴ Γενικὴ Δ/νση τοῦ Ἐθνικοῦ Τυπογραφείου.

2. Οἱ συνδρομὲς τοῦ ἐξωτερικοῦ εἶναι δυνατὸ νὰ στέλνονται καὶ σὲ ἀνάλογο συνάλλαγμα μὲ ἐπιταγὴ ἐπ' ὀνόματι τοῦ Διευθυντῆ τῶν Διοικητικῶν καὶ Οἰκονομικῶν Ὑποθέσεων τοῦ Ἐθνικοῦ Τυπογραφείου.

3. Τὸ ὑπὲρ τοῦ ΤΑΠΕΤ ποσοστὸ ἐπὶ τῶν ἀνωτέρω συνδρομῶν καὶ τελῶν δημοσιεύσεων καταβάλλεται ὡς ἑξῆς:

α) στὴν Ἀθήνα: στὸ Ταμεῖο τοῦ ΤΑΠΕΤ (Κατάστημα Ἐθνικοῦ Τυπογραφείου),

β) στὶς ὑπόλοιπες πόλεις τοῦ Κράτους: στὰ Δημόσια Ταμεῖα καὶ ἀποδίδεται στὸ ΤΑΠΕΤ σύμφωνα μὲ τὶς 192378/3639/1947(RONEO 185) καὶ 178048/5321/31.7.65 (RONEO 139) ἐγκύκλιες διαταγὲς τοῦ Γ.Λ.Κ.,

γ) στὶς περιπτώσεις συνδρομῶν ἐξωτερικοῦ: ὅταν ἡ ἀποστολή τους γίνεται μὲ ἐπιταγὲς μαζὶ μ' αὐτὲς στέλνεται καὶ τὸ ὑπὲρ τοῦ ΤΑΠΕΤ ποσοστό.

Ὁ Γενικὸς Διευθυντὴς
ΑΘΑΝ. ΠΑΝ. ΣΠΗΛΙΟΠΟΥΛΟΣ